



République Démocratique du Congo

MINISTRE DU PLAN

**Direction de la Coordination
des Ressources Extérieures**

Rapport des activités des ASBL et EUP en RDC

Janvier - Août 2023



Sommaire

1. De l'Introduction
2. De la procédure
3. Des activités des ASBL et EUP
3.1. De l'Enregistrement
3.1.1. <i>Des nouvelles demandes</i>
3.1.2. <i>Du renouvellement</i>
3.1.3. <i>De l'Impact / Performance</i>
3.1.4. <i>Des évaluations des activités des ONG</i>
3.1.5. <i>Des difficultés rencontrées</i>
3.2. Des Accords-Cadres
3.3. Des Arrêtés interministériels
4. Du financement des ONG internationales
5. De l'implémentation de la base des données des ONG
6. Des difficultés
7. Des recommandations et de la conclusion
DES ANNEXES
ANNEXE N° 1 : <i>Présentation du type d'élaboration du programme d'investissement de l'ONG</i>
ANNEXE N°2 : <i>Répertoire des ASBL & EUP nationaux et étrangers enregistrés au ministère du plan au courant de l'année 2023 (fin août)</i>
ANNEXE N° 3 : <i>Flux de financements décaissés en faveur des ONGI en RDC</i>

Avant-propos

Les Organisations Non Gouvernementales jouent un rôle croissant en République Démocratique du Congo en matière de développement. Aujourd'hui, il apparaît sur la scène économique des Organisations Non Gouvernementales dont le dynamisme et l'implication dans les activités de développement influencent positivement les populations et contribuent à la lutte contre la pauvreté dans divers domaines. Le Gouvernement avait mis en place un mécanisme participatif et institutionnalisé à savoir le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) qui constitue un cadre de gouvernance concerté et permet aux Organisations Non Gouvernementales de s'impliquer dans la planification stratégique de mobilisation des ressources, d'analyse des politiques, de plaidoyer et de la responsabilité mutuelle.

Dans le souci d'optimiser la gestion des Associations Sans But Lucratif et des Etablissements d'Utilité Publique et de contribuer significativement dans le développement économique et social de la RDC, J'ai initié, parmi des innovations, des bonnes pratiques consistant à conclure des Accords de Partenariat avec les ONG locales qui mobilisent les financements extérieurs importants.

J'ai mis également en place le mécanisme de mise en œuvre de ces Accords de partenariat matérialisés par l'élaboration d'un Programme d'Investissement de l'ONG, un document de base qui décrit, les caractéristiques générales du programme sur une période deux ans avec, d'une part, la mise en exergue des axes stratégiques de la politique économique et sociale de développement qui est notamment le PNSD et le Programme de Développement Local de 145 Territoires (PDL-145T) et, d'autre part, la cohérence des investissements programmés par rapport au Programme d'Action du Gouvernement.



En outre, j'ai mis en route le serveur et assuré l'opérationnalisation de la Base des données pour le suivi des activités en ligne des Associations Sans But Lucratif et Etablissements d'Utilité Publique. En perspective, Je compte réaliser dans un futur plus proche, une cartographie, aussi exhaustive que possible, des interventions des ONG en vue d'une part, de fournir des informations opérationnelles sur les Organisations Non Gouvernementales tant nationales qu'étrangères opérant en République Démocratique du Congo à partir de l'année 2019 et, d'autre part d'avoir une idée précise des flux des financements extérieurs sur les investissements effectués par ces ONG en faveur de la population congolaise.

Enfin, il s'agira, à toutes fins utiles, de documenter les interventions de toutes les ONG en mettant le focus sur les réalisations par secteur d'activités et par rayon d'action. Une telle étude mettra à la disposition du décideur, des chercheurs et des étudiants, un outil leur permettant d'avoir une lisibilité et visibilité des actions qui y sont menées et des déséquilibres à corriger à l'échelle du territoire national.

Judith SUMINWA TULUKA

Ministre d'Etat, Ministre du Plan

1- De l'Introduction

1. Les Associations Sans but Lucratif et les Etablissements d'Utilité Publique sont définies comme des associations ou organismes privés régulièrement déclarés, à but non lucratif et ayant pour objet d'apporter leur appui au développement de la République Démocratique du Congo et agréés en cette qualité par le Gouvernement de la République.
2. A ce titre, ces Associations et Organismes constituent un pilier important, non négligeables, de la Coopération au développement. La souplesse et la rapidité d'action qui les caractérisent, en font des instruments plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté.
3. En République Démocratique du Congo, la place assez importante que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales ont pris ces dernières décennies, dans le processus de l'aide au développement et leur rôle croissant dans le développement national, les positionnent comme de véritables partenaires au développement à l'image des bailleurs multilatéraux ou bilatéraux.
4. Ces organisations, ayant longtemps et essentiellement opéré dans l'urgence humanitaire en réponse à des situations ponctuelles de détresse, se sont progressivement impliquées dans le champ des interventions économiques et sociales en vue du développement suivant l'approche triple nexus (humanitaire-Développement-Paix).
5. C'est pourquoi, face au rôle de plus en plus important des ASBL/EUP, et en particulier les ONG internationales, dans le développement de la RDC et à la nécessité d'une plus grande harmonisation et cohérence des règles et procédures, l'Etat congolais a décidé en 2001 d'encadrer les interventions des ASBL/EUP dans le territoire national à travers la Loi n°004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. et d'autres outils y relatifs. Cette loi trouve son fondement dans la Constitution de la République en son article 37 du Titre II relatif aux droits humains, libertés fondamentales et devoirs du citoyen et de l'Etat qui dispose ce qui suit : (i) l'Etat garantit la liberté d'association et (ii) les pouvoirs publics collaborent avec les associations qui contribuent « au développement social, économique, intellectuel, moral et spirituel des populations et à l'éducation des citoyens et des citoyennes ».
6. Ainsi, les projets et programmes de développement mis en œuvre par les Organisations Non Gouvernementales étrangères et financés par les partenaires bi et multilatéraux influenceront positivement la vie des populations.
7. Le dynamisme du secteur des ASBL/EUP, conjugué à la volonté de l'Etat d'assurer un meilleur encadrement et un accompagnement efficace des ASBL/EUP devraient amener le Gouvernement Congolais, avec toutes les parties prenantes, à procéder à la réforme du cadre juridique du secteur des ASBL/EUP.
8. Déjà, certaines innovations notamment sur l'élaboration du Programme d'Investissement (PI) de l'ONG et ses procédures d'approbation et de suivi évaluation sont en cours d'être mises en place.

9. Ce rapport à mi-chemin présente les activités relatives aux ASBL/EUP, au cours des huit premiers mois de l'année 2023, par la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures qui traite les dossiers relatifs à la demande (i)

d'enregistrement, (ii) de signature d'accords-cadres et (iii) d'arrêté interministériel d'octroi de certaines facilités administratives et fiscales aux Organisations Non Gouvernementales et aux Etablissements d'Utilité Publique.

2- De la procédure

10. La procédure relative aux ASBL/EUP est réglementée par la Loi reprise ci-dessus. A l'opposé des ONG nationales, les ONG internationales doivent remplir les conditions préalables à l'obtention de l'autorisation présidentielle d'exercer les activités en RDC ci-après : (i) exister légalement dans le pays de leur siège, (ii) avoir une représentation connue (siège) et (iii) utiliser la main d'œuvre locale à concurrence de 60% minimum de l'ensemble du personnel.

11. Par rapport à la procédure d'enregistrement et d'agrément préalable du Ministère de Tutelle, l'article 31 alinéa 1 de la Loi sur les ASBL/EUP dispose selon qu'elle est à caractère économique, culturel, éducatif ou social, elles requièrent au préalable, l'avis et l'enregistrement auprès du Ministère ayant dans ses attributions le secteur d'activités visé.

12. Cette première étape consiste en l'obtention de l'avis favorable dont les démarches commencent par le dépôt de la demande d'agrément et d'enregistrement auprès du Ministère en charge du secteur d'activités visé par l'ASBL/EUP. A cette demande sont annexés les documents exigés par l'article 4 de la loi en vigueur qui varient selon les Ministères.

13. Concernant la procédure d'enregistrement par le Ministère de la Justice et d'obtention de l'autorisation

présidentielle d'exercer les activités en R.D.C, l'article 30 de la Loi sur les ASBL stipule que l'ONG doit, pour exercer ses activités en RDC, adresser sa demande auprès du Ministre de la Justice. Pour les ONG de droit étranger, cette demande doit émaner du siège et être signée par tous les membres chargés de l'administration de l'ONG (article 4 alinéa 3). Cependant, dans la pratique, le Cabinet du Ministre de la Justice tolère que la requête soit signée par quatre membres au moins chargés de l'administration. Ceci se justifie par le caractère international de l'ONG qui résulte de la situation géographique et des difficultés qu'elle peut avoir à réunir tous les membres du Conseil d'Administration.

14. Pour la procédure relative à la conclusion de l'accord-cadre avec le Gouvernement de la RDC par l'entremise du Ministère du Plan, il y a lieu de noter que cette procédure, prévue à l'article 37 point 2, se fait en même temps que celle relative à l'obtention de l'autorisation présidentielle, mais doit se terminer avant cette dernière. En effet, l'ONG internationale doit conclure avec le Gouvernement de la RDC un accord-cadre. Ce dernier porte essentiellement sur son plan d'action ainsi que sur les exemptions et facilités à obtenir du Gouvernement Congolais. Les facilités octroyées doivent être entérinées par un Arrêté interministériel. Cet accord-cadre doit être versé au dossier du Ministère de

la Justice en vue de l'obtention de l'autorisation présidentielle.

15. En effet, l'Accord-Cadre est un cadre collaboratif qui décline les objectifs stratégiques et les engagements souscrits entre le Ministère du Plan et les Organisations Non Gouvernementales, lesquels engagements portent sur la mise en œuvre de projets et/ou programmes que ces organisations entendent exécuter en RDC.
16. Le Ministère du Plan apporte comme innovation l'approbation du Programme d'Investissement de l'ONG qui constitue l'annexe à l'Accord-cadre conclu à partir de l'année 2024. Ci-joint le canevas-type du Programme d'Investissement de l'ONG.

18. Concernant la collaboration avec le Ministère du Plan, les documents suivants sont exigés :

a. Les documents nécessaires au fonctionnement, il s'agit de :

- Statuts légalisés ;
- L'Ordonnance présidentielle relative à l'autorisation d'exercer les activités en RDC ou Accusé de réception F.92 relatif à la requête en obtention d'autorisation d'exercer les activités en RDC ;
- La copie d'Accord-Cadre échu (pour le cas de renouvellement) ;
- La copie du certificat d'enregistrement valide du Ministère du Plan ;
- La preuve d'enregistrement et d'agrément du Ministère ayant dans leurs attributions le secteur d'activités visé par l'organisation ;
- La preuve d'une adresse physique facilement identifiable (Contrat de bail légalisé ou titre propriété délivré par le Ministère des Affaires Foncières) ;
- La copie de l'Acte de reconnaissance de l'Autorité politico-administrative de la province ;
- La preuve de l'Attestation de bonne conduite, vie et mœurs pour le personnel expatrié dûment légalisé par l'Ambassade ou le consulat de la République Démocratique du Congo dans le Pays où se trouve le siège ;
- La preuve de paiement des impôts, des droits administratifs, redevances et cotisations sociales (Attestation de situation fiscale durant les 5 ans le cas échéant ;

b. Les documents nécessaires à la mise en œuvre des activités sur terrain, il s'agit de :

- Plan d'action sur 3 ans et sa programmation financière ;
- Documents de projet ou de programme mis en œuvre, durant les 5 ans ;
- Preuves de financement des projets mises en œuvre, durant 5 ans (Accord de partenariat ou de financement) ;
- Plan d'affectation des biens et équipements pendant et après projet ;

- La Convention signée relative à la cession de matériel et/ou mobilier enfin de projet ;
- L'attestation de don certifié par le notaire du pays donateur ;
- Rapport financier certifié par un Expert-comptable agréé, durant les 5 ans ;
- Rapport d'audit interne ou externe antérieurement diligenté ;
- Rapport circonstancié des actions d'urgences ;
- Rapport condensé durant les 5 ans contenant les différents détails d'informations conformément aux dispositions des articles 37, 40, 41, 42, 43, 43, 44 et 45 de la Loi n°004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP.

19. Après la mission d'évaluation sur terrain, les dossiers sont soumis à la Commission de Validation des Avant-Projets d'Accords-Cadres et à celle chargée

d'examiner les demandes de facilités administratives, fiscales et douanières pour validation.

3- Des activités des ASBL et EUP

20. Conformément à la Loi sur les ASBL, les ONG ont l'obligation d'informer le Ministère ayant le Plan dans ses attributions, de leurs activités de développement, des projets et programmes à mettre en œuvre et des ressources financières mobilisées en vue de leur réalisation.

21. Le Ministère du Plan avait mis en place un mécanisme consistant à l'enregistrement de toutes les Associations Sans but Lucratif et les Etablissements à Utilité Publique avec comme objectifs de les identifier préalablement ensuite de capter les flux d'aide financier mobilisé par elles en faveur de la population et enfin s'assurer que leurs projets et programmes cadrent avec le Plan National Stratégique de Développement de la République Démocratique du Congo ainsi que aux stratégies sectorielles.

22. Pour toute demande d'enregistrement, les ASBL et EUP requérants déposent des dossiers complets constitués conformément à la note circulaire N° 003 /CAB /MIN /PL. SMRM /COCAF /2013 du 24

janvier 2013 dont copie en annexe. Cette note circulaire reprend la liste des pièces requises pour l'enregistrement d'une ASBL/EUP, la demande et le renouvellement de certaines facilités administratives et fiscales.

23. Après analyse du dossier au niveau du bureau, deux agents de l'Administration du Plan sont envoyés sur terrain en vue de vérifier l'effectivité et la viabilité de l'ASBL ou de l'EUP avant son enregistrement. Un rapport de visite est établi à cet effet.

24. Sur base de l'avis favorable du rapport et d'autres critères observés, un Certificat d'enregistrement signé par le Secrétaire Général au Plan est délivré à l'ASBL/ONG requérante pour une durée de deux (02) ans renouvelables.

25. Le présent rapport a comme objectif spécifique de présenter la situation générale des enregistrements des Associations Sans But Lucratif et Etablissements d'Utilité Publique (ASBL/EUP) pour la période allant du mois de janvier à août 2023.

3.1- De l'Enregistrement

26. Pour la période allant de janvier à août 2023, le Ministère du Plan a reçu environ deux cent quatre-vingt-seize (296) requêtes pour l'obtention des certificats d'enregistrement émanant des ASBL/EUP, dont deux cent onze (211) concernaient les nouvelles demandes et les restes, soit quatre-vingt-cinq (85) comme demandes de renouvellement.
27. Après analyses et traitement de tous ces dossiers, deux cent quarante-deux (242) ont reçu l'avis favorable et ont été enregistrés dans le répertoire des ASBL/EUP, tenu par la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE) du Ministère du Plan.

Tableau n°1 : statistiques générales des ASBL/EUP enregistrées de janvier à août 2023

Période	Nombre des ASBL / EUP enregistrés		Total
	International	National	
Janv-Août 2023	49	193	242
Part relative	20,2%	79,8%	100,0%

Source : DCRE, Div. ONG, octobre 2023

28. Il sied de signaler que le nombre des certificats d'enregistrement délivrés aux ASBL/EUP pour la période considérée se chiffrent à 242 certificats dont 193 pour les ASBL/EUP de droit congolais, soit 79,8% de l'ensemble et 49 de droit étranger, soit 20,2% de l'ensemble des enregistrements autorisés durant la période sous analyse.

3.1.1. Des nouvelles demandes

Tableau 2 : statistiques des nouveaux ASBL/EUP enregistrés

Période	Nombre de Requêtes reçues des ASBL / EUP		Nombre des nouveaux ASBL/EUP enregistrés		Observ.
	International	National	International	National	
Janvier-Août 2023	5	206	5	152	
Total	211		157		

Source : DCRE, Div. ONG, octobre 2023

29. Sur un total de deux cent onze (211) nouvelles requêtes reçues, deux cent-six (206) étaient formulées par les ASBL/EUP de droit congolais et le reste, soit cinq (5) par les ONG de droit étranger. Ainsi, après analyse et traitement, cent cinquante-sept (157) ASBL/EUP dont cinq (5) de droit étranger et cent cinquante-deux (152) nationaux ont été enregistrés dans la Base des données du Ministère du Plan et sanctionnés par un certificat d'enregistrement.

3.1.2. Du renouvellement

Tableau 3 : statistiques de renouvellement du certificat d'enregistrement

Période	Nombre de Requêtes reçues des ASBL / EUP		Nombre des nouveaux ASBL/EUP enregistrés		Observ.
	International	National	International	National	
Janvier-Août 2023	44	41	44	41	
Total	85		85		

Source : DCRE, Div. ONG, octobre 2023

30. Concernant le renouvellement des certificats d'enregistrement, sur un total de quatre-vingt-cinq (85) nouvelles requêtes reçues, quarante-et-un (41) étaient formulées par les ASBL/EUP de droit congolais et la différence, soit quarante-quatre (44) l'ont été par les ASBL/EUP de droit étranger. Ainsi, après analyse et traitement, toutes ces

requêtes ont reçues des avis favorables, aboutissant au renouvellement de leurs certificats d'enregistrement pour une validité de 2 ans.

31. En annexe de la présente, le répertoire des ASBL & EUP nationaux et étrangers enregistrés au Ministère du Plan à fin août 2023.

3.1.3. De l'Impact / Performance

Tableau 4 : Tableau d'évolution d'enregistrements des ASBL/EUP pour l'exercice 2022 et 2023

N°	Mois	Nombres des ASBL/EUP exercice 2022	Nombres des ASBL/EUP exercice 2023	Variation en % (2022/2023)
1.	Janvier	10	08	-20
2.	Février	02	35	1650
3.	Mars	14	23	64,2
4.	Avril	25	12	-52
5.	Mai	22	37	68,18
6.	Juin	28	70	150
7.	Juillet	24	32	33,33
8.	Août	28	25	-10,71
Total	-	155	242	56,12

Source : DCRE, Div. ONG, octobre 2023

32. Comparée à la même période sous analyse et toutes choses restant égales par ailleurs, il sied de signaler une hausse de 56,1% des demandes d'enregistrement validées, s'élevant à 242 ASBL/EUP enregistrés à fin août 2023 contre 155 ASBL/EUP enregistrés l'année précédente.

33. Cette tendance haussière se justifierait par les appels d'offre pour le marché des travaux émis par le Bureau central de coordination (BCeCo) et la Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles (Cfef), dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement Local de 145 Territoire (PDL-145T), qui exigeaient aux ASBL/EUP

souhaitant participer à ces marchés, d'annexer parmi les éléments constitutifs de leurs dossiers, le certificat

d'enregistrement du Ministère du Plan valide.

Tableau 5 : tableau des prévisions et des réalisations des recettes de l'acte sur le droit d'enregistrement d'une ASBL de janvier à août 2023

N°	Mois	Prévision des recettes 2023 (CDF)	Recettes réalisées en 2023 (CDF)	Taux de réalisation en %
1.	Janvier	7 000 000	918 750	13,1
2.	Février	8 400 000	9 371 250	111,6
3.	Mars	9 600 000	9 003 750	93,8
4.	Avril	8 280 000	11 025 000	133,2
5.	Mai	10 004 000	13 413 750	134,1
6.	Juin	10 265 000	12 678 750	123,5
7.	Juillet	10 950 000	7 717 500	70,5
8.	Août	7 148 542	12 495 000	174,8
Total	-	71 647 542	76 623 750	106,9

Source : DCRE, Div. ONG, octobre 2023

34. Sur le plan financier, l'acte générateur sur le droit d'enregistrement des Associations sans but lucratif et/ou les Etablissements d'Utilité Publique a permis au compte du Trésor Public de

mobiliser environ CDF 76.623.750,00 contre les prévisions de CDF 71.148.750,00, soit un taux de réalisation de 106,9 % pour la période de janvier à août 2023

3.1.4. Des évaluations des activités des ONG

35. Au terme de la période sous analyse, les Associations Sans but lucratif et les Etablissements d'Utilité Publique ont formulé quatre-vingt-seize (96) demandes soit pour l'évaluation des Accords-cadres, soit pour l'évaluation des arrêtés échus des facilités

administratives, fiscales et douanières. Dans l'ensemble, soixante-quatorze (74) missions d'évaluation ont été effectuées et vingt-deux (22) ne l'ont pas été à cause de l'indisponibilité de la structure requérante

3.1.5. Des difficultés rencontrées

36. Le processus d'enregistrement des ASBL et EUP rencontre quelques difficultés qui impactent sur la fluidité du service rendu, à savoir : (i) le manque de véhicule pour la mobilité du service entrave souvent son bon fonctionnement notamment dans le dispatching des courriers, des certaines visites de terrain et autres courses de

service ; (ii) l'insuffisance des équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes, scanners, ...); (iii) la capacité insuffisante du site d'archivage et de stockages des dossiers des requérants ; et (iv) la non-opérabilité de la base des données informatisée des ASBL et EUP.

3.2- Des Accords-Cadres

3.2.1- Des Accords-Cadres conclus

37. La conclusion des accords-cadres avec les ONG de droit étranger se fait conformément à l'article 37 de la Loi n°004/2001 du 20 Juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux ASBL et Etablissements d'utilité Publiques. Il est conclu pour une durée de cinq (5) ans renouvelable après l'évaluation préalable des activités de l'ONG sur terrain en vue d'en mesurer l'impact sur les communautés locales.
38. Au cours des huit premiers mois de 2023, le Ministère du Plan a réceptionné 21 dossiers pour la conclusion des Accords-Cadres avec les Organisations Non Gouvernementales des droits étrangers dont quatorze ci-après :

1- Centre de Gouvernance du Secteur de la Sécurité-Genève « DCAF »

39. Le Centre de Gouvernance du Secteur de la Sécurité-Genève, en sigle DCAF, est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Suisse, dont la mission est celle de promouvoir la sécurité des Etats et de leurs populations dans le cadre de la gouvernance démocratique, l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme.
40. Fondée à Genève en 2000 à l'initiative du Gouvernement Suisse, le siège social du DCAF est situé au n°1202 de l'avenue 2ème Chem, Eugène-Rigot, Genève, Suisse et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi sur l'avenue du Port, 7ème étage de l'Immeuble FORESCOM dans la Commune de la Gombe.
41. Elle intervient dans les domaines du développement dans les Provinces de Kinshasa, Equateur, Kasai, Ituri où elle



exécute des projets dans les secteurs de la paix, la sécurité, la gouvernance démocratique, dont le principal projet est le Programme d'Appui à la Réforme de la Police (PARP Phase III), financé par l'Union Européenne à travers FED (Fonds Européen de Développement) pour un montant de 19.600.000 Euros pour une durée de 4 ans. Ce programme est en sa troisième phase et la mise en œuvre est assurée par ENABEL, en partenariat avec COGINTA et DCAF.

RÉSULTATS/IMPACT :

Le cadre institutionnel et le pilotage de la réforme de la Police sont renforcés; La gouvernance et le contrôle démocratique de la Police sont renforcés; La Direction Générale des Ecoles et de la Formation (DGEF) est renforcée; L'Académie Policière (ACAPOL) et Ecoles Provinciales de Formation sont opérationnelles; Les Officiers de Police Judiciaire sont renforcés; Les Unités de maintien de l'ordre de la Police sont renforcées; La base des données des Policiers est mise à jour; Une politique de gestion des ressources humaines est élaborée et mise à jour; Le cadre de la gouvernance sécuritaire locale est renforcé dans les zones couvertes par l'action; La mise à niveau des Policiers est assurée dans les zones couvertes par l'action; Les infrastructures et équipements de Police de proximité sont renforcés dans les zones couvertes par l'action.



2- Catholic organization for relief and development Aid « Cordaid »

42. CORDAID est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de secours, d'urgence et développement de droit Néerlandais dont la mission est celle de créer des communautés florissantes et autonomes dans les zones les plus fragiles du monde., affectées généralement par les conflits. Elle est aux côtés de ceux qui sont les plus touchés par la pauvreté et les conflits et les soutient pour aller au-delà de la survie et

pour participer pleinement à des sociétés équitables et résilientes.

43. Fondée en 1999 au Pays-Bas, Cordaid a son siège social à la Haye, sur l'avenue Charlotte CORDAY, 14.000 CAEN et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi sur Boulevard Tshatshi, Résidence FIKHUSS dans la Commune de la Gombe.

44. Cordaid s'attaque aux causes de la fragilité en aidant les communautés locales, les prestataires de services et les travailleurs humanitaires de première ligne à assurer la sécurité alimentaire, à offrir des soins de santé et une éducation, à garantir la sécurité et la Justice et à promouvoir l'Egalité des sexes. Nous renforçons les capacités économiques des populations, facilitons la création d'emploi et favorisons une croissance économique inclusive. Partout où des catastrophes surviennent, nous offrons également une aide humanitaire.

45. Elle intervient dans toutes les 26 Provinces de la RDC depuis l'année 2000 dans le domaine humanitaire et du développement. Cordaid met en œuvre plusieurs projets dans les secteurs de la santé, éducation, lobbying et plaidoyer, urgence, résilience communautaire, justice et sécurité, dont entre autres projets : (i) Projet ESPER (Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la RDC), financé par le Royaume de Pays-Bas, via



son Ambassade à Kigali à la hauteur de de 13.000.000 USD pour une durée de 5 ans et ; (ii) Projet JUST FUTURE (Avenir Juste), financé par le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères pour une durée de 5 ans (2021-2025).



3- Memisa Belgique

46. Memisa Belgique est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Belge, fondée en Belgique en 1988, pour donner suite à la demande de Memisa Pays-Bas (aujourd'hui CORDAID).

47. La mission de Memisa Belgique est celle d'améliorer la qualité et la disponibilité des soins de santé. Elle est Le siège social de Memisa Belgique se trouve au Square de Meeûs 19 – 1050 à Bruxelles. Tandis que son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi sur l'avenue Kisangani n° 47, Commune de la Gombe.

48. Il intervient en RDC depuis plus de 25 ans dans le domaine de la santé en provinces du Kongo Central, Kinshasa, Ituri, Haut-Uélé, Kwango, Kwilu, Sankuru et du Sud-Ubangi où elle exécute des projets dans le secteur de la santé entre autres : (i) Programme Santé pour Tous, financé par la DGD (Direction Générale de la Coopération au Développement) pour un montant de 20.231.600 Euros, pour une durée de 5 ans ; et (ii) Programme PRODS-Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé dans les Provinces de l'Ituri et du Kongo Central, financé par la DGD pour un montant de 12.400.000 Euros.



RÉSULTATS/IMPACT :

47 Unités de Traitement Ambulatoire (UNTA) et 3 Unités de Traitement Intensif (UNTI) ont été mise en place dans les Zones de Santé appuyées par les projets ; Amélioration qualitative de l'offre des services et augmentation du taux d'utilisation des services de santé dans les formations sanitaires (FOSA) ; Les outils de gestion et la liste des médicaments essentiels ont été rendu disponibles dans les formations sanitaires appuyées ; Mise en place de la tarification forfaitaire dans toutes les zones de santé appuyées par MEMISA Belgique pour améliorer l'accès social et



financier des communautés locales aux soins de santé ; Renforcement des capacités de l'HGR Saint-Luc pour offrir le paquet complémentaire des soins aux populations ; Mise en place des dépôts zonaux de médicaments dans 3 zones de santé ; Prise en charge gratuite des soins obstétricaux (césarienne) ;

4- The Alliance International Medical (ALIMA) :

49. ALIMA est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Français, fondée le 27 Avril 2009 et basée à Dakar, au Sénégal. Elle a pour mission de sauver des vies et soigner des populations les plus vulnérables sans aucune discrimination identitaire, religieuse ou politique, à travers des actions basées sur la proximité, l'innovation et l'alliance d'organisation et d'individus.

50. Le siège social de l'ONG ALIMA se trouve au n°15, Rue Immeubles-Industriels 75011, Paris 11, en France et, son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi au n°18, de l'avenue ANCILIA, Quartier BASOKO, Commune de Ngaliema, Ville-Province de Kinshasa.

51. Elle intervient en RDC depuis 2009 dans les domaines Humanitaire et du Développement dans les provinces du Kwango, Kinshasa, Ituri, Nord-Kivu, Maniema, Tanganyika, Haut-Lomami et Kasai, où elle exécute des projets dans les secteurs de la santé, nutrition, protection, EHA, recherches et innovation, réponses aux urgences et formations, dont entre autres :



- Lutte contre les inégalités d'accès aux soins materno-infantile, principalement nutritionnel des personnes vulnérables de la Province du Maniema en RDC, financé par GAC (Global Affairs Canada = « Ministère des Affaires Mondiales du Canada) pour un montant de 4.600.000 CAD (Dollars Canadiens), pour une durée de 3 ans soit du 16 Avril 2021 au 31 Mars 2024 ;
- Programme d'Urgence Nutritionnelle Coalition Humanitaire (PUNCH), financé par le FCDO (Foreign & Commonwealth Office) pour un montant de 1.728.911 Euros pour une durée de 12 mois, soit du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2023 ;
- Assistance multisectorielle intégrée d'urgence pour les populations affectées par les conflits dans les ZS de Rwampara, Mangala et Bambu, financé par l'USAID (BHA), pour un montant de 2.500.000 USD pour une durée de 12 mois, soit du 14 Juillet 2022 au 13 Juillet 2023 ;
- Réponse d'Urgence Sanitaire des Populations Hôtes et déplacées affectées par la crise liée à l'activisme des Groupes-Armés dans le Tanganyika, financé par FH-RDC pour un montant de 1.500.000 USD pour une durée de 12 mois, soit du 1^{er} Octobre 2022 au 20 Octobre 2023 ;
- Améliorer l'état de santé des populations vulnérables, touchées par les crises et les épidémies et contribuer à la réduction de la mortalité infantile et juvénile liée à la MAS en RDC, financé par la Fondation HILTON à la hauteur de 1.500.000 USD, pour une durée de 12 mois, soit du 1^{er} Octobre 2022 au 31 Septembre 2023.

RÉSULTATS/IMPACT :

Amélioration de l'accès et de la qualité des soins de prise en charge et prévention de la MAS des filles et garçons de moins de 5 ans ; Amélioration et renforcement des conditions d'hygiène, de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement dans les structures de santé appuyées ; L'accès et la qualité de la prise en charge des soins de santé primaires y compris de la santé sexuelle et reproductive est amélioré pour les enfants de moins de 5 ans et les FE et FA dans 5 zones de santé du Kasai-Oriental et du Mai-Ndombe ; L'accès aux soins de santé primaires et secondaires gratuits et de qualité est assuré pour les populations déplacées et hôtes dans les centres de santé appuyés des zones de santé de Bambu, Rwampara et Mangala ; L'accès aux soins de santé sexuelle, reproductive et de prise en charge médicale des VBG est renforcé pour 3.570 femmes en âge de procréer, filles et victimes des violences sexuelles de la ZS Kongolo ; La résilience du système de santé de 4 Aires de Santé (AS) et de l'HGR de la ZS Kongolo est renforcée par les activités communautaires et la préparation des réponses aux urgences.

5- JHPIEGO CORPORATION « JC » :

52. JHPIEGO CORPORATION « JC » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Américain, dont le siège social est établi au n°1615 Thames Street Baltimore MD 21231, USA et le Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est

situé au n°48, de l'avenue Roi Baudouin, Immeuble Imani, à Kinshasa/Gombe. Elle a été créée en 1973 aux Etats-Unis d'Amérique et, s'est fixé la mission de sauver des vies, améliorer la santé et transformer l'avenir des communautés.

53. Elle intervient en RDC depuis 2017 dans le domaine du développement dans les provinces du Tanganyika, Kongo Central où elle exécute des projets dans les secteurs des infrastructures, humanitaire, formation et éducation, gouvernance, agriculture, environnement, dont les principaux projets sont les suivants : (i) Projet TIP TOP : Traitement Préventif Intermittent de la malaria



chez la Femme enceinte ; (ii) Projet ASE : Accouchement Sécurisé et Espacement et ; (iii) Programme UN4COOP 2022-2026, financé par la DGD/Belgique pour un montant de 4.406.000, 345 Euros pour la période de 2022-2026 (5 ans). Ce programme vise à renforcer la cohérence et la collaboration entre les différentes composantes du système de santé.

RÉSULTATS/IMPACT :

Augmentation du taux de traitement préventif intermittent de 22% à 76% dans les provinces du Kwilu, Kwango et Maniema ; Réduction du taux de mortalité néonatale précoce aux établissements de santé de 1,18% à 0,5% ; Augmentation du taux de l'adoption des méthodes de la planification familiale 0,2 à 32% dans les provinces du Kwilu, Kwango et Maniema.



6- Education Développement Center « EDC »

54. Education Développement « EDC » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) caritative de droit Américain, créée en 1974 aux Etats-Unis d'Amérique, dont la mission consiste à concevoir, exécuter et évaluer les programmes innovants pour répondre à certains défis les plus urgents dans le

domaine de l'éducation, de la santé et des débouchés économiques.

55. Son siège social se trouve au n° 43, Foundry Avenue, Waltham, MA 02453, USA, et son Bureau de Représentation en RDC est établi à Kinshasa sur l'avenue TANGU (GB) n°15, Quartier BASOKO dans la Commune de Ngaliema, Ville de Kinshasa.



56. Elle intervient en RDC depuis le 08 Juillet 2016 dans le domaine du développement dans les provinces du Haut-Katanga, Tanganyika, Equateur, Maniema et la Ville-Province de Kinshasa où elle exécute des projets dans les secteurs de l'éducation, la santé et le soutien à la croissance économique (développement communautaire) des milieux défavorisés, dont entre autres l'Apprendre Tous Ensemble

(ATE), financé par l'USAID dans le cadre de sa Coopération avec la RDC. L'objectif principal visé par ce projet était d'améliorer la qualité de la lecture et de l'écriture au degré élémentaire.

RÉSULTATS ET IMPACT :

Amélioration de l'accès élargi aux possibilités d'éducation pour les enfants âgés de 6 à 9 ans issus de populations marginalisées et vulnérables, notamment les Batwa autochtones, les filles et les enfants handicapés ; Réduction des obstacles à l'éducation des enfants marginalisés âgés de 6 à 9 ans ; Renforcement de la résilience des systèmes éducatifs locaux ; Amélioration de la qualité de l'enseignement de l'ASE (Apprentissage Social et Emotionnel) pour les élèves des écoles et des centres d'apprentissage accélérés âgés de 6 à 9 ans ; Amélioration de l'enseignement de l'alphabétisation précoce pour les élèves des écoles et des centres d'apprentissage accélérés âgés de 6 à 9 ans ; Amélioration du soutien de la communauté et des parents à l'apprentissage des enfants.

7- Concern Worldwide

57. CONCERN WOLDWIDE est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Irlandais, fondée en Irlande en 1968 et dont la mission est de transformer de façon permanente, la vie des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, en s'attaquant à ses causes profondes et en renforçant leur résilience.



58. Concern Worldwide travaille en République démocratique du Congo depuis 1994. Son objectif est de fournir une aide humanitaire, de l'eau et des installations sanitaires, ainsi que de renforcer les moyens de subsistance. Concern met actuellement en œuvre des programmes dans les provinces du Nord-Kivu, du Tanganyika, du Haut Lomami et de Lomami (région du Kasai). Son Bureau de Représentation en RDC est établi à Kinshasa sur l'avenue Kanga n°07, Quartier Socimat, Commune de la Gombe.



59. Elle exécute des projets dans les secteurs de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), la nutrition et la santé, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, le genre et la protection, entre autre le projet d'urgence et moyen de subsistance dans la Province du Tanganyika et dont les activités ont été axées sur : (i) la construction d'abris temporaires ; (ii) la relance agricole à travers la mise en place des champs et maraichages individuels et collectifs ; (iii) la mise en place des champs collectifs et individuels ; (iv) la

construction des forages et l'aménagement des sources d'eau pour 209 ménages ; (v) la relance économique à travers la mise en place des Activités Génératrices des Revenus (AGR) à Kyambo et Nyunzu ; (vi) le renforcement des capacités en termes de formations des participants des activités génératrices de revenus pour près de 400 ménages dont 200 à Tunda et 200 à Kindusuata ; et (vii) la construction des forages dans le cadre des activités WASH (Eau, Hygiène et Assainissement) à Kamituga, Nyunzu, Pende et à Kapulo.

RÉSULTATS ET IMPACT :

5.950 kits agricoles distribués aux petits exploitants agricoles ; 7.717 ménages assistés en Vivres ; 70 points d'eau (forages, puis à buse) réalisés ; 7 sources d'eau aménagées ; 9.000 kits NFI WASH distribués ; 15.000 kits d'hygiène intime distribués aux femmes et filles en âge de procréer ; 300 latrines et douches d'urgence construites ; 100 COGEP (comité de gestion de production) formés en AGR ; 1.600 AGR individuels appuyées ; 2.000 participants accompagnés ; et 1.050 abris Transitionnels construits.

8- Agence D'aide à La Coopération Technique Et Au Développement « ACTED »

60. ACTED est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Français, œuvrant pour répondre aux besoins humanitaires des populations vulnérables vivant dans des situations de crise, tout en leur offrant des opportunités pour un développement durable dans le strict respect de neutralité, de non-discrimination et de la dignité humaine.

61. Elle est créée en 1993 et s'est donnée la mission de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès, autrement dit, dans le dernier kilomètre de l'action humanitaire. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de



catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique.

62. Son siège social se trouve au n° 33, Rue de Godot de Mauroy, F-75009, Paris, République Française et son Bureau de Représentation en RDC est établi au n° 29 de l'avenue KILIMANI, Quartier Joli Parc dans la Commune de Ngaliema.



63. Elle intervient en RDC depuis 2003 dans les domaines humanitaire et du développement dans les provinces du Nord-Ubangui, Sud-Ubangui, Bas-Uélé, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Maniema et dans la Ville-Province de Kinshasa où elle exécute des projets dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement (EHA), logements, infrastructures, agriculture, sécurité alimentaire, nutrition, santé, protection et moyens de subsistance, entre autres : (i)

Appui à la Coordination des Clusters Sécurité Alimentaire et Abris/AME en RDC ; (ii) Assistance d'urgence en Abris/AME auprès des populations déplacées et hôtes dans les zones de santé de Nundu (Sud-Kivu) et Kabambare (Maniema) en République

Démocratique du Congo, financé par le FH-RDC pour la période du 01 mars 2021 au 01 mars 2023 ; (iii) Assistance stratégique pour les interventions d'urgence en République démocratique du Congo (SAFER III), financé par Mercy Corps (backdonor FCDO); (iv) MAC – Assistance multisectorielle pour les zones touchées par la crise dans l'est de la RDC, financé par Concern Worldwide (Backdonor BHA)-Fonds USA ; (v) Action coordonnée pour la programmation multisectorielle dans les camps et hors des camps (PPP), financé par ECHO.

RÉSULTATS ET IMPACT :

1.124 abris transitionnels et 562 latrines familiales construites et réhabilitées ; 12.620 personnes, dont 3.115 femmes ont reçu des Kits Hygiène intimes ; 2.628 ménages ont reçu une assistance AME et 1.124 ménages ont reçus une assistance en abris ; 2077 ménages assistés en denrées alimentaires et en kits vivriers, maraîchers et outils aratoires ; 11.626 déplacés internes assistés en denrées alimentaires ; Réduction de la vulnérabilité des ménages touchés par le conflit et les chocs.



9- GIVE DIRECTLY (G.D)

64. Give Directly « G.D » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Américain, fondée en 2008 et qui a pour mission d'effectuer des transferts d'argent inconditionnels aux populations en situations d'extrême pauvreté. Elle vise à remodeler les dons internationaux – et des millions de vies – en fournissant des subventions en espèces directement aux personnes les plus pauvres du monde. Son siège social se trouve à One Ashburton Place, Boston, Massachusetts 02108-1512 et son Bureau de Représentation en RDC est établi sur l'avenue du Musée, Quartier Himbi, Commune de Goma, Ville de Goma, Province du Nord-Kivu.

65. Give Directly RDC a été créé en 2018 afin de permettre des transferts monétaires aux populations pauvres et rurales via les téléphones portables, afin de promouvoir la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'inclusion financière. Elle a pu démontrer la fonctionnalité opérationnelle et la rentabilité du transfert d'importants volumes monétaires sous forme numérique en RDC. Depuis sa création, il y a quatre ans, Give Directly RDC a utilisé les téléphones mobiles pour transférer plus de 14 millions de dollars à plus de 65 000 bénéficiaires dans quatre provinces : Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri et Kinshasa.



66. Les activités de Give Directly en RDC se sont développées de manière à inclure, notamment : des preuves de concept convaincantes des transferts d'argent liquide basés sur les téléphones portables ; la mise en œuvre de technologies innovantes de ciblage des populations urbaines défavorisées de Kinshasa, en collaboration avec l'agence de protection sociale de la RDC, le Fonds Social de la RDC ; la livraison d'argent liquide sans

contact aux bénéficiaires de Beni et Bunia affectés par les conséquences économiques de la COVID-19. Elle intervient en RDC dans le domaine du Social (Genre, Famille et Enfant) dans les provinces où elle exécute des projets d'urgence axés sur le Transfert d'argent au profit des personnes en situations de vulnérabilité et d'extrême pauvreté en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

67. Les principaux projets réalisés par cette ONG sont notamment : (i) Projet Nutrition, financé par SIDA ; (ii) Relèvement économique Post-Covid (Step Kin 2); (iii) Relèvement économique Post-Covid, financé par la Banque Mondiale ; (iv) Recherche sur les montants des transferts monétaires, financé par l'USAID Good Ventures ; et (v) Relèvement économique Post-Covid, financé par la Banque Mondiale.



RÉSULTATS ET IMPACT :

5.183 Femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans assistés financièrement en cash à la hauteur de 40 \$ par mois pendant 12 mois pour répondre aux besoins nutritionnels ; **50.017 personnes démunies** assistées en financièrement en cash à la hauteur de 25 \$ par mois pendant 6 mois ; **4.586 jeunes** assistés financièrement à la hauteur de 40 \$ en cash par mois pendant 4 mois pour commencer leurs activités génératrices de revenus ; **7.859 personnes vulnérables** assistées financièrement à la hauteur de 40 \$ en cash par mois pendant 4 mois pour atténuer les impacts de Covid-19 .

10- TECHNOSERVE

68. TechnoServe est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Américain, fondée en 1968 aux USA. TechnoServe aide les gens à sortir de la pauvreté en exploitant le pouvoir du secteur privé. Organisation à but non lucratif de premier plan opérant dans près de 30 pays, nous travaillons avec des femmes et des hommes qui travaillent dur dans les pays en développement pour créer des fermes, des entreprises et des industries compétitives. En reliant les gens à l'information, au capital et aux marchés, TechnoServe a aidé des millions de personnes à créer une prospérité durable pour leurs familles et leurs communautés.

69. Sa vision est que le monde durable où toutes les personnes des communautés à faible revenu ont la possibilité de prospérer. Par ailleurs, elle a pour mission de combattre la pauvreté en aidant les gens à construire des fermes, des entreprises et des marchés régénérateurs qui augmentent les revenus.

70. Son siège social se trouve au 1777 N, rue Kent, bureau 1100, Arlington, Virginie 22209 aux USA et son Bureau de Représentation en RDC est établi sur l'avenue Lundula n°107, Quartier Nyalukemba, Commune d'Ibanda, Ville de Bukavu, province du Sud-Kivu.

71. Elle intervient en RDC dans le domaine humanitaire et du développement dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu où elle exécute des projets dans les secteurs de l'environnement, conservation de la nature et protection de la biodiversité, agriculture, sécurité alimentaire, changement climatique. Parmi ces projets, il y a notamment : (i) Santé, écosystèmes et agriculture pour des Sociétés Résilientes et Prospères (HEARTH), financé par l'USAID pour une



durée de 5 ans allant d'août 2021 à août 2026 dont l'objectif est de : (a) promouvoir des pratiques agricoles durables et régénératrices ; (b) renforcer la constitution des communautés et soutenir l'aménagement du Parc National de Kahuzi-Biega ; (c) soutenir les entreprises qui encouragent les actions de conservation et les communautés dynamiques. La mise en œuvre de ce projet est assurée par TechnoServe en partenariat avec MESPROSSO et Wildlife dans les Territoires de Kabare et Kalehe, dans la Province du Sud-Kivu et ; (ii) Entrepreneuriat des Jeunes, financé par l'USAID pour une période de 5 ans (2021-2026) et dont l'objectif consiste à renforcer les compétences, les capacités et les ressources nécessaires des jeunes adjacents y compris les Pygmées (Batwa) afin qu'ils créent des entreprises commerciales durables.



RÉSULTATS ET IMPACT :

8.100 petits exploitants agricoles adoptent les bonnes pratiques agricoles génératrices ; l'augmentation de 50% des ventes annuelles des caféiculteurs et des stations de lavage dans le grand paysage du PNKB ; 65.000 personnes accèdent à l'eau potable ; la réduction de 20% de l'indice de braconnage SMART dans le quart Nord-Est du secteur Tshivanga du PNKB.

11- LIFE AND PEACE INSTITUTE “LPI”

72. **Life and Peace Institute** est une organisation internationale œcuménique de droit suédois qui a pour mission de soutenir et promouvoir les approches non violentes de la transformation des conflits par la recherche et l'action participative. Ses interventions l'effectuent par l'engagement et le soutien à la société civile et aux institutions académiques, en établissant des partenariats stratégiques avec des organisations et des réseaux nationaux, régionaux et internationaux.
73. Ses bureaux se trouvent à Uppsala, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs, notamment à Sud-Kivu, Nord-Kivu, et Maniema en République démocratique du Congo (RDC).
74. Depuis 2002, Life and Peace Institute (LPI) travaille dans l'Est de la RDC en soutenant les acteurs locaux et les communautés dans l'identification des moteurs sous-jacents du conflit, puis en collaborant avec d'autres acteurs pour lever les principaux obstacles à la cohabitation pacifique et favoriser et/ou encourager des relations constructives de manière non violente. Elle a investi dans le développement de partenariats avec des acteurs de la société civile. L'approche de programmation s'est adaptée au fil du temps, pour répondre à l'évolution des modèles de conflit dans le pays. Pendant plus de deux décennies, le LPI a travaillé avec des organisations partenaires, à travers une approche d'accompagnement holistique. Le LPI et ses partenaires ont dirigé l'application de la recherche-action participative (RAP) au Nord et au Sud-Kivu, en développant conjointement l'approche et en apprenant au fur et à mesure. Cette méthode de travail, qui fait appel à la production de preuves, à l'engagement direct, au dialogue et à l'action, a ouvert la voie à une consolidation de la paix ascendante dirigée localement, qui a depuis été reproduite en RDC.
75. Elle exécute les projets et programmes ci-après : (i) Projet de renforcement des capacités des structures locales de paix dans le territoire de Fizi, sous financement du Ministère des Affaires Etrangères Belge ; (ii) Projet d'évaluation des interventions de consolidation de la paix à l'Est de la RDC pendant les 10 dernières années, sous financement de la Coopération Suédoise en RDC et (iii) Programme Namna Mpya ya Ujenzi wa Amani/Innovative and Holistic peacebuilding in Eastern of RDC, au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema, sous financement partiel de la Coopération suédoise en RDC.

RÉSULTATS / IMPACT :

18 séances de médiation et négociation au tour des conflits de transhumance ont organisé dans le site de Baraka engageant 5 autorités administratives, 10 autorités coutumières et 3 autorités militaires, 62 jeunes, 150 femmes et 185 hommes ont pris part active aux séances de médiation et négociation dans le site de Baraka ; Pour la Gestion de tensions à Minembwe : Les communautés ont défini des mécanismes de leur rapprochement, l'ouverture du couloir humanitaire et les mécanismes de sécurisation des zones de transhumance dans le site de Minembwe lors de la rencontre intercommunautaire à Minembwe, 13 femmes et 7 jeunes sur 35 participants ont participé ; Pour le renforcement de capacités de structures de paix : le CCI Minembwe a 20 membres dont 8 jeunes, 7 hommes adultes et 5 femmes adultes ; 20 membres dont 6 jeunes, 2 femmes adultes, 12 hommes adultes pour le CCI Baraka.

12- WORLD VISION

76. World Vision International, créée depuis 1950, est une Organisation Non Gouvernementale de droit américain, ayant son siège social en Californie/USA et dont le bureau de représentation en RDC est établi à Kinshasa, sur le Boulevard du 30 juin n°3888 dans la Commune de la Gombe.

77. Elle intervient principalement dans le domaine humanitaire dans les secteurs de la santé, de l'éducation et formation, de la gouvernance, des infrastructures, de la protection des droits humains, de l'eau, hygiène et assainissement (Wash) ainsi dans la résilience des ménages.

Elle exécute les projets ci-après :

- Le projet de renforcement de la résilience des communautés vulnérables, d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et promotion de la cohésion sociale dans les zones de santé de Nyiragongo et Rwanguba, le taux de participation volontaire des populations de base est de 20% ;
- Le projet de renforcement de la résilience communautaire par l'accès à l'éducation, Wash, la prévention de la malnutrition aigüe et modérée dans les territoires de Walikalé, zones de santé de Walikale et Itebero (ce projet de 5.842.793 USD), pour 212.825 bénéficiaires directs n'a pas encore débuté suite au retard dans le décaissement.
- Le projet d'assistance multisectorielle pour répondre aux besoins immédiats et aux risques de protection des personnes les plus vulnérables et touchées par les conflits dans les territoires ciblés du Nord-Kivu et Sud-Kivu en RDC, grâce à une réponse humanitaire efficace et efficiente des ONGs des Pays-Bas et leurs partenaires locaux ;
- Le projet de renforcement des capacités des acteurs de l'éducation sur l'approche éducation à la paix, formation de jeunes pour la réintégration socio-économique, prise en charge des cas de malnutrition sévère dans les unités nutritionnelles thérapeutiques ciblées, appui aux institutions étatiques et sensibilisation communautaires pour la promotion de changement de comportement pour le développement.
- Le projet Réponse AME à la crise M23 dans la province du Nord-Kivu e dans le territoire des Nyiragongo, pour ce projet financé par le fonds humanitaire, il offre les articles ménagers essentiels aux déplacés de guerres qui se sont déplacés des territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi. Elle intervient aussi dans la prévention de l'exploitation et abus sexuels des déplacées internes mais aussi sur les violences basées sur le genre.

RÉSULTATS/IMPACTS :

3200 ménages soient 19200 personnes ont été atteint par le projet et ont reçu des Kits AME.

13- PROGRAM FOR APPROPRIATE TECHNOLOGY IN HEALTH « PATH » ;

78. **Program for Appropriate Technology in Health en sigle « PATH »**, est une ONG Internationale de droit américain qui crée des solutions durables et culturellement appropriées, permettant aux communautés du monde entier de rompre le cycle de la mauvaise santé. Son siège social est situé à Seattle aux USA et dont le bureau de représentation en RDC est situé au 5ème niveau de l’Immeuble Matrix (LC Waikiki) sur le Blvd du 30 juin dans la commune de la Gombe à Kinshasa.
79. Elle est engagée pour la réalisation de l’équité en matière de santé. Avec plus de 40 ans d’expérience dans l’établissement de partenaires multisectoriels et avec une expérience dans les domaines de la science, de la santé, de l’économie, de la technologie, du plaidoyer et des dizaines d’autres spécialités, Path développe et étend des solutions innovantes aux défis de santé les plus urgents au monde.
80. PATH est aussi une ONG de taille moyenne qui se concentre sur l’aide durable dans les domaines de la formation, de l’investissement, du renforcement des capacités médicales et techniques. Ainsi PATH contribue pour offrir de meilleurs soins de santé à plus de 4 millions de personnes à travers la République Démocratique du Congo avec
- 25 zones de santé dans 7 provinces dont 8 zones de santé et 125 structures sanitaires pour la seule province du Haut-Katanga.
81. Elle a pour mission d’améliorer la santé des personnes dans le monde en faisant progresser les technologies, en renforçant les systèmes, et en encourageant les comportements sains. PATH travaille dans plus de 70 pays au monde et crée des solutions durables aux problèmes mondiaux de la santé les plus importants. Elle est implantée en RDC depuis 2010. A cet effet, elle contribue à l’amélioration du système de la santé des communautés confrontées à des disproportionalités de maladies et d’obstacles au bien-être des populations.
82. PATH reçoit l’appui de plusieurs partenaires notamment du Gouvernement Américain par l’USAID, l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS), GAVI, l’Alliance du vaccin, des philanthropes et des entreprises.
83. Au niveau national, PATH travaille principalement avec le Ministère de la Santé Publique à travers ses différents organes que sont : les centres de santé, les aires et zones de santé publique ainsi que les Structures de santé privées.

14- Imprisa Servizi Coordinati " ISCO"

84. **Imprisa Servizi Coordinati, en sigle « ISCO »**, est une organisation sans but lucratif fondée en 1986 en Italie. Elle est basée dans la Province de Venise, en Italie. Ses bureaux sont à Mestre, près de Venise.
85. Elle exerce des activités ci-après: (i) l'organisation paysanne, pour améliorer les capacités des structures paysannes à se gérer institutionnellement et techniquement. Pour ce volet d'intervention, ISCO a promu la création d'un mouvement associatif constitué de près de 5.000 organisations de base dans l'ex Province de Bandundu, qui sont l'expression de plus de 4 millions de personnes, et accompagné près 1.000 organisations des producteurs dans la Province du Nord Ubangi; (ii) l'agriculture, pour la promotion des principales cultures de différentes zones d'intervention et le renforcement de la filière commerciale et; (iii) l'infrastructure rurale, notamment avec la réhabilitation de routes de dessertes agricoles et de pistes, construction d'adductions d'eau, construction d'écoles et de dépôts, balisage des rivières, construction et réhabilitation des ponts.
86. Elle intervient dans les Provinces de Kwango, Kwilu et Kongo Central avec le Projet « Contribution à la sécurité alimentaire de la Ville de Kinshasa par l'intensification des productions vivrière et maraichères dans les Province du Kwango, Kwilu et Kongo », financé par la Délégation de l'Union Européenne en RDC pour un coût de 7.000.000 Euros.

3.2.2- Des activités de la commission interministérielle

87. L'octroi des facilités administratives, fiscales et douanières, à titre de contrepartie gouvernementale au financement des projets/programmes d'investissement des Organisations Non Gouvernementales et aux Etablissements d'Utilité Publique, est subordonné à : (1) l'évaluation préalable des activités de l'ASBL/ONG ou l'Etablissement d'Utilité Publique requérant sur terrain par une équipe mixte Plan/Finances en vue d'en mesurer l'impact sur les communautés de base ; (2) l'évaluation de l'exécution de l'arrêté précédent pour ceux qui sollicitent le renouvellement ; et (3) l'examen du dossier au sein de la Commission.
88. Les dossiers de demandes de ces facilités sont constitués conformément à la Note circulaire N° 003/CAB/MIN/PLSMRM/COFAF/2013 du 24 janvier 2013 et sont examinés au sein de la Commission chargée d'examiner les demandes des facilités administratives et fiscales formulées par les Organisations Non Gouvernementales et les Etablissements d'Utilité Publique.
89. Les résolutions prises lors des réunions de la Commission sont consignées dans un procès-verbal reprenant tous les biens admis en exonération. Ce Procès-verbal est signé par tous les membres de la Commission.
90. Les projets d'arrêtés interministériels d'octroi de certaines facilités administratives et fiscales pour une durée de deux (02) ans sont soumis à la signature conjointe des Ministres du Plan et des Finances.
91. Ainsi, au cours des huit premiers mois de l'année 2023, quarante (40) Organisations Non Gouvernementales et Etablissements d'Utilité Publique ont bénéficié de certaines facilités administratives, fiscales et douanières.
92. Ces facilités ont été accordées à ces organisations consécutivement aux différents projets et/ou programmes qu'exécute chacune d'elles, après vérification sur terrain de l'effectivité de leurs activités au profit des populations et ce, conformément à la procédure d'octroi desdites facilités par la Commission chargée d'examiner les demandes des facilités administratives et fiscales formulées par les Organisations Non Gouvernementales et les Etablissements d'Utilité Publique.
93. Cependant, il sied de signaler que les ASBL/EUP ne sont pas jusque-là soumises au contrôle sur leur financement et l'origine de leur fonds par les services compétents de l'Etat. Sur base des informations sur le flux financier des ONG internationales renseignées par la Plateforme de gestion de l'Aide et Investissement (PGAI) et les rapports annuels d'activités, il est constaté des écarts importants entre les sommes décaissées en faveur de ces structures non étatiques internationales et les résultats sur terrain. En effet, le secret professionnel n'est pas opposable aux agents de l'Etat (Ministères des Finances et du Plan) qui sont chargés d'effectuer ledit contrôle.

3.3- Des Arrêtés interministériels

3.3.1- Des dossiers des ASBL/EUP traités en Commission

94. La Commission Interministérielle chargée d'examiner les demandes des facilités administratives et fiscales a validé dossiers suivants de demandes des facilités administratives et fiscales. Il sied de noter que seulement quelques dossiers ont fait l'objet de ce rapport à mi-parcours et les autres les seront dans le rapport annuelle. Il s'agit des Associations Sans But Lucratif (ASBL) et Etablissements d'Utilité Publique (EUP) ci-après :

1) Agence Adventiste d'Aide et Développement « ADRA »

95. L'Agence Adventiste d'Aide et Développement « ADRA » en sigle est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Américain, fondée par l'église Adventiste en 1954 aux Etats-Unis d'Amérique.



96. Elle a pour missions de : (i) soutenir les communautés qui sont dans le besoin grâce à un éventail d'activités humanitaires et de développement planifiées et mises en œuvre dans un esprit participatif et de collaboration avec la communauté bénéficiaire ; (ii) fournir de l'aide dans les situations de crise d'urgence ou chronique en impliquant ceux qui en sont affectés pour trouver des solutions à long terme ; (iii) travailler par le biais d'associations communautaires avec ceux qui sont dans le besoin, afin de réaliser au sein des communautés, un changement positif et durable ; (iv) promouvoir et étendre l'insertion et la participation des femmes au processus de

développement ; et (v) soutenir et assister les communautés dans le besoin pour qu'elles puissent développer leur capacité à entretenir et à gérer les ressources naturelles et leur environnement.

97. ADRA a son siège social au numéro 12.501, Old Columbia Pike, Silver Spring, MD 20904, USA et est implanté en République Démocratique du Congo depuis 1982. Son Bureau de représentation en RDC est établi sur l'avenue des Ecuries n°1.995, Quartier Joli-Parc dans la Commune de Ngaliema.

98. Elle intervient dans le domaine humanitaire et du développement dans plusieurs Provinces de la RDC, entre autres le Kasai, Tshuapa, Tanganika, Ituri, Kwango, Kwilu, Tshopo, Haut-Katanga, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Kinshasa où elle exécute plusieurs projets dans les secteurs de nutrition, d'aide d'urgence, de protection, de la sécurité alimentaire, de l'eau, hygiène et assainissement



(Wash), de la santé, de l'éducation, de l'agriculture. 99. Parmi ces projets, nous pouvons citer :

- Contribution à l'accès Universel des populations de la RDC aux interventions de lutte contre le Paludisme ;
- Investissement pour l'impact contre la Tuberculose et du VIH en RDC ;
- Building Recovery for Kasai (BUREKA 2);
- Kwango Emergency Nutrition Food for Assistance (KENFA 3);
- Assistance multisectorielle à travers le transfert monétaire à usage multiples en faveur des personnes expulsées, retournées d'Angola et leur famille d'accueil dans la zone de santé de Kamonia, Province du Kasai ;
- Appui à la prévention et prise en charge des enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition aigue severe ;
- Nutrition à Assise Communautaire dans la Zone de Santé d'Isangi (PI) ;
- Projet d'appui à la réinsertion socio-économique des filles-mères de l'association « Compagnon d'Action pour le Développement Familial » de Kingabwa dans la ville de Kinshasa ;
- Réponse d'urgence en Education par la Construction de 3 salles de classe en dure stade 2 à EP BARAKA ;
- Mise en œuvre des activités de SSP, riposte aux épidémies et vaccination, Suivi et supervision dans 3 ZS (Masisi, Oïcha et Mbulula) ;
- Contribution à l'accès Universel des populations de la RDC aux interventions de lutte contre le Paludisme ;
- Investissement pour l'impact contre la Tuberculose et du VIH en RDC.

RÉSULTATS/IMPACT :

82% MILD ont été distribuées aux femmes enceintes reçues en CPN1 et aux enfants de moins d'1an vaccinés au VAR ; 88% cas suspects de paludisme ont été soumis à un test parasitologique dans la communauté ; 78% de cas suspects de paludisme ont été confirmés et traités ; 100% des PVVIH et des parents et/ou tuteurs d'enfants PVV ont été sensibilisés et appuyés sur l'importance de la charge virale ; 4 Causeries éducatives sur la co-infection TB/VIH et TB pédiatrique ont été réalisées ; 48.000 ménages ont bénéficié de l'assistance alimentaire et des semences agricoles ; 1.000 personnes prévues ont reçu 90 dollars chacune par mois et par ménage pendant 6 mois ; 03 distributions (Transfert cash) ont été réalisées auprès de 2.500 ménages avec un montant de 797.925 USD distribués à travers une réponse en espèces à usage multiple ; 28.628 enfants MAS, soit 83,2 % dépistés par les mères, gardiens d'enfants et RECOS ont été pris en charge dans les ZS appuyées ; 30 filles-mères ont été formées en coupe et couture ; 9.000 filles ont été sensibilisées sur la planification familiale et la parenté responsable ; 3 salles de classe ont été construites ; 95.334 personnes vulnérables ont bénéficié de soins gratuits ; 32 formations sanitaires ont été équipées en kits sanitaires d'urgence, kits antipaludiques et autres kits spécifiques.



100. Quant aux flux de financement décaissés en faveur de cette Organisation, entre 2022 et 2023, un montant de USD 17.807.731,99 a mobilisé auprès des bailleurs pour la réalisation de ces activités. Il s'agit des bailleurs ci-après :

Sanru (1.573.396 \$US), Cordaid (955.176 \$US), USAID/BHA (10.270.000 \$US), ADRA/Canada (893.787 \$US), FH (2.753.843,99 \$US), Unicef (871.037 \$US), ADRA/Belgique (41.489 \$US) et OMS (449.003 \$US).

2) Première Urgence Internationale « PUI ».

101. Première Urgence Internationale, « PUI » en sigle est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Français qui a pour mission d'aider les populations victimes de crises humanitaires en leur donnant la capacité de reprendre en main leur destin.

102. Elle est fondée en France, suite à la fusion de deux Organisations Françaises en 2011 dont Première Urgence et Aide Médicale Internationale. Son siège social se trouve au numéro 2, Rue Auguste Thomas, 92600 Asnières-sur-Seine, France et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi au n°3 de l'avenue BAYUKITA, Quartier Basoko, C/Ngaliema.

103. PUI intervient depuis 2011 en RDC dans le domaine du développement social en provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maï-Ndombe, Kinshasa, Tanganyika, Kasai, Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi où elle exécute plusieurs projets dans les secteurs de la santé, sécurité alimentaire, nutrition, réhabilitation et construction d'infrastructures, accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, relance économique et moyens d'existence, éducation, protection et innovation.

104. Parmi les projets, il y a notamment les projets de : (i) Appui aux programmes nationaux de lutte contre le VIH et les infections sexuellement transmissibles au sein des populations vulnérables de la zone de santé de Ngaba (Kinshasa) ; (ii) Amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables de la zone de santé de Kibua, Territoire de Walikale ; (iii) Appui à l'amélioration de l'offre de soins de santé primaires et nutritionnelle aux populations vulnérables de la zone de santé d'Angumu, Territoire de Mahagi ; (iv) Urgence en assistance médicale et psychosociale auprès des populations vulnérables affectées par des crises soudaines et multifformes dans les zones enclavées du Nord-Kivu et (v) du Programme d'urgence nutritionnelle par coalition humanitaire (PUNCH).



RÉSULTATS/IMPACT :

33.917 personnes de plus de 15 ans ont été sensibilisées sur la prévention contre les IST/VIH/SIDA par les relais communautaires, dont 14.769 hommes et 19.148 femmes ; **7.604 personnes** ont été sensibilisées à l'approche Famille PB et au dépistage de la malnutrition aigüe (MAS et MAM), dont 2.724 hommes et 4.880 femmes ; **447 urgences médicales** ont été référées vers HGR et **14.549 consultations** de soins de santé primaires ont été réalisées pour 1.360 hommes, 3.426 femmes, 4.565 garçons et 5.198 filles ; **2.365 enfants** ont été admis en UNTI/UNTA après référencement par les relais communautaires, dont 1.127 garçons et 1.238 filles ; **1.803 personnes** touchées par les crises ont bénéficié d'un accès aux soins de santé primaires, dont 344 enfants de 6 à 59 mois ayant souffert de fièvre, IRA ou diarrhée dans des centres de santé clinique mobile.



Ces projets ont été financés entre 2022 et 2023 avec l'appui des quelques bailleurs ci-après, notamment : la Ville de Paris, l'Ambassade de France en RDC (AAP), DG ECHO (UE), FCDO (Grande Bretagne), Bureau des Affaires Humanitaires (BHA) et le Centre de Crise et de Soutien (France).

3) Memisa Belgique

105. Memisa Belgique est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Belge, fondée en Belgique en 1988, suite à la demande de Memisa Pays-Bas (aujourd'hui CORDAID).



106. La mission de Memisa Belgique est celle d'améliorer la qualité et la disponibilité des soins de santé. Son siège social se trouve au Square de Meeûs 19 – 1050 à Bruxelles. Tandis que son Bureau de

représentation en République Démocratique du Congo est situé sur l'avenue Kisangani n° 47, Commune de la Gombe.

107. Elle intervient en RDC depuis plus de 25 ans dans le domaine de la santé en provinces du Kongo Central, Kinshasa, Ituri, Haut-Uélé, Kwango, Kwilu, Sankuru et du Sud-Ubangi où elle exécute des projets dans le secteur de la santé.

108. Parmi ces projets, nous citons entre autres : (i) Programme Santé pour Tous, financé par la DGD (Direction Générale de la Coopération au Développement) pour un montant de 20.231.600 Euros et (ii) Programme PRODS-Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé dans les Provinces de l'Ituri et du Kongo Central, financé par la

DGD pour un montant de 12.400.000 Euros.

RÉSULTATS/IMPACT :

47 Unités de Traitement Ambulatoire (UNTA) et **3 Unités** de Traitement Intensif (UNTI) ont été mise en place dans les Zones de Santé appuyées par les projets; Amélioration qualitative de l'offre des services et augmentation du taux d'utilisation des services de santé dans les formations sanitaires (FOSA); Les outils de gestion et la liste des médicaments essentiels ont été rendu disponibles dans les formations sanitaires appuyées; Mise en place de la tarification forfaitaire dans toutes les zones de santé appuyées par MEMISA



Belgique pour améliorer l'accès social et financier des communautés locales aux soins de santé; Renforcement des capacités de l'HGR Saint-Luc pour offrir le paquet complémentaire des soins aux populations; Mise en place des dépôts zonaux de médicaments dans 3 zones de santé; et Prise en charge gratuite des soins obstétricaux (césarienne).

Ces projets ont été financés par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD)/Belgique pour un montant de 32.631.600 Euros entre 2022 et 2023.

4) Catholic Organization For Relief and Development Aid « CORDAID »

109. CORDAID est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Néerlandais dont la mission est celle de créer des communautés florissantes et autonomes dans les zones les plus fragiles du monde., affectées généralement par les conflits.
110. Fondée en 1999 au Pays-Bas, Cordaid a son siège social à la Haye, sur l'avenue Charlotte CORDAY, 14.000 CAEN et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi sur Boulevard Tshatshi, Résidence FIKHUSS dans la Commune de la Gombe.
111. Elle intervient dans toutes les 26 Provinces de la RDC depuis l'année 2000 dans le domaine humanitaire et du

développement. Cordaid met en œuvre plusieurs projets dans les secteurs de la santé, éducation, lobbying et plaidoyer, urgence, résilience communautaire, justice et sécurité, dont : (i) Projet ESPER (Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la RDC), financé par le Royaume de Pays-Bas, via son Ambassade à Kigali à la hauteur de de 13.000.000 USD pour une durée de 5 ans; et (ii) Projet JUST FUTURE (Avenir Juste), financé par le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères pour une durée de 5 ans (2021-2025).

112. La RDC compte parmi les pays le plus affecté portant la coïnfection de trois maladies prioritaires du Fonds Mondial notamment le VIH/SIDA, la tuberculose

(TB) et le paludisme. Dans le cadre du NMF3, La RDC a obtenu un financement du Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme dont CORDAID est le principal récipiendaire (PR) du VIH/SIDA – TBC.

113. L'ASEPROVIC¹ a été recruté comme sous récipiendaire spécifique de CORDAID pour assurer la mise en œuvre des activités de lutte contre le VIH/SIDA au bénéfice des populations clés [(travailleuses du sexe (TS), hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH ou MSM), les transgenres (TG) et les utilisateurs des drogues injectables (UDI)] dans cinq centres conviviaux couvrant 20 Zones de Santé dont sept à Kinshasa, dix au Kasai-Oriental et trois au Kasai.
114. Les DPS couvertes dans le cadre de ce projet sont : Kinshasa avec 3 centres conviviaux couvrant 7 Zones de santé, Kasai avec 1 centre convivial couvrant 10 Zones de santé et Kasai oriental avec 1 centre convivial couvrant 3 Zones de santé.
115. L'Objectif général du projet est de contribuer à freiner la propagation du VIH, en assurant une prise en charge correcte des IST et en améliorant le statut socioculturel, éthique et juridique des populations clés bénéficiaires de l'intervention.
116. Avec le Projet « COD-C-CORDAID 2021-2023 » – « Subvention NMF3 Fonds mondial TB-VIH », les objectifs spécifiques sont : (i) Appuyer et accompagner les structures conviviales



(cliniques et communautaires) pour l'offre des services de prévention, soins, soutien et traitements équitables et de qualité aux populations clés ; (ii) Améliorer l'accès aux structures et l'utilisation des services de santé en termes d'accès aux paquets de services y offerts (VIH/SIDA-TUB, IST, VSBG, Droits humains, etc.) ; (iii) Mettre en place et maintenir des mécanismes de collaboration (réseautage) avec les différents intervenants (BCZ, PNLs, DPS, etc.) et les autres parties prenantes dans la prise en charge, soutien et accompagnement des populations clés; (iv) Redynamiser les mécanismes et les circuits de production, de validation et de gestion des données dans les cliniques conviviales et au niveau des sites communautaires liés au niveau de chaque zone de santé, DPS et au niveau national; et (v) Assurer une gestion efficace et efficiente ainsi que le suivi et rapportage sur toutes les ressources (financières, pharmaceutiques, logistiques) mises à disposition par le PR.

¹ Association pour le Soutien, l'Éducation, la Promotion de la Vie et des Initiatives

communautaires, en sigle « ASEPROVIC » a été créée le 10 juin 2010 par un médecin Congolais avec le concours d'un médecin Allemand.

5) Centre de Gouvernance du Secteur de la Sécurité-Genève « DCAF »

117. Le Centre de Gouvernance du Secteur de la Sécurité-Genève, en sigle DCAF est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Suisse dont la mission est de promouvoir la sécurité des Etats et de leurs populations dans le cadre de la gouvernance démocratique, l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme.
118. Fondée à Genève en 2000 à l'initiative du Gouvernement Suisse, le siège social du DCAF est situé au n°1202 de l'avenue 2ème Chem, Eugène-Rigot, Genève, Suisse et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi sur l'avenue du Port, 7ème étage de l'Immeuble FORESCOM dans la Commune de la Gombe.
119. Elle intervient dans les domaines du développement dans les Provinces de Kinshasa, Equateur, Kasai, Ituri où elle exécute des projets dans les secteurs de la paix, la sécurité, la gouvernance démocratique. Elle exécute le Programme d'Appui à la Réforme de la Police (PARP Phase III) qui est son principal projet financé par l'Union Européenne à travers FED (Fonds Européen de Développement) pour un montant de 19.600.000 Euros pour une durée de 4 ans.
120. Ce programme est en sa troisième phase et la mise en œuvre est assurée par ENABEL, en partenariat avec COGINTA et DCAF. Elle intervient également avec le Projet « Prévention des violations des droits de l'homme dans le secteur minier de la RDC par la promotion du dialogue

multipartite et de la bonne gouvernance en matière de sécurité (2023-24) ayant pour résultat le renforcement des capacités de la PNC à intervenir sur les sites miniers dans le respect des droits de l'homme et des normes internationales ; suivi par les Groupes de Travail multipartites sur les Principes Volontaires dans le grand Katanga et au Sud-Kivu entre la fin 2023 et 2024. A court terme, l'objectif est de renforcer les capacités des unités de police déployées sur les sites miniers en matière de standards internationaux et de bonnes pratiques, notamment en matière de respect des droits de l'homme. À cette



fin, les Principes Volontaires sont utilisés comme cadre de référence commun entre les différents acteurs du secteur extractif en RDC (gouvernement, secteur privé, société civile).

RÉSULTATS/IMPACT :

cadre institutionnel et pilotage de la réforme de la Police renforcés ; gouvernance et contrôle démocratique de la Police renforcés ; Direction Générale des Ecoles et de la Formation (DGEF) renforcée ; Académie Policière (ACAPOL) et Ecoles Provinciales de Formation opérationnelles ; Officiers de Police Judiciaire renforcés ; Unités de maintien de l'ordre de la Police renforcées ; base des données des Policiers



mise à jour ; politique de gestion des ressources humaines élaborée et mise à jour ; cadre de la gouvernance sécuritaire locale renforcé dans les zones couvertes par l'action ; mise à niveau des Policiers assurée dans les zones couvertes par l'action ; infrastructures et équipements de Police de proximité renforcés dans les zones couvertes par l'action.

Ces projets ont été financés par l'Union Européenne (FED) pour un montant de 19.600.000,00 Euros entre 2022 et 2023.

6) The Jane Goodall Institute « JGI » (Institut Jan Goodall)

121. The Jane Goodall Institute, en sigle « JGI », est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Américain, créée en Californie, aux Etats-Unis d'Amérique en 1977.
122. Elle a pour missions : (i) faire des recherches scientifiques et promouvoir la conservation de la nature avec la participation et collaboration des communautés locales afin d'améliorer la vie des habitants, des animaux et leur environnement et (ii) sensibiliser les jeunes au fragile équilibre entre les hommes, les animaux et la nature, par le biais d'un programme d'éducation dénommé « des racines et des bourgeons » (Roots & Shoots).
123. Son siège social se trouve aux USA, au 1595 Spring Hill Road, suite 550 Vienne, VA 22182 et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est situé sur l'avenue Ishasha n°35, Quartier Katindo-Gauche, Commune et Ville de Goma, Province du Nord-Kivu.
124. JGI intervient dans le domaine du développement dans les Provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Maniema et de la Tshopo, respectivement dans les Villes de Goma, Bukavu, Kalemie, Kindu et Kisangani, où elle exécute des projets dans les secteurs de l'environnement, conservation de la nature et biodiversité, l'agroforesterie, la santé, l'éducation, la formation et les infrastructures.
125. Parmi les projets, on cite le principal « Projet Delivering Healthy Futures » qui a couvert les zones de santé de Walikale, Lubutu et Obokote pour un total de 20 Aires de santé. Ce projet a été financé par le Ministère Canadien des Affaires Mondiales à la hauteur de 7.000.000 de Dollars Canadiens pour une durée de 4 ans et 3 mois.

RÉSULTATS/IMPACT :

7 maternités ont été construites avec forages, incinérateurs, fosses à placentas et équipées en matériels modernes ; **4 blocs** des latrines et douches ont été construits ; **20 Centres de santé** ont été approvisionnés en intrants et en médicaments essentiels ; **15.868 enfants** de moins de 5 ans ont été vaccinés ; **635 membres du personnel** des centres de santé et de zones de santé ont été formés sur différents thèmes ; **289.296 personnes** ont été sensibilisées sur la protection de l'environnement et la conservation de la nature ; **92 emplois temporaires** ont été créés au profit des jeunes (60 jeunes garçons et 32 jeunes filles).

7) The Alliance International Medical (ALIMA)

126. ALIMA est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Français, fondée le 27 Avril 2009 et basée à Dakar, au Sénégal. Elle a pour mission de sauver des vies et soigner des populations les plus vulnérables sans aucune discrimination identitaire, religieuse ou politique, à travers des actions basées sur la proximité, l'innovation et l'alliance d'organisation et d'individus.
127. Le siège social de l'ONG ALIMA se trouve au n°15, Rue Immeubles-Industriels 75011, Paris 11, en France et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi au n°18, de l'avenue Ancilia, Quartier BASOKO, Commune de Ngaliema, Ville-Province de Kinshasa.
128. Elle intervient en RDC depuis 2009 dans les domaines Humanitaire et du Développement dans les provinces du Kwango, Kinshasa, Ituri, Nord-Kivu, Maniema, Tanganyika, Haut-Lomami et Kasai, où elle exécute des projets dans les secteurs de la santé, nutrition, protection, Eau Hygiène et Assainissement (EHA), recherches et innovation, réponses aux urgences et formations, dont : la lutte contre les inégalités d'accès aux soins materno-infantil, principalement nutritionnel des personnes vulnérables de la Province du Maniema en RDC, financé par GAC pour une durée de 3 ans soit du 16 Avril 2021 au 31 Mars 2024 ; le Programme d'Urgence Nutritionnelle Coalition Humanitaire (PUNCH), financé par le FCDO (Foreign & Commonwealth Office) pour une durée de 12 mois, soit du 1er mars 2022 au 28 février 2023 ; l'Assistance multisectorielle intégrée d'urgence pour les populations affectées par les conflits dans les ZS de Rwampara, Mangala et Bambu, financé par l'USAID (BHA), pour une durée de 12 mois, soit du 14 Juillet 2022 au 13 Juillet 2023 ; la réponse d'Urgence Sanitaire des Populations Hôtes et déplacées affectées par la crise liée à l'activisme des Groupes-Armés dans le Tanganyika, financé par FH-RDC pour la période d'octobre 2022 en octobre 2023 ; l'améliorer l'état de santé des populations vulnérables, touchées par les crises et les épidémies et contribuer à la réduction de la mortalité infantile et juvénile liée à la MAS en RDC, financé par la Fondation HILTON pour la période d'octobre 2022 en septembre 2023.

RÉSULTATS/IMPACT :

Amélioration de l'accès et de la qualité des soins de prise en charge et prévention de la MAS des filles et garçons de moins de 5 ans ; Amélioration et renforcement des conditions d'hygiène, de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement dans les structures de santé appuyées ; L'accès et la qualité de la prise en charge des soins de santé primaires y compris de la santé sexuelle et reproductive est amélioré pour les enfants de moins de 5 ans et les FE et FA dans 5 zones de santé du Kasai-Oriental et du Mai-Ndombe ; L'accès aux soins de santé primaires et secondaires gratuits et de qualité est assuré pour les populations déplacées et hôtes dans les centres de santé appuyés des zones de santé de Bambu, Rwampara et Mangala ; L'accès aux soins de santé sexuelle, reproductive et de prise en charge médicale des VBG est renforcé pour 3.570 femmes en âge de procréer, filles et victimes des violences sexuelles de la ZS Kongolo ; La résilience du système de santé de 4 Aires de Santé (AS) et de l'HGR de la ZS Kongolo est renforcée par les activités communautaires et la préparation des réponses aux urgences.

Quant aux flux de financement décaissés, entre 2022 et 2023, quelques bailleurs ont pu mobiliser des fonds pour l'atteinte des résultats sus évoqués. Il s'agit des bailleurs ci-après : le Ministère des Affaires Mondiales du Canada pour un montant de 4.600.000 CAD (Dollars Canadiens), le Foreign & Commonwealth Office (FCDO) pour un montant de 1.728.911 Euros, l'USAID (BHA), pour un montant de 2.500.000 USD, FH-RDC pour un montant de 1.500.000 USD, et la Fondation HILTON à la hauteur de 1.500.000 USD.

8) World Federation Against Drugs « WFAD »

129. WFAD est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Suédois, fondée en Suède, en 2009 et œuvrant pour un monde sans drogue.
130. Elle a pour mission de : (i) prévenir et lutter contre le trafic et la consommation

illicite des drogues dans le monde et (ii) accompagner les jeunes en les aidant à quitter les gangs violents, en leur fournissant un soutien psychosocial à différents niveaux, suivi des activités de réintégration socioéconomique et production de revenu.





131. Son siège social se trouve sur Ragvaldsgatan 14, 118 46 Stockholm, en Suède et, son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo se trouve au n°08, de l'avenue Kalemie dans la commune de la Gombe, Ville-Province de Kinshasa.
132. WFAD intervient actuellement dans la Ville-Province de Kinshasa, en RDC depuis

2022 dans le domaine du développement socioéconomique, où elle exécute des projets dans les secteurs de la santé, infrastructures, humanitaire, éducation, formation professionnelle, gouvernance, agriculture, environnement, conservation de la nature et biodiversité, accompagnement psycho-mental des gangs.

133. Son principal projet est le « Projet Jeunesse Sobre », financé par le Gouvernement Suédois à la hauteur de 4.325.000 USD dont 3.710.000 \$US pour la période de 2020-2023 et 1.371.648 pour la période allant de 2023 au début de l'année 2024. Elle envisage de s'étendre dans les Provinces du Kongo Central et du Nord-Kivu.

9) Louvain Cooperation « LC »

134. Louvain Coopération (LC) est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Belge, fondée en 1981 par l'Université Catholique de Louvain (UCL), en Belgique. Elle a pour mission de réduire les inégalités et la pauvreté en développant des solutions novatrices, répliquables et ayant un impact visible tout en mobilisant la force de réflexion de nos Partenaires et de la communauté universitaire.
135. Son siège social se trouve sur l'avenue du Grand Cortil n°15A, 1348 Ottignies-



Louvain-la-Neuve, Belgique et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo se situe sur l'avenue Kalehe n°4, Commune d'Ibanda, Ville de Bukavu dans la Province du Sud-Kivu.



136. Louvain Coopération est présente en République Démocratique du Congo depuis 2002 et met en œuvre les projets, au Sud-Kivu et à Kinshasa, en collaboration avec les partenaires locaux. Ses projets sont financés par la

coopération belge (DGD) et l'Union Européenne.

137. Louvain Coopération en RDC travaille dans les domaines de la santé et des systèmes alimentaires durables au Sud-Kivu et de l'accompagnement des enfants en situation des rues et des organisations de la société civile (FIL-RDC) à Kinshasa.
138. Elle a pour but principal de contribuer à l'amélioration globale du Cadre de vie des populations du Sud-Kivu précisément des territoires de Walungu, Kabare et Kalehe à travers des projets centrés sur la santé, la sécurité alimentaire et économique ainsi que la réinsertion familiale des enfants en situation de rue. Elle bénéficie des financements du Gouvernement Belge

pour son programme quinquennal 2022-2026 et de l'Union Européenne pour le projet Facilités Initiatives Locales dans la Gouvernance-RDC.

139. Parmi ces projets, on cite notamment (i) le Programme UN4COOP 2022-2026, financé par la DGD/Belgique à la hauteur de 4.406.000,345 Euros pour une durée de 5 ans. Ce programme vise à renforcer la cohérence et la collaboration entre les différentes composantes du système de santé et (ii) le Projet de réinsertion familiale des enfants dits de la rue, c'est un projet qui vise à contribuer à l'amélioration du bien-être des enfants des rues du Sud-Kivu et Kinshasa et à leur réunification familiale durable.

RÉSULTATS/IMPACT :

Les autorités sanitaires adaptent leurs outils et processus pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer, sur base des données probantes, des plans d'action qui agissent sur l'ensemble des acteurs (publics et privés) et sont axés sur l'amélioration de la qualité et les soins centrés sur la personne ; les parties prenantes produisent des savoirs nouveaux contextualisés à travers l'organisation des recherches (-action) et les diffusent auprès des différents acteurs ; les productrices et producteurs expérimentent, adaptent et s'approprient les pratiques agro-écologiques rentables et durables les plus pertinentes en fonction de leurs contextes ; la conservation et la restauration de la biodiversité et des ressources naturelles des écosystèmes et agroécosystème sont promues et soutenues ; 1.203.000 personnes, dont 1.200.000 personnes en santé et 3.000 personnes (dont 1.500 en agroécologie et 1.500 dans les autres volets) dans les systèmes alimentaires durables, sont touchées par le projet.

10) Jhpiego Corporation « JC »

140. JHPIEGO Corporation « JC » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Américain, dont le siège social est établi au n°1615 Thames Street Baltimore MD 21231, USA et son Bureau de représentation en République Démocratique du Congo est situé au n°48, de l'avenue Roi Baudouin, Immeuble Imani 2A/2C, à Kinshasa/Gombe. Elle a été créée en 1973

aux Etats-Unis d'Amérique et s'est fixée la mission de sauver des vies, améliorer la santé et transformer l'avenir des communautés.

141. Elle intervient en RDC depuis 2017 dans les provinces du Tanganyika, Kwango, Kwilu, maniemba, Nord-Kivu, haut-katanga, Equateur, Tshopo et Kongo Central où elle exécute des projets dans les secteurs des infrastructures,

humanitaire, formation et éducation, gouvernance, agriculture, environnement, dont les principaux projets sont les suivants : (i) Projet TIP TOP (Transforming for Optimal Pregnancy): Traitement Préventif Intermittent de la malaria chez la Femme enceinte ; (ii) Projet ASE : Accouchement Sécurisé et Espacement ; et (iii) Programme UN4COOP 2022-2026, financé par la DGD/Belgique pour un montant de 4.406.000,345 Euros pour la période de 2022-2026 (5 ans) qui vise à

renforcer la cohérence et la collaboration entre les différentes composantes du système de santé.



RÉSULTATS/IMPACT :

Augmentation du taux de traitement préventif intermittent de 22% à 76% dans les provinces du Kwilu, Kwango et Maniema ; Réduction du taux de mortalité néonatale précoce aux établissements de santé de 1,18% à 0,5% ; Augmentation du taux de l'adoption des méthodes de la planification familiale 0,2 à 32% dans les provinces du Kwilu, Kwango et Maniema.

11) Mercy Corps

142. Mercy Corps est une Organisation Non Gouvernementale Internationale, d'aide humanitaire et de développement de droit Américain, fondée en 1981 à Portland, Oregon, aux Etats-Unis d'Amérique, dont la mission consiste à fournir des secours d'urgence en temps des crises, agir rapidement pour aider les communautés à se relever et à renforcer leur résilience aux chocs futurs et promouvoir des changements durables en soutenant les initiatives qui sont dirigées par la communauté, le marché et la bonne gouvernance.

143. Le siège social de Mercy Corps se trouve au n°45 SW Ankeny St. Portland, OR 97204, USA et son Bureau de Représentation en RDC est établi à Kinshasa sur l'avenue Comité Urbain n°41, Commune de la Gombe. Elle a

également un bureau national des opérations à Goma, sur l'avenue Bougainvillier I n°21, Quartier les Volcans dans la Commune de Goma, Ville de Goma, Province du Nord-Kivu avec des bases terrains à Bukavu, Kavumu et Katana dans la Province du Sud-Kivu ; à Beni dans la Province du Nord-Kivu ; à Bunia et à Mambasa dans la Province de l'Ituri.

144. Elle intervient en RDC depuis Août 2007 dans le domaine humanitaire et du développement dans les provinces de l'Ituri, du Tanganyka, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu où elle exécute des projets dans les secteurs d'urgences, sécurité alimentaire, l'eau hygiène et assainissement, inclusion financière et changement climatique. Les principaux projets sont les suivants :

(i) **Assistance Stratégique pour les Interventions d'Urgence (SAFER) & Assistance Humanitaire aux Communautés de l'Est de la RDC (PACE)**, pour une durée de 2 ans. L'objectif principal de ce projet était de fournir une assistance à 930.576 personnes vulnérables affectées par des conflits ou des chocs afin de répondre à leurs besoins de base, de se remettre de la crise et d'accroître leur résilience. Ce projet a été mis en œuvre par Mercy Corps en partenariat avec toutes les parties prenantes dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu, précisément à Kanyaruchinya, Kanyabayonga, Tchomia, Libi, Lusenda, Lweba, Kibe et Nyamibungu.



(ii) **Partenariat pour le Développement de l'Est du Congo (P-DEC) ou TUIJENGE (P-DEC)**, pour une période de 5 ans (2021-2026) et dont l'objectif principal est de promouvoir la paix et faciliter le développement dans les Provinces de l'Ituri et du Nord Kivu. Ce projet en cours d'exécution par Mercy Corps en partenariat avec les parties prenantes, couvre les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, précisément dans les Territoires de Mambasa et Beni.

Le projet P-DEC Program est un projet sur financement de « USAID » pour un budget de 39 millions de \$US. Ce projet cadre avec l'assainissement des infrastructures routières et de la bonne gouvernance.

(iii) **Activité de l'USAID sur les Systèmes Durables d'Eau et d'Assainissement**, dont l'objectif vise à accroître et à maintenir l'accès à l'eau potable et aux services à l'eau potable et à des services d'assainissement sûrs pour les communautés des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ce projet couvre les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, précisément à Sake, Bweremena, Mugunga, Kavumu, Katana, Goma, Uvira, Nyamugo et Keredi.



(iv) **Programme de Sécurité Alimentaire (ENYANYA=Food Security Project « FSP »)**, financé initialement pour une période de cinq ans par FSP/USAID, ce projet avait été prolongé de deux ans jusqu'en septembre 2023. L'objectif principal de ce projet était d'améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes, allaitantes et en âge de procréer. Ce projet arrivé à terme fin septembre, a été mis en œuvre par Mercy Corps en partenariat avec World Vision, l'Université évangélique d'Afrique (UEA), le Réseau d'innovation organisationnelle (RIO)

et Action pour la paix et la concorde (APC) dans la province du Sud-Kivu. **Food Security Project « FSP »**, a pour bailleur des fonds « l'USAID ». C'est un projet du développement agricole, qui arrive à terme en septembre 2023 et a connu un plein succès auprès des communautés de base dans la Province du Sud-Kivu à Kalehe et Katana, et sera dupliqué à Uvira dans la même Province du Sud-Kivu et dans la Province du Kasai oriental.

- (v) **Projet SWASSA** en cours jusqu'en 2026, dans le cadre de la distribution d'eau, avec comme bailleur de fonds « USAID ». Ce projet a un budget de 32 millions de \$US, un projet à long terme qui a déjà desservi plusieurs points de fontaines par lesquels la population de la zone de santé de Katana et ses environs bénéficie actuellement des points de captage d'eau potable.

RÉSULTATS ET IMPACT :

439 installations sanitaires de base construites, dont 270 latrines à fosse avec dalle et 169 stations de lavage des mains ; 12 puits et 5 forages réhabilités ; 127 membres de comités de gestion de l'eau et 130 relais communautaires formés ; 15 sources d'eau réhabilitées ; 156 latrines communautaires d'urgence et 15 bacs à linge construites ; 1.317 enfants souffrant de malnutrition identifiés et orientés vers des centres de santé pour une prise en charge ; 8.000 petits producteurs formés en nouvelles pratiques agricoles ; Plus de 2.150 petits exploitants agricoles ont adopté et appliqué des pratiques agricoles résilientes sur plus de 450 hectares de terres reparties sur 18 collines ; 97.506 personnes desservies en eau potable grâce à la construction et/ou réhabilitation de 301 points d'eau ; 30.389 ménages vulnérables affectés par des conflits ou des chocs assistés financièrement avec une enveloppe totale de 3.506.101 USD pour répondre à leurs besoins de base et accroître leur capacité de résilience. ; 109 Villages se sont appropriés des pratiques WASH; Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que du bien-être économique des ménages vulnérables ciblés dans la province du Sud-Kivu, etc.



La valeur moyenne des ventes par membre de l'Organisation des Producteurs (OP) est passée de 75 \$ au à 173 \$ au cours de 3 années ; les ventes totales des OP sont passées de 33.708 \$ (2019 année de référence) à 412 355 \$ à fin 2022 grâce au stockage des produits dans les 9 Centres de Collecte Agricole (CCA) construits par le projet à Kabare et la vision commerciale ; 9 Centres de Collecte Agricole (CCA) construites avec 20 tonnes de capacités de stockage de chaque CCA ; Plus de 300 Associations Villageoises d'épargne et de crédit (VLSA) créées avec 8.850 participants (bénéficiaires) ; Facilitation de l'accès au crédit des IMF pour les OP, les VSLA et les Agrodealers ; 96 Prestataires de Services Privés (PSP)

certifiés et capacités en techniques agricoles, élevage et accès aux financements collaborent

avec les communautés ; 22 entreprises des jeunes incubés et subventionnés par le projet 8.000 petits producteurs formés en nouvelles techniques agricoles, à travers l'approche Champ Ecole Paysans (CEP) ; Plus de 2.150 petits exploitants agricoles ont adopté et appliqué des pratiques agricoles résilientes sur plus de 435 hectares de terres réparties sur 18 collines ; 17 COCOVE (Comité Colline vertes), composés de 187 membres, outillés en techniques de négociation avec les concessionnaires et capables de conduire les activités de duplication de l'approche colline dans les territoires de Kabare et Kalehe ; Production et plantation de plus de 3.000.000 plantules agro forestières et fruitières dans la zone ; 97.506 personnes desservies en eau potables grâce à la construction/réhabilitation de 301 points d'eau ; 31 Comités de Gestion de Points d'eau (COGEP) mis en place ont collecté auprès des usagers de l'eau environ 15.215 \$US pour financer la maintenance des ouvrages et assurer leur durabilité ; Un système efficace de recouvrement des coûts a été mis en place pour garantir la fonctionnalité à long terme des points d'eau par les COGEP (Comité de Gestion de Points d'eau) ; L'amélioration de l'adoption de pratiques WASH appropriées dans 109 villages grâce à l'approche ATPC (promotion de 29.659 latrines familiales et de 21.459 lavages de mains) ; L'amélioration de l'adoption de méthodes contraceptives à travers les sensibilisations sur les avantages du planning familial et référencement de couples grâce à 988 PPC et 165 leaders religieux. ; Plus de 18.400 femmes consomment un régime alimentaire diversifié grâce aux enseignements reçus de 1.955 Mères Leaders et 150 Pères Leaders ; La prévalence de la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans a baissé de 42 % (évaluation de base par rapport à l'évaluation effectuée en année 5) ; 24 plans opérationnels quinquennaux des villages mis en place ; 294 km de routes reliant les communautés aux marchés et aux services sociaux de base réhabilités ; 31 microprojets (Réhabilitation des ponts, construction des latrines, aménagement d'un marché, mini-projets d'adduction d'eau, etc.) réalisés par les communautés d'une valeur de 94.369,63 \$US (dont 45.403,96 \$US co-financés par FSP et 48.965,67 \$US de contribution communautaire) ; Plus de 200 microprojets mis en œuvre par les ressources propres des communautés pour un budget de plus de 300.000 \$US ; 24 salles de réunions communautaires construites ; Amélioration de la performance des 24 centres de santé et leurs services grâce au mécanisme d'évaluation par les communautés en place selon l'approche Voix et Actions Citoyennes (VAC) ; 240 facilitateurs communautaires, 24 infirmiers titulaires, 9 agents de l'équipe cadre de ZS formés sur l'évaluation de services de base selon l'approche VAC ; 17 Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) en place et fonctionnels pour accompagner les communautés dans la résolution pacifique des conflits et renforcer la cohésion sociale ; 2.629 conflits sociaux et 950 fonciers résolus par les 17 CDMs ; 1.715 contrats de métayage et de location qui donnent un accès équitable, transparent, et durable à la terre aux petits exploitants signés entre les petits exploitants agricoles et les Concessionnaires ; Culture de dialogue entre citoyens et chefferies de Bukavu et de Kabare renforcée sur les taxes à payer et le civisme fiscal ; 19.000 participants formés à l'égalité des sexes, à la masculinité positive, à la violence sexuelle et sexiste et aux thèmes liés au genre ; 3.032 femmes ont acquis des compétences en lecture, écriture et calcul ; 24 OSC partenaires du FSP ont renforcé leurs compétences en matière de structuration, de fonctionnement et d'intégration du genre et de l'inclusion des jeunes. Ces OSC disposent de personnes " Référents techniques genre" avec des compétences en analyse genre, duplication des discussions/formations ; 3 groupes communautaires validés par la division provinciale du genre, de la famille et de l'enfant ; Plus de 600 espaces de confiance en réponse au désir des jeunes d'agir, de participer aux décisions qui les concernent et d'être reconnus pour leurs contributions à leurs communautés ; 8.000

jeunes âgés de 12 à 18 ans, dont 60 % de filles, ont participé à ces espaces de confiance. Le comportement de jeunes et leur confiance en eux sont améliorés.

12) Entraide Protestante Suisse OU HEKS/EPER

145. Entraide Protestante Suisse est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Suisse, fondée en 1946 par la Fédération des Eglises Protestantes de la Suisse, aujourd'hui l'église évangélique réformée de la Suisse, dont la mission consiste à : (i) assurer une meilleure qualité de service et la transparence dans le mécanisme de gestion ; (ii) apporter un changement positif et durable aux communautés dans les besoins et élargir le champ.



Goma, Ville de Goma, Province du Nord-Kivu.

146. Le siège social de l'Entraide Protestante Suisse se trouve au n°28 de l'avenue Seminarstrasse, Case postale 8042, Zurich en Suisse. Tandis que son bureau de Représentation en RDC est établi à Kinshasa, sur l'avenue des Ecuries n°1995, Quartier Jolie-Parc, Commune de Ngaliema. Elle dispose d'un autre bureau important à Goma, sur l'avenue Pili-Pili n°113, Quartier Himbi I, Commune de

147. Elle intervient en RDC depuis janvier 2010 dans les domaines humanitaires et du développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu où elle exécute des projets dans les secteurs de la santé, eau, hygiène et assainissement (EHA), infrastructures, humanitaire, éducation, formation professionnelle, agriculture, sécurité alimentaire et assistance monétaire inconditionnelle, dont les principaux sont notamment :

(i) Connaître et faire valoir ses droits fonciers, financé par HEKS/EPER pour un montant de 708.830 USD pour une durée de 4 ans, l'objectif visé par ce projet était de contribuer à l'amélioration des conditions d'accès à la terre pour le développement socio-économique des communautés rurales des Territoires de Masisi, Rutshuru et Lubero en province du Nord-Kivu. Ce projet a été mis en œuvre par HEKS/EPER en partenariat avec AAP dans la province du Nord-Kivu, Territoires de Masisi, Rutshuru et Lubero.



(ii) Accès au marché de petits producteurs de maïs et de manioc, financé par HEKS/EPER pour un montant de 298.596 USD pour une durée de 3 ans (mai 2020-mai 2023), l'objectif visé par ce projet était de contribuer à l'augmentation des revenus des petits producteurs et productrices agricoles par l'agriculture durable, l'accès à la terre et à un marché inclusif et efficient. Ce projet a été mis en œuvre par HEKS/EPER en partenariat avec CEDERU dans la province du Nord-Kivu, Territoire de Rutshuru, groupements de BUKOMA, BINZA et BUSANZA.



(iii) Agriculture pilier de notre économie « Kilimo Nguzo ya Uchumi Wetu », financé par HEKS/EPER pour un montant de 981.213 USD pour une durée de 4 ans (juin 2022-mai 2025), l'objectif visé par ce projet est celui de contribuer à l'augmentation des revenus de 3.500 petits producteurs agricoles de Masisi et de Kalehe par l'agriculture durable et l'accès au marché inclusif et efficient. Ce projet a été mis en œuvre par HEKS/EPER en partenariat avec ADM R&V IFEDE dans la province du Nord-Kivu, Territoire de Masisi et au Sud-Kivu dans le Territoire de Kalehe.

(iv) Identification et désamorçage des sources des conflits au quotidien et mise en place des mécanismes de résolution en Territoire de Rutshuru et Sud de Lubero, financé par HEKS/EPER pour un montant de 316.330 USD pour une durée de 3 ans (juin 2022-décembre 2024), l'objectif visé par ce projet est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale entre les différents groupes d'intérêts et groupe identitaire en province du Nord-Kivu, Territoires de Rutshuru et Lubero. Ce projet a été mis en œuvre par HEKS/EPER en partenariat avec CRONGD NK.



(v) Droits pour toutes et pour tous, préventions primaires et réponses aux violences sexuelles et basées sur le genre, financé par HEKS/EPER pour un montant de 295.320 USD pour une durée de 3 ans (2022- 2024), l'objectif visé par ce projet est celui de contribuer à la diminution des violences sexuelles et basées sur le genre, à une meilleure protection et à la restauration de la dignité des survivantes en Territoires de Rutshuru et Masisi, d'ici 2025. La mise en œuvre de ce projet est assurée par HEKS/EPER et DFJ.

(vi) Muda Wa Amani, financé par le PNUD pour un montant de 2.699.769 USD pour une durée de 2 ans (2022- 2024), l'objectif visé par ce projet est de promouvoir le dialogue démocratique, le retour, la réintégration et le relèvement socio-économique des femmes pour la paix et la sécurité. Ce projet a été mis en œuvre par HEKS/EPER en partenariat avec APP et ASP dans la province du Nord-Kivu, au Sud de Lubero et le Nord de Bwito, Groupement de Mutanda et Kanyabayonga (Bwito-Nord, à Rutshuru); Dama, Itala, Musindi, Utwe et Luenge (au Sud de Lubero), Ikobo (dans le Territoire de Walikale).



RÉSULTATS ET IMPACT :

31.024 personnes sensibilisées dont 15.098 femmes et 15.926 hommes ; 1.648 conflits fonciers documentés, portant sur 3.141,64 ha impliquant 5.749 ménages ; 1.439 conflits résolus, portant sur 2.371,241 ha impliquant 4.977 ménages ; 17 revendications des communautés du Nord-Kivu prises en compte dans le document validé de la politique foncière nationale ; Revenu agricole mensuel est passé de 52,5 USD à 61,5 USD, soit un accroissement de 17% pour 66,3% de bénéficiaires ; Accroissement de la production de maïs de l'ordre de 18,9% par ménage par an, et de manioc de l'ordre de 13,4% par ménage/an ; Le chiffre d'affaires est passé de 27.401 \$US à 38.934 \$US, soit un accroissement de 42% ; L'accès au crédit des AVEC a aussi permis le financement de 92 AGR des membres.

13) Education Developpement Center « EDC »

148. Education Développement « EDC » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) caritative de droit Américain, créée en 1974 aux Etats-Unis d'Amérique, dont la mission consiste à concevoir, exécuter et évaluer les programmes innovants pour répondre à certains défis les plus urgents dans le domaine de l'éducation, de la santé et des débouchés économiques.
149. Son siège social se trouve au n° 43, Foundry Avenue, Waltham, MA 02453, USA, et son Bureau de Représentation en RDC est établi à Kinshasa sur l'avenue TANGU (GB) n°15, Quartier BASOKO dans la Commune de Ngaliema, Ville de Kinshasa.
150. Elle intervient en RDC depuis le 08 Juillet 2016 dans le domaine du développement dans les provinces du Haut-Katanga, Tanganyika, Equateur, Maniema et la Ville-Province de Kinshasa où elle exécute des projets dans les secteurs de l'éducation, la santé et le soutien à la croissance économique (développement communautaire) des milieux défavorisés, dont le projet ci-après : (i) Apprendre Tous Ensemble (ATE), financé par l'USAID dans le cadre de sa Coopération avec la RDC. L'objectif principal visé par ce projet était d'améliorer la qualité de la lecture et de l'écriture au degré élémentaire.

RÉSULTATS ET IMPACT :

Amélioration de l'accès élargi aux possibilités d'éducation pour les enfants âgés de 6 à 9 ans issus de populations marginalisées et vulnérables, notamment les Batwa autochtones, les filles et les enfants handicapés ; Réduction des obstacles à l'éducation des enfants marginalisés âgés de 6 à 9 ans ; Renforcement de la résilience des systèmes éducatifs locaux ; Amélioration de la qualité de l'enseignement de l'ASE (Apprentissage Social et Emotionnel) pour les élèves des écoles et des centres d'apprentissage accélérés âgés de 6 à 9 ans ; Amélioration de l'enseignement de l'alphabétisation précoce pour les élèves des écoles et des centres d'apprentissage accélérés âgés de 6 à 9 ans ; Amélioration du soutien de la communauté et des parents à l'apprentissage des enfants.



14) Concern Worldwide

151. CONCERN WOLDWIDE est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Irlandais, fondée en Irlande en 1968 et dont la mission est de transformer de façon permanente, la vie des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, en s'attaquant à ses causes profondes et en renforçant leur résilience.



152. Son Bureau de Représentation en RDC est établi à Kinshasa sur l'avenue Kanga n°07, Quartier Socimat, Commune de la Gombe.

153. Concern Worldwide est dédiée à la réduction de la souffrance et travaillant à l'élimination ultime de l'extrême pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde. Elle a comme vision pour le Changement : « Un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression ; où tous ont accès à un niveau de vie décent et à des possibilités et des choix essentiels pour une vie longue, saine et créative ; un monde où chacun est traité avec dignité et respect ».

154. Sa mission est d'aider les personnes vivant dans l'extrême pauvreté à obtenir des améliorations majeures dans leurs vies, qui soient durables et se propagent sans le soutien continu de Concern. Pour réaliser cette mission Concern s'est engagée dans un travail de développement à long terme, répond

aux situations d'urgence, et s'attaque aux causes profondes de la pauvreté à travers ses interventions dans le travail d'éducation au développement et de plaidoyer.

155. Elle intervient en RDC depuis 1994 dans les domaines humanitaires et du développement où elle exécute des projets dans les secteurs de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), la nutrition et la santé, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, le genre et la protection. Avec le projet d'urgence et moyens de subsistance dans la Province du Tanganyika, les activités réalisées ont été axées sur : (i) la construction d'abris temporaires ; (ii) la relance agricole à travers la mise en place des maraichages individuels et collectifs ; (iii) la mise en place des champs collectifs et individuels ; (iv) la construction des forages et l'aménagement des sources d'eau pour 209 ménages ; (v) la relance économique à travers la mise en place des Activités Génératrices des Revenus (AGR) à Kyambo et Nyunzu ; (vi) le renforcement des capacités en termes de formations des participants des activités génératrices de revenus pour près de 400 ménages dont 200 à Tunda et 200 à Kindusuata ; (vii) la construction des forages dans le cadre des activités WASH (Eau, Hygiène et Assainissement) à Kamituga, Nyunzu, Pende et à Kapulo.



RÉSULTATS ET IMPACT :

5.950 kits agricoles distribués aux petits exploitants agricoles ; 7.717 ménages assistés en Vivres ; 70 points d'eau (forages, puis à buse) réalisés ; 7 sources d'eau aménagées ; 9.000 kits NFI WASH distribués ; 15.000 kits d'hygiène intime distribués aux femmes et filles en âge de procréer ; 300 latrines et douches d'urgence construites ; 100 COGEP (comité de gestion de production) formés en AGR ; 1.600 AGR individuels appuyées ; 2.000 participants accompagnés ; 1.050 abris Transitionnels construits.

15) Agence D'aide à la Cooperation Technique et au Developpement « ACTED »

156. ACTED est une Organisation Non Gouvernementale Internationale de droit Français, œuvrant pour répondre aux besoins humanitaires des populations vulnérables vivant dans des situations de crise, tout en les offrant des opportunités pour un développement durable dans le strict respect de neutralité, de non-discrimination et de la dignité humaine.

157. Elle est créée en 1993 et s'est donnée la mission de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès, autrement dit, dans le dernier kilomètre de l'action humanitaire. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique.

158. Son siège social se trouve au n° 33, Rue de Godot de Mauroy, F-75009, Paris, République Française et son Bureau de Représentation en RDC est établi au n° 29 de l'avenue KILIMANI, Quartier Joli Parc dans la Commune de Ngaliema.

159. Elle intervient en RDC depuis 2003 dans les domaines humanitaire et du développement dans les provinces du Nord-Ubangui, Sud-Ubangui, Bas-Uélé, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Maniema et dans la Ville-Province de

Kinshasa où elle exécute des projets dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement (EHA), logements, infrastructures, agriculture, sécurité alimentaire, nutrition, santé, protection et moyens de subsistance, entre autres : (i) Appui à la Coordination des Clusters Sécurité Alimentaire et Abris/AME en RDC, financé par le Fonds Humanitaire ; (ii) Assistance d'urgence en Abris/AME auprès des populations déplacées et hôtes dans les zones de santé de Nundu (Sud-Kivu) et Kabambare (Maniema), financé par le FH-RDC pour la période du 01 mars 2021 au 01 mars 2023 ;

160. (iii) Assistance stratégique pour les interventions d'urgence en République démocratique du Congo (SAFER III),



financé par Mercy Corps (backdonor FCDO) pour la période de décembre 2021 à fin mars 2023 ; (iv) MAC – Multisector Assistance for Crisis-affected Areas in Eastern DRC, financé par Concern Worldwide (Backdonor BHA)-Fonds USA pour la période d'avril 2022 à avril 2024 ;

(v) Coordinated Action for Multi-Sector Programming in Camp and Out-of-Camp (PPP), financé par ECHO pour la période de mai 2020 à avril 2023 ; (vi) IMPROVE-Mécanisme intégré pour favoriser le

relèvement des ménages les plus vulnérables en République Démocratique du Congo, financé par Concern Worldwide (BHA backdonor).

RÉSULTATS ET IMPACT :

1.124 abris transitionnels et 562 latrines familiales construites et réhabilitées ; 12.620 personnes, dont 3.115 femmes ont reçu des Kits Hygiène intimes ; 2.628 ménages ont reçu une assistance AME et 1.124 ménages ont reçus une assistance en abris ; 2077 ménages assistés en denrées alimentaires et en kits vivriers, maraîchers et outils aratoires ; 11.626 déplacés internes assistés en denrées alimentaires ; Réduction de la vulnérabilité des ménages touchés par le conflit et les chocs.

16) Christian AID

161. Christian Aid est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) confessionnelle de droit Britannique, fondée en 1946 et dont la mission consiste à apporter un changement profond qui éradique les causes de la pauvreté, en s'efforçant d'atteindre l'égalité, la dignité et la liberté pour tous, indépendamment de la foi ou la nationalité. Son siège social se trouve au P.O. Box 100, Londres SE1 7RT, Royaume-Uni et son Bureau de Représentation en RDC est établi au n°1398 de l'avenue du Commerce, Immeuble SALAMO, Kinshasa/Gombe.

162. Elle intervient en RDC depuis 1970 dans les domaines humanitaires et du développement dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kongo Central, Kwilu, Kwango, Equateur, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Haut-Katanga et dans la Ville-Province de Kinshasa où elle exécute des projets dans les secteurs de l'éducation, santé, nutrition, sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement (EHA), action humanitaire, protection, logements, infrastructures, agriculture et moyens de subsistance.

163. Il s'agit des projets suivants : (i) Mise en œuvre des activités de traitement de la

malnutrition aigüe modérée et de prévention de la malnutrition dans les zones de santé de Kitangwa, de Nyanga, de Mweka, de Luebo et de Ndjoko Mpunda dans la Province du Kasai, financé par le PAM (Programme Alimentaire Mondial);

164. (ii) Mise en œuvre des activités d'assistances alimentaires « CBT-Cash transfert » aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire dans la province du Kasai, financé par le PAM ; (iii) Renforcement de la résilience et de système de subsistances durables des petits exploitants agricoles dans la province du Kasai, financé par le PAM; (iv) Programme d'Appui à la Participation Citoyenne de la Société Civile dans la Gestion du Bien Commun (PARC-RDC) dans les Provinces de Kinshasa, Kongo Central, Kwilu, Kwango, Equateur et Kasai Central, financé par l'Union Européenne; (v) Assistance Alimentaire en Faveur des Personnes Déplacées, Retournées et Familles d'Accueil Affectées par les Conflits dans les Provinces du Sud-Kivu et Maniema, financé par le PAM;

165. (vi) Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité Alimentaire des Ménages Vulnérables par Relèvement du pouvoir socio-économique des Femmes survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre dans le Territoire de Walungu, en Province du Sud-Kivu, financé par SOWER OF HOPE (ONG Nationale); (vii) Réponses aux crises humanitaires, protection (prévention et réponses aux violences basées sur le genre), Prévention et Résolutions pacifiques de conflits, résilience et contribution à la réduction des effets du changement climatique, financé par le

Gouvernement Irlandais; (viii) Améliorer la Résilience des communautés affectées par l'insécurité alimentaire à travers l'implémentation des activités de l'agriculture sensible à la nutrition, financé par SOWER OF HOPE.



17) Givedirectly (G.D)

166. GIVEDIRECTLY « G.D » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Américain, fondée en 2008 et qui a pour mission d'effectuer des transferts d'argent inconditionnels aux populations en situations d'extrême pauvreté. Son siège social se trouve à One Ashburton Place, Boston, Massachusetts 02108-1512 et son Bureau de Représentation en RDC est établi sur l'avenue du Musée, Quartier Himbi, Commune de Goma, Ville de Goma, Province du Nord-Kivu.

167. Elle intervient en RDC dans le domaine du Social (Genre, Famille et Enfant) où elle exécute des projets d'urgence axés sur le Transfert d'argent au profit des personnes en situations de vulnérabilité et d'extrême pauvreté en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Les principaux projets réalisés par cette ONG sont notamment : (i) Projet Nutrition, financé par SIDA pour un montant de 9.300.000 USD pour une durée de 2 ans ; (ii) Relèvement économique Post-Covid



(Step Kin 2), financé par la Banque Mondiale pour un montant de 28.600.000 USD pour une durée de 12 mois ; (iii) Relèvement économique Post-Covid, financé par la Banque Mondiale pour un montant de 7.500.000 USD pour une durée de 6 mois ; (iv) Recherche sur les montants des transferts monétaires, financé par l'USAID Good Ventures pour un montant de 6.700.000 USD pour une durée de 4 mois ; (v) Relèvement économique Post-Covid, financé par la Banque Mondiale pour un montant de 1.300.000 USD pour une durée de 4 mois.

RÉSULTATS ET IMPACT :

5.183 Femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans assistés financièrement en cash à la hauteur de 40 \$ par mois pendant 12 mois pour répondre aux besoins nutritionnels ; 50.017 personnes démunies assistées en financièrement en cash à la hauteur de 25 \$ par mois pendant 6 mois ; 4.586 jeunes assistés financièrement à la hauteur de 40 \$ en cash par mois pendant 4 mois pour commencer leurs activités génératrices de revenus ; 7.859 personnes vulnérables assistées financièrement à la hauteur de 40 \$ en cash par mois pendant 4 mois pour atténuer les impacts de Covid-19 .

18) Medecin du Monde France (MDM-F)

168. Médecin du Monde-France « MDM-F » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Français, fondée en 1980 et qui a pour mission de soigner les populations les plus vulnérables, les victimes de conflits armés, de catastrophes naturelles et celles qui n'ont pas accès aux soins.
169. C'est une association médicale militante de solidarité internationale qui lutte sans relâche pour défendre un système de santé juste et universel. Son siège social se trouve sur l'avenue du Président Wilson n°84, 93210 La Plaine-Saint-Denis en France et son Bureau de Représentation en RDC est établi au n°07 de l'avenue OUA, 7ème niveau de l'Immeuble KLAT, Quartier BASOKO dans la Commune de Ngaliema.
170. Elle intervient en RDC depuis 1994 dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika et la Ville-Province de Kinshasa dans le domaine de la santé et principalement dans l'administration des soins de santé primaire (consultation primaire et curative, la santé de la reproduction et protection, la réponse rapide aux épidémies de choléra et rougeole).
171. En République Démocratique du Congo, Médecins du Monde France est active dans la Province du Tanganyika à travers le projet « Réponse d'urgence aux besoins de santé des populations hôtes, déplacées et retournées affectées par les conflits dans les Zones de santé (ZS) de



Nyemba et Kalemie, Province du Tanganyika » en apportant une assistance médicale aux populations en proie à des épidémies de choléra et de la rougeole, en collaboration avec le Ministère de la Santé. Elle offre, en outre, des soins médicaux aux victimes de conflits et de violence, aux personnes déplacées ou encore à celles souffrant d'épidémies ou de pandémies comme le VIH /SIDA. Ceci grâce à ses projets réguliers et ses équipes de réponse aux urgences

172. D'autres interventions concernent les projets suivants : (i) Programme d'Urgence Humanitaire : Santé et Nutrition, financé par DG ECHO, Fondation Stanley Thomas Johnson, Global Affairs Canada et le Fond Humanitaire pour un montant de 7.036.274 Euros pour une durée de 3 ans. L'objectif principal de ce projet était de renforcer le système de santé en contexte d'urgence, apporter des réponses aux épidémies et un appui nutritionnel aux populations affectées

par les conflits intercommunautaires. Ce projet a été mise en œuvre par MdM-F dans la province du Tanganyika, précisément dans les zones de santé de Kalemie, Nyemba et Nyunzu ;

173. (ii) Droits et Santé sexuelle et reproductive (DSSR), financé par l'Agence Française de Développement (AFD) via GINGER et Fondation Packard pour un montant de 1.541.169 Euros pour une durée de 2 ans. L'objectif visé par ce projet était d'informer et sensibiliser les jeunes et les adolescents ainsi que renforcer les liens entre les personnels

de santé, les jeunes, leurs familles et les leaders communautaires et religieux, de proposer des services de santé adaptés et de qualité, tout en se mobilisant à travers les plaidoyers de MdM-F pour la promotion des droits en matière de DSSR.

174. Ce projet a été mise en œuvre par MdM-F en partenariat avec Afia Mama dans la Ville-Province de Kinshasa, précisément dans les communes de Limeté (Kingabwa), Selembao et Kimbanseke (Kingasani).

RÉSULTATS ET IMPACT :

143.277 consultations réalisées ; 1.941 enfants malnutris pris en charge ; 467 victimes des violences basées sur le genre pris en charge ; 7.145 femmes appuyées appliquent les méthodes de contraception moderne. Médecins du Monde France exécute « Réponse d'urgence aux besoins de santé des populations hôtes, déplacées et retournées affectées par les conflits dans les Zones de santé (ZS) de Nyemba et Kalemie, Province du Tanganyika », lequel projet cible 133.711 bénéficiaires. Par rapport à ce projet évalué dans la Province de Tanganyika, l'impact est réel et visible



dans la mesure où il y a eu la réduction du taux de la morbi-mortalité engendrée par les urgences et crises ; Le Médecins du Monde France a également renforcé le système de santé en place avec l'objectif de reconnaissance et du respect des droits sexuels et reproductifs y compris l'accès universel aux services de SSR (inclus la prise en charge holistique des VBG).

19) Norwegian Refugee Council « NRC »

175. Norwegian Refugee Council « NRC » est une Organisation Non Gouvernementale Internationale (ONGI) de droit Norvégien, fondée en 1946 et qui a pour mission de sauver des vies et reconstruire l'avenir des communautés vivant dans des situations difficiles. Son siège social se trouve sur l'avenue

Prinsens gate 2 0152, Oslo Norway et son Bureau de Représentation en RDC est établi au n°37 de l'avenue LYN LUSI, Quartier Les Volcans, Commune de Goma, Ville de Goma, Province du Nord-Kivu.

176. NRC intervient en RDC depuis 2001 dans le domaine du développement social dans les provinces du Nord-Kivu, Ituri, Tanganyika et la Ville-Province de Kinshasa où elle exécute des projets relatifs à : (i) Promotion de l'hygiène et (ii) Formation des membres des Comités Wash et des Relais Communautaires.

177. Plusieurs bailleurs de fonds interviennent dans ses secteurs notamment l'ECHO-UE, SIDA, Gouvernement norvégien, Ambassade de Suède en RDC, USAID, FH-RDC, UNHCR, FCDO et les Fonds privés RNC.

20) Centre Agro-Pastoral NGUNDA MBAYO

178. Centre Agro-Pastoral NGUNDA MBAYO, en sigle « CANGUMB » de droit congolais est créée en septembre 2014 et son siège social est situé à Kinshasa sur l'avenue Itaga n°169, Quartier WENZE dans la Commune de Lingwala. Elle a pour mission principal de promouvoir le développement communautaire par la réalisation des activités agro-pastorales et de l'agroforesterie, et de lutter contre l'insécurité alimentaire.

179. L'ASBL CANGUMB poursuit les objectifs suivants : (1) promouvoir le développement communautaire par les réalisations des activités agro-pastorales et de l'agroforesterie ; (2) l'encadrer les communautés locales en activités agricoles en vue de l'auto-prise en charge et le développement durable ; (3) promouvoir la gestion de l'environnement, hygiène, assainissement du milieu et desservir la population en eau potable ; (4) Lutter contre la



déforestation, la dégradation des conditions climatiques et la pauvreté

180. dans les communautés locales en vue de l'amélioration des conditions de vie et l'état de santé des population ; (5) lutter contre les importations des viandes en créant les boucheries de viandes fraîches.

181. Elle intervient dans les domaines du social et l'agro-pastoral et exécute plusieurs projets notamment : (i) le projet d'électrification solaire de la ferme du Centre Agro-pastoral Ngunda Mbayo à Kinzono (Plateau de Bateke), (ii) le projet d'activités avicoles modernes pour la production des volailles et l'installation d'une unité de production d'aliments pour volailles avec une extension de poulailler pour accroître la capacité de 10.000 à 20.000 Pondeuses et une extension de la porcherie avec un objectif de 400 têtes de porcs à Kinzono et (iii) le projet de production et transformation de manioc et de maïs en farine ainsi que l'implantation d'acacia, eucalyptus et Artemisia.



21) Hulda Hope Foundation « HHF »

182. HULDA HOPE FOUNDATION « HHF » est une organisation de droit congolais dont le siège social est situé à Kinshasa sur l'avenue Kokolo n°15, Quartier Pigeon dans la Commune de Ngaliema. Elle a pour mission d'apporter assistance aux personnes démunies et vulnérables en RDC dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation et de la nutrition.

183. Elle exécute plusieurs projets et programmes dont notamment : le projet de construction de l'école, le projet de la mise en œuvre de la boulangerie/pâtisserie, le projet de renforcement des capacités des agents, le projet de distribution des fournitures scolaires aux orphelins.

22) Benelux Afro Center « BAC »

184. **BENELUX AFRO CENTER « BAC »** est une ASBL de droit belge dont le bureau de représentation en RDC est établi à Kinshasa dans l'enceinte de la Clinique de Ngaliema, Bâtiment du service de la Formation continue, avenue Iléo n°8480 dans la Commune de la Gombe. Elle intervient dans la Ville de Kinshasa et la province du Kongo Central dans les domaines de la santé et de l'environnement. Elle exécute le programme DEEE consistant à mettre en place une filière de recyclage et de valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques répondant aux normes internationales. En outre, elle exécute le projet de collecte, transport et recyclage des pets RDC.



23) Action pour la Paix et le Développement Communautaire « APDC »

185. Implantée à Birhale, chef-lieu de la chefferie de Burhinyi, territoire de Mwenga dans la province du Sud-Kivu, cette organisation de droit congolais a pour mission d'encadrer les initiatives locales de développement, impliquées dans la lutte contre la pauvreté, la misère et le sous-développement.

186. Elle intervient dans la Province du Sud-Kivu et œuvre dans plusieurs secteurs d'activités notamment : la santé, l'agriculture et développement rural,

l'environnement, conservation de la nature et développement durable, ressources hydraulique et électricité. Elle exécute plusieurs projets dont principalement le projet de la Microcentrale de Rugenge et d'autres projets connexes qui sont notamment : (i) le projet de construction d'une Microcentrale de 6,4 MW et des lignes de distribution, (ii) le projet de captage et distribution d'eau potable (Mini Réseau), (iii) le projet de construction des

logements sociaux, (iv) le projets de construction d'un hôpital moderne, (v) le projet de construction d'un centre de formation artisanal, (vi) le projet de construction d'une école technique, (vii) le projet de réhabilitation des voies de

desserte agricole de plus ou moins 100 Km, (viii) le projet de construction d'un bâtiment devant abriter une coopérative agropastorale d'épargne et de crédit, (ix) le projet de construction des bâtiments pour la transformation des produits

24) Association Rachelle « ASR »

187. L'ASBL de droit belge dont le bureau de représentation en RDC est situé à Kinshasa sur l'avenue Lulembo n°1, Quartier N'djili-Kilambu dans la Commune de Mont-Ngafula, elle a pour mission d'apporter un soutien aux orphelins, aux enfants de la rue, aux personnes âgées,

aux malades et aux femmes qui sont privées de liberté de la maternité en Afrique. Elle intervient dans le domaine du social et humanitaire et exécute les projets d'assistance en faveur des personnes vulnérables.

25) Fondation Alain Kaluyitukadioko « FONAK »

188. C'est un Etablissement d'Utilité Publique de droit congolais dont le siège social est établi à Kinshasa sur l'avenue de l'Université n°15, Quartier Mateba/Mombele dans la Commune de Limete qui a pour mission principale de contribuer à l'amélioration du bien-être des congolais en général et des jeunes en particulier.

189. Elle intervient dans plusieurs domaines dont notamment : de l'agriculture, de

l'environnement, développement durable, le sport, la santé, eau, hygiène et assainissement, éducation et formation et ses interventions sont axées sur l'encadrement de la jeunesse, la promotion de la santé, le développement des compétences de la femme congolaise en la rendant utile et entreprenante et la valorisation de la femme rurale. Elle exécute le projet d'encadrement des jeunes en sport.

26) Solidarité International



190. L'ASBL de droit français a son bureau de représentation en RDC, situé à Goma au n°114, de l'avenue des Orchidées, Quartier les Volcans dans la Commune de Goma, elle a pour mission principale de venir en aide aux personnes frappées par les conflits et les violences, les épidémies, les

catastrophes naturelles et climatiques et les effondrements économiques. Elle intervient dans plusieurs domaines dont notamment le social et humanitaire, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, les moyens de subsistance et exécute des projets intégrés et multisectoriels.

27) Project For Wildlife And Apes Conservation

191. L'ASBL de droit français dont le bureau de représentation en RDC est établi à Kinzau Mvute dans la forêt Kiobo, Territoire de Seke Banza dans la Province du Kongo Central, intervient dans le domaine de la conservation de la nature et a pour objet la sauvegarde et l'accueil des primates victimes de braconnage en vue de les réhabiliter à la vie sauvage et ce avec l'appui des communautés locales. Elle exécute le projet de conservation des grands

singes par la recherche scientifique et la formation des femmes dans les villages afin de leur apporter un emploi.



28) Bureau International d'Etudes pour la Paix et le Développement « BIEPED »

192. L'ASBL de droit canadien a son bureau de représentation en RDC, situé à Kinshasa au n°277, de l'avenue Isangi dans la Commune de Lingwala. Elle a pour mission principale de promouvoir des soins primaires, préventifs et curatifs et intervient essentiellement dans les

domaines de la santé et aide humanitaire et exécute le projet de mise en place d'un centre de dialyse, d'un laboratoire médical moderne et d'un centre d'imagerie à l'hôpital général de référence de Kintambo.

29) Fondation Jean Baptiste NKONGOLO KABILA MUTSHI/JBNKM

193. C'est un Etablissement d'Utilité Publique de droit congolais dont le siège social est établi à Kabinda, sur l'avenue Lumumba n°223, dans la Commune de Kabuelabuella, ville de Kabinda dans la province de Lomami. Elle a pour mission principale d'améliorer la qualité de vie des populations défavorisées à travers les

actions de développement communautaire et les œuvres philanthropiques dans plusieurs domaines dont notamment : l'agriculture, le pêche et l'élevage, l'éducation, la santé. Elle exécute actuellement le projet de construction d'une école à Lomami.

30) Catholic Relief Services

194. CATHOLIC RELIEF SERVICES « CRS » est une agence caritative des Evêques catholiques des Etats-Unis d'Amérique au service des pauvres. Créée en 1943, elle est une Agence d'Aide humanitaire et de développement outre-mer de la conférence épiscopale qui a pour mission d'assister les personnes les plus pauvres et les plus défavorisées en dehors des Etats-Unis d'Amérique, sans distinction de race, de sexe, de religion ou d'ethnie. Son travail est basé sur la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique, en vue de promouvoir le caractère sacré de la vie humaine. Son bureau de représentation en République Démocratique du Congo est établi au n°12 bis, de l'avenue Nyembo, Quartier Socimat dans la Commune de la Gombe.
195. Elle intervient dans le domaine de sécurité alimentaire et développement durable, de l'assistance humanitaire, de la protection et d'encadrement de la jeunesse
196. CRS a commencé ses opérations en RDC en 1961, à l'invitation de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO). Depuis 1993, CRS a maintenu une présence continue, en raison de la permanence des conflits, afin de contribuer à l'assistance aux populations en danger. Avec un accent initial sur les interventions d'urgence, CRS a élargi ses interventions au fil des années : il met également en œuvre des programmes de développement durable. Il s'agit des interventions multisectorielles de grande envergure, à la fois sensibles aux conflits, au genre, à l'amélioration de la santé, de la sécurité, de l'accès à l'eau, de la nutrition et de l'agriculture. CRS met en



œuvre ses activités en partenariat avec des organisations locales dont il renforce les capacités organisationnelles.

197. A ce jour, la RDC fait partie des plus grands programmes nationaux de CRS, avec un budget de l'année fiscale 2023 d'environ 24 millions de dollars.
198. En RDC, CRS compte actuellement 177 employés nationaux et 10 employés internationaux travaillant aux niveaux de ses 5 bureaux.
199. Catholic Relief Services (CRS) est une Organisation non gouvernementale de droit américain qui œuvre dans les secteurs de sécurité alimentaire et développement durable, d'assistance humanitaire et de protection et d'encadrement de la jeunesse.
200. Son siège social se trouve à Baltimore, Maryland aux USA et son Bureau de représentation en RDC est établi au numéro 12 Bis, Avenue Nyembo Q/SOCIMAT C/GOMBE.
201. Créée en 1943, Catholic Relief Services (CRS) est implantée en RDC depuis 1961 dont les domaines d'intervention sont la Sécurité Alimentaire, les Urgences, la Protection, l'Eau, Hygiène et Assainissement, la Cohésion sociale.

Son rayon d'action (province, ville, territoire, secteur, ...) se présente comme suit:

- Kinshasa, le bureau de représentation,
- Kasai Central, Kananga, Sécurité Alimentaire, Protection
- Kasai Oriental, Mbuji-Mayi, Sécurité Alimentaire, Eau, Hygiène et Assainissement, Cohésion sociale, Protection
- Tanganyika, Kalemie, Sécurité Alimentaire, Protection, Urgences
- North Kivu, Goma, Protection, Urgences, Cohésion sociale



Les interventions de CRS en RDC se sont articulées en de trois secteurs principaux : le secteur de sécurité alimentaire et développement durable, le secteur d'urgences humanitaires, et le secteur de protection des plus vulnérables. Le premier a regroupé deux grandes interventions multisectorielles sous forme de programmes, ainsi que quelques interventions de promotion d'accès à l'eau potable et à l'hygiène. Les deux programmes sont : le programme

d'assistance à la sécurité alimentaire ; le programme de sécurité alimentaire et cohésion sociale. A cela s'est ajouté la promotion de l'accès à l'eau potable et à l'hygiène. Le deuxième a été marqué par des interventions d'assistance humanitaire ; ce secteur a été aussi marqué par l'assistance aux ménages déplacés de leurs villages et aux ménages retournés dans leurs villages sous l'effet des violences. Le troisième enfin, a concerné la protection et l'encadrement de la jeunesse par une action insolite, à savoir : l'intégration de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les programmes scolaires.

31) Effective Live Vision « EL VISION »

202. Le siège social de cette ASBL confessionnelle de droit congolais est situé à Goma sur l'avenue Mutongo n°160, NEAR Office des routes. Elle a pour mission de contribuer au bien-être global de la population en mettant en place des programmes spécifiques qui répondent

aux besoins d'une éducation de qualité, de lutte contre la pauvreté et le changement de mentalité à travers un leadership efficace ». Elle exécute le projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable pour les populations locales dans les zones périurbaines de la ville de Goma.

32) Internews Network.

203. L'ASBL de droit américain a son bureau de représentation en RDC, situé à Kinshasa au n°4630, de l'avenue de la Science dans la Commune de la Gombe, intervient dans le domaine de la communication et médias. Elle exécute plusieurs projets dont notamment : (i) le projet d'appui au

processus électoral en collaboration avec la CENI et CSAC, (ii) le projet d'appui aux universités pour l'amélioration des curricula en journalisme et (iii) le projet de plaider pour un meilleur environnement médiatique.

33) Samaritan's Purse

204. **SAMARITAN'S PURSE** est une ASBL confessionnelle de droit américain qui a son bureau de représentation en RDC, situé à Bunia au n°10, de l'avenue Bassin, Quartier Lumumba dans la Commune

Mbunya. Elle intervient les domaines de l'éducation, du social et de l'agriculture et exécute le projet Food for peace et le projet Zuwa Kimia.

34) SANRU

205. SANRU (Soins de Santé primaires en milieu Rural) est une Organisation Non Gouvernementale basée sur la foi chrétienne, dont le siège et sous bureau se trouvent à Kinshasa respectivement au numéro 149 A/B Boulevard du 30 juin dans la commune de la Gombe et au numéro 01, Avenue Panzi, Quartier Basoko, Commune de Ngaliema. SANRU ASBL a une longue expérience dans le domaine de la santé publique en République Démocratique du Congo (RDC).

206. SANRU voit le jour en 1981, trois ans après le lancement du concept « santé pour tous et par tous » à la Conférence de ALMA ATA par l'OMS. En effet, SANRU a été parmi les premières organisations à mettre en œuvre le projet de création et revitalisation des Zones de santé en RDC pendant plus de trois décennies. La première phase de son existence, dès 1981, a été sous forme de projets de soins de santé primaires en milieu rural, fruits de la coopération bilatérale entre le gouvernement des Etats Unis et celui de

la RDC, confiés à l'Eglise du Christ au Congo (ECC) à travers la Direction des Œuvres Médicales (DoM). De son vrai nom originel : « Basic Rural Health projet », ce projet, avait été, pour raison de commodité, surnommé « Santé Rural : SANRU » par son « Project Manager » de l'époque, le Docteur Franck BAER, actuel Vice-président du Conseil d'Administration de SANRU ASBL.

207. Durant la décennie 1981 à 1991, Santé Rural a eu à apporter son assistance à la population, c'est-à-dire l'appui portant sur toutes les composantes des soins de santé primaires et le renforcement du système de santé, essentiellement axée sur un appui global, successivement à travers deux projets dénommés SANRU 1 et SANRU 2, couvrant au total 200 Zones de Santé.



208. Fort de son expérience avec des multiples projets, il devient désormais un Programme SANRU (SANRU PROGRAM) en lieu et place de projet SANRU. Ce développement va continuer, et SANRU, grâce à son organisation et à sa forte présence dans le pays, sera retenu parmi les nouveaux Principaux Récipiendaires du Fond Mondial depuis 2010 pour la lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA.

209. Dès lors il était devenu impérieux d'adapter l'organisation aux nouvelles exigences des bailleurs en matière de gestion, redevabilité et de gouvernance. C'est dans ce contexte que le Programme SANRU va se muer en une ASBL (Association Sans But Lucratif) qui obtiendra sa personnalité juridique le 3 Novembre 2011, selon l'Arrêté ministériel N° 613/CAB/MIN/J&DH/2011.

210. SANRU se veut être le partenaire important pour la promotion des soins de santé primaires pour tous et par tous et de développement en RD Congo. Elle a pour mission de : (i) Renforcer la fonctionnalité des ZS par l'amélioration de l'accès à l'offre de services de santé ; (ii) Renforcer les capacités des acteurs à tous les niveaux du système de santé ; (iii) Promouvoir la participation communautaire dans la gestion des services de santé et la résolution des problèmes y relatif.

211. SANRU développe comme valeurs notamment : (i) le respect de la vie humaine sous toutes ses formes ; (ii) l'amour du prochain et du travail bien fait ; (iii) l'intégrité morale ; (iv) la non-discrimination ; (v) l'équité et la justice ; (vi) la performance dans le travail et ; (viii) la créativité et le sens du leadership.

212. Elle intervient dans la lutte contre le Paludisme, la promotion de la santé maternelle et infantile, la conversion des infirmiers en sage femmes, la surveillance à base communautaire des maladies de l'enfance évitables par la vaccination, l'appui communautaire au Programme Élargi de Vaccination à travers les CAC, la Planification familiale, la lutte contre le VIH, le renforcement du système de santé, la lutte contre la Tuberculose et la lutte contre la COVID19.

213. Dans son champ d'actions, SANRU Asbl couvre toutes les 519 Zones de Santé des 26 provinces que compte la RD Congo. A travers ses différents domaines d'interventions, SANRU a contribué efficacement dans le développement du système de santé de la RD Congo à travers ses différents projets en apportant une réponse humanitaire axée sur les besoins communautaires de santé publique : « La santé pour tous et par tous ».

214. Résultats / impact : Pour le Secteur privé : au total 2263 sur 3400 personnes prévues, ont été formés dans les FOSA, Officines et les points des ventes (PDV) soit une proportion de 66,5%. Cette formation a eu lieu dans les différentes villes (Bunia, Goma, Kikwit, Kindu, Kisangani et Matadi).



215. Pour la Malaria Routine : 130 Participants ont bénéficié d'un recadrage sur l'amélioration de la qualité de la mise en œuvre des interventions de la subvention du Fonds Mondial NMF3 et la mitigation de l'impact COVID -19 sur les trois maladies financées par le FM. Cet atelier a été organisé en 4 pools (pool Kwilu à Kikwit, pool Sud Ubangi à Gemena, pool Tshopo à Kisangani et pool Nord Kivu à Goma) entre les mois de mai et Juin de l'année 2022 qui avait réuni tous les contrôleurs provinciaux et les cadres des SR. Pour la campagne de distribution des MILDs : formation des agents de suivi, des superviseurs indépendants et autres acteurs de mise en oeuvre sur la Campagne MILDs avec un accent sur la gestion du logiciel ODK. Pour le GVAX : 1454 personnes ont été formées sur 1 477 prévues dont 966 Leaders locaux identifiés (religieux, APA, soldats, politiques, SCO, femmes, guérisseurs, entreprises), les gardiens, les religieux influents et les prestataires de santé, 176 Agents communautaires, 235 des personnels soignants formés, 35 personnel de la vaccination de routine et des nouveaux sites à la saisie des données à l'aide de DHIS2 et 42 Professionnels des médias. Pour le T-BLON : au cours de l'année 2022, TBLON a soutenu la formation de 1499 personnes, dont 928 ho-mmes et 280 femmes : ce résultat représente une proportion de [81%] de la ciblée fixée de personnes à former pour le l'année 2022. Les différentes sessions de formation se



sont concentrées sur la recherche des contacts, le transport sécurisé des échantillons et le dépistage de la tuberculose dans les services de santé hospitaliers dans 6 DPS (Kasaï-Central, Kasaï-Oriental, Lomami, Sankuru, Sud-Kivu et Tanganyika). Pour BOMOYI : 240 sage-femmes formées ont été déployés dans les FOSA des 2 provinces : Maniema et Kasaï soit une proportion de 198% du cible attendue.

216. Pour DREPA CII: 166 personnes formées par lieu et thématique dans le cadre de la mise en œuvre du projet dont 75 Sage-femmes au prélèvement sur le diagnostic de la Drépanocytose et par le TDR, 20 Paires éducatrices, 24 Prestataires à la Prise en charge de la drépanocytose, 30 Relais communautaires et 10 Membres de l'OACUmbrella Foundation asbl en gestion financière & logistique, sensibilisation et plaidoyer. Pour GAVI : la DPS Kinshasa a organisé la formation formelle des CAC grâce à la mutualisation avec les Fonds Mondial, étant donné que GAVI OSC a financé l'installation 4165 nouvelles CAC et 734 CAC refroidies, les Fonds Mondial a appuyé la formation de la cascade pour l'installation des CAC dans les ZS et la formation des 7302 RECO en paquets paludisme, VIH/Sida, Tuberculose et PEV (technique de communication et vaccination). Pour la COVID-19: 30 869 personnes ont été formées en 2022 dont principalement 28.670 relais communautaires. Ils ont été renforcés en capacités dans les 9

provinces prioritaires sur le management, la prévention et la prise en charge communautaire intégrée du paludisme, VIH, Tuberculose et COVID-19.

Les autres formations concernent les journalistes et cadres de la Riposte et du Ministère.

35) Eglise Néo Apostolique de la RDC-Ouest

217. C'est une ASBL confessionnelle de droit congolais dont le siège social est établi à Kinshasa, au n°11 sur la 18ème Rue Industriel dans la Commune de Limete, a pour mission l'évangélisation et s'est engagée sur des thèmes favorisant un développement structurel des populations locales, comme moyen de construction d'une société plus prospère, en développant et activant les programmes orientés vers l'éducation, la santé, la formation professionnelle ; l'agriculture, la pêche et l'élevage. Elle intervient dans les provinces du Kongo Central, du Kwango et la ville de Kinshasa dans les domaines de la santé, de la

formation professionnelle, de l'agriculture, de pêche et élevage et le développement communautaire. Elle exécute plusieurs projets dont notamment : (i) le projet d'autonomisation et la réinsertion des filles-mères et garçons ayant dépassé l'âge scolaire à travers son centre de formation, en organisant les sessions de formation dans les filières de la coupe et couture pour les filles et la menuiserie pour les garçons et (ii) le projet de prise en charge sanitaire des populations locales à travers son centre de santé à Limete.

36) Fondation Denise NYAKERU

218. C'est un Etablissement d'Utilité Publique de droit congolais dont le siège social est situé à Kinshasa, sur l'avenue Colonel Mondjiba n°226 dans la Commune de Ngaliema.



219. Elle intervient dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la lutte contre les violences basées sur le genre et de l'autonomisation de la femme congolaise en exécutant les projets et programmes dont notamment : (i) le projet sur la prise en charge des drépanocytoses, par la création d'un hôpital de référence, (ii) le projet de réhabilitation et création des maisons de la femme, (iii) le projet Excellentia, pour promouvoir la culture de l'excellence, (iv) le projet de création des cantines dans les camps militaires pour la

vente à moindre coût, (v) le projet de création des pôles agricoles pour valoriser l'agriculture faite par la femme, (vi) le projet de formation des femmes en vue de participer au projet d'un partenaire pour la création d'une unité de montage des ordinateurs portables, (vii) Le projet de réhabilitation du centre drépanocytose de Mabanga, (viii) le projet de réhabilitation du centre féminin Marie Antoinette et (ix) le projet de réhabilitation du centre hospitalier du Camp KOKOLO.

37) Centre de Recherche Appliquée et de Développement « CRAD »

220. Centre de Recherche Appliquée et de Développement, en sigle « CRAD » est une Organisation Non Gouvernementale de droit congolais ayant pour but principal de contribuer à l'amélioration équitable des conditions de vies des populations congolaises. Elle intervient dans les domaines de la santé publique, de soins cliniques, d'hygiène, de l'eau et de l'assainissement, la nutrition, l'éducation, et d'autres domaines qui contribuent au développement social et sanitaire de l'humanité.

221. Les domaines programmatiques spécifiques pour le développement sont les suivants : (i) les maladies infectieuses et les maladies non transmissibles, (ii) le renforcement du système de santé, (iii) la nutrition : la prévention et la prise en charge de malnutrition aigüe, (iv) l'amélioration de la qualité des services, (v) la vaccinologie, (vi) l'Hygiène, l'eau et la santé de l'environnement et (vii) la protection des ressources naturelles et de la biodiversité.

Le Centre de Recherche Appliquée et de Développement met en œuvre les projets et ou programmes ci-après :

- *Mobilisation communautaire pour la plantation des arbres dans le plateau de Bateke dans la ville province de Kinshasa pour la lutte contre le réchauffement climatique,*
- *Mobilisation sociale et organisation des communautés de Lusambo (province de Sankuru) pour l'élevage des lapins ;*
- *Organisation du Club des fermiers de Kikwit (Province de Kwilu) pour la plantation des légumes et aucune famille sans jardin potager pour lutter contre la malnutrition ;*
- *Projet de mobilisation et organisation communautaire pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles et lutte contre les grossesses précoces à Pakadjuma dans la commune de Limeté à Kinshasa*
- *Projet de mobilisation et organisation communautaire pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles et lutte contre les grossesses précoces à Lodja dans la province de Sankuru*
- *Projet de Renforcement de la communication pour la prévention de la malnutrition au niveau de la communauté au Kasai-Oriental*

- Programme d'encadrement et d'alphabétisation de 500 mères célibataires à Walikale dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu.
- Projet de Renforcement de la communication pour la prévention de la malnutrition au niveau de la communauté à Tanganyika
- Programme d'appui à l'hôpital Général de Référence de Maluku à Kinshasa à Kinshasa.
- Community-driven VAS+D and MMS distribution to enhance universal coverage in Menkao health area in the Democratic Republic of the Congo: A formative study avec l'appui de Vitamin Angels
- Programme de distribution gratuite de la Vitamine A pour la supplémentation et de l'Albendazole pour le déparasitage aux enfants de moins de 5 ans dans 15 provinces de la RDC.

RÉSULTATS / IMPACTS :

« Programme de distribution gratuite de la Vitamine A pour la supplémentation et de l'Albendazole pour le déparasitage de 60% des enfants de moins de 5 ans dans 15 provinces de la RDC » et le « Programme de distribution gratuite des Multi Micronutriments de supplémentation (MMS) pour les femmes enceintes et allaitantes dans 17 provinces de la RDC »; Appui à certaines Organisations Non Gouvernementales en intrants nutritionnels ; la formation du personnel soignant.

38) Management Sciences For Health

222. Management Sciences for Health est une Organisation qui apporte une assistance pour le renforcement du système de santé dans les Etats fragiles où des années de conflit ont considérablement affaibli le système de santé. Le travail se fait au niveau local pour soutenir les interventions les plus élémentaires dans la reconstruction du système de santé de la RDC.

223. Elle s'associe à des dizaines de pays pour renforcer les fondations de leurs systèmes de santé. Actuellement, elle est dans plus de 30 pays et depuis 1971, les années antérieures, elle était dans plus de 150 pays. Certains de leurs projets sont spécifiques à un pays et d'autres sont mondiaux, couvrant de nombreux pays dans un domaine technique. En RDC, son bureau de représentation est situé sur l'avenue des Citronniers, numéro 4, (Près du Café Mozart)

Commune de Gombe, Ville-province de Kinshasa.

224. Management Science for Health a pour mission de sauver des vies et améliorer la santé des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde en mettant en place des systèmes de santé solides, résilients et durables. Un monde où chacun a la possibilité de mener une vie saine. Elle œuvre dans le domaine santé, mais elle privilégie les domaines de l'éducation, santé, agriculture, formation professionnelle et protection sociale.



225. La République Démocratique du Congo qui est l'un des bénéficiaires de ce programme : Médecine, Technologies and Pharmaceutiques Services « MTaPS » en sigle apporte son appui à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, à savoir : Central ou national ; intermédiaire ou provincial et ; opérationnel ou niveau zones de santé, structures de prestation de soins et communautaire.
226. Le Programme MTaPS² couvre 5 portefeuilles : GHSA, Santé de mère du nouveau-né et de l'enfant, planification familiale, chaîne d'approvisionnement secteur privé et une urgence de riposte contre l'épidémie de Mpox.
227. En fonction des portefeuilles, le projet couvre 6 provinces, 16 zones de santé, 22 hôpitaux et 166 formations sanitaires, pour une population ciblée d'à peine 200.000 habitants (Nord et Sud-Kivu).
228. Résultats / Impact : les outils développés avec l'appui de MSH à travers le Projet USAID-MTaPS ont eu pour effets de : Répertoire National des médicaments enregistrés en RDC ; Plan National de lutte contre la Résistance aux Antimicrobiens ; Cadre de suivi du plan d'action sur la RAM ; Liste Nationale des Médicaments Essentiels intégrant la classification AWaRe, version 2020 ; Outil de quantification des Commodités de la SMNE ; Guide National sur l'utilisation des antibiotiques dans les Etablissement des soins en RDC (en cours de finalisation) ; Outil IPCAF mis à jour en vue de l'évaluation des conditions de Protection et contrôle des infections au niveau central, au niveau des

Etablissements de Soins et dans le secteur animal ; Modules de formation des Comités Pharmaco-thérapeutiques dans les hôpitaux, et Cadre CQI AMS adapté ; 25 Membres de la Commission Nationale d'homologation des Médicaments en RDC de Kinshasa formés ; 230 personnes formées en Gestion des commodités et utilisation d'outils Papiers dans toutes les ZS sous appui dans les deux Provinces du Nord-Kivu et d'Ituri ; 132 Membres des DTC des 12 Hôpitaux en Usage Rational des médicaments et utilisation optimale des antibiotiques en particulier de Kinshasa, Goma, Bunia, Lubumbashi et Kolwezi formés ; 340 membres des CODESAs en Cogestion et suivi de l'utilisation des médicaments au Centre de Santé du Nord Kivu et Ituri ; 22 Ateliers de Mis en place des Unités techniques de Gestion Logistiques à Bunia & Goma ; 60 Ateliers d'appui à la rationalisation de cout des produits médicaux en RDC à Kinshasa, Kisangani et Tshikapa ; 33 Cadres des DPS et ZS en PCI-MPX dans les Provinces de la Tshopo et du Kasai ; 230 personnes formées en PCI des Prestataires des Etablissements de Santé, et Membres de la Communauté dans les Provinces de la Tshopo dans les Zones de Santé de Yakusu, Yabaondo & Yahuma ; Ndekese, Mutena & Dans le Kasai ; 40 personnes formées sur Workshop sur l'élaboration des protocoles de prise en charge pour carbétocine thermostable, Acide tranexamique et acide folique, ainsi que la mise à jour Job aid de l'utilisation de l'Amoxicilline et la vulgarisation à Matadi, Goma et Bunia.

² Médecine, Technologies and Pharmaceutiques Services

39) War Child « WCH »

229. War Child, en sigle WCH, est Organisation Non Gouvernementale de droit Hollandais et a pour vision de créer un impact durable pour les enfants et les jeunes vulnérables en les soutenant et en leur donnant les moyens de façonner leur propre avenir, avec les partenaires étatiques et non étatiques, les tuteurs et les communautés.

230. Son siège social est basé sur Helmholtzstraat 61 G, 1098LE Amsterdam 1098 LE, Pays-Bas. WCH est en République Démocratique du Congo depuis 2003 et son bureau de représentation est établi au numéro 80, av. du Gouverneur, Ibanda, Bukavu, Sud-Kivu. Elle a comme objectif de donner aux enfants et aux jeunes touchés par des conflits armés l'occasion de jouir totalement de leurs droits et de vivre dans des sociétés qui respectent leurs droits.

231. WCH intervient dans la Province du Sud-Kivu à Bukavu, Uvira, Baraka, et dans les territoires de Fizi, Kalehe, Mwenga, Walungu, Kabare), et dans la Province du Maniema à Kabambare.

232. La programmation de War child est basée sur les droits de l'enfance et utilise une approche holistique quant aux situations où se trouvent les enfants et les jeunes.

233. Le système d'intervention de War child est un système intégré de domaines suivant : (i) la protection de l'enfant, (ii) l'éducation, (iii) le soutien psychosocial et (iv) Emploi des jeunes et employabilité des jeunes (formation professionnelle).



234. On observe un afflux des enfants dans une salle de classe à Fizi n'ayant pas suffisamment de pupitre, ils sont assis par terre.

235. WCH mets l'enfant et le jeune au centre de toutes ses interventions ainsi que les adultes qui les entourent (parents, enseignants, etc.).

236. WCH réalise les projets suivants notamment : (i) DRC Joint response 5, Dutch Relief Alliance (DRA) dans les territoires de Fizi : Zone de santé de Fizi et de Nundu et Kalehe : Zone de santé de Bunyakiri pour un montant de 2.278.238,37€ financé par le Ministère des affaires étrangères de la Hollande ; (ii) Réponse d'Education en urgence pour assurer l'accès et le maintien à une éducation inclusive et pertinente de qualité de 5,588 filles et garçons (âgés de 6 à 17 ans) affectées par les urgences humanitaires, ainsi qu'en situation de vulnérabilité dans la zone de santé de Fizi financé à 105.196 \$US par UNICEF/CERF . (La photo ci-dessous concerne la réhabilitation en cours des salles des classes à Fizi)

237. WCH encourage notamment l'implication totale des toutes les parties prenantes, à travers le mécanisme de pérennisation des projets, surtout: (i) le Gouvernement (tous les services techniques par domaine (EPST, DIVAS, DIVIGENRE, DIVIJEUNESSE ...), les autorités locales et leaders locaux et les bénéficiaires (Dans le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation des projets) à travers le principe de redevabilité. WCH appuie les partie prenantes par le renforcement des capacités, la mise en œuvre des activités par les membres des communautés (Réseau communautaire de la protection de l'enfant 'RECOPE'; facilitateur communautaires, agents psychosociaux ...) et la mise en œuvre des projets à travers les ONG nationale.
238. Parmi les défis relevés, on note l'accès difficile à certains sites d'intervention du fait de l'insécurité et de l'état des routes, l'absence de réseau téléphonique ou internet dans certaines zones d'interventions, l'instabilité sécuritaire



dans l'Est de la RD Congo ne favorise pas le développement communautaire et met à mal la stabilité des familles et leur rôle protecteur des enfants. Ceci expose toujours les enfants à de grands risques surtout le recrutement dans les groupes armés et violences de toute sorte.

239. D'autres défis majeurs, la présence continue des déplacés internes dans nos zones d'intervention avec des besoins multiples (abris, nutrition, santé, etc.) que WCH ne peut pas couvrir parce que ne faisant pas parties de son expertise et de son mandat et le début tardif de certains projets en attente de la signature du contrat par les bailleurs.



Photo : Activité récréative TeamUP dans le domaine de l'appui psychosocial

240. Concernant le succès, un cadre de collaboration satisfaisant avec les acteurs étatiques intervenants dans les domaines de la protection de l'enfant et de l'éducation; un renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre; plusieurs Enfants associés aux

groupes armés et enfants non accompagnés ont bénéficiés d'une prise en charge selon le processus d'identification documentation, tracing et réunification familiale (IDTR) et une acceptation de War child dans le Zone intervention.

RÉSULTATS / IMPACT :

30.187 personnes (10.438 garçons, 10.064 filles, 4.787 hommes et 4.898 filles) touchées par le projet DRC Joint response 5, Dutch Relief Alliance (DRA) ; **8.726 personnes** (4.038 garçons, 4.465 filles, 154 hommes et 69 femmes) bénéficiaires du projet CERF/UNICEF Fizi (Réponse d'Education en urgence) contre 5.753 personnes prévues ; (iii) **2655** personnes bénéficiaires du projet UNICEF Kalehe contre 878 prévus ; (iv) **4.363** personnes bénéficiaires du projet FHRDC/Kabambare contre 3.154 prévus.

4- Du financement des ONG internationales

Tableau n° 6 : Financements décaissés par secteur en faveur des ONG internationales

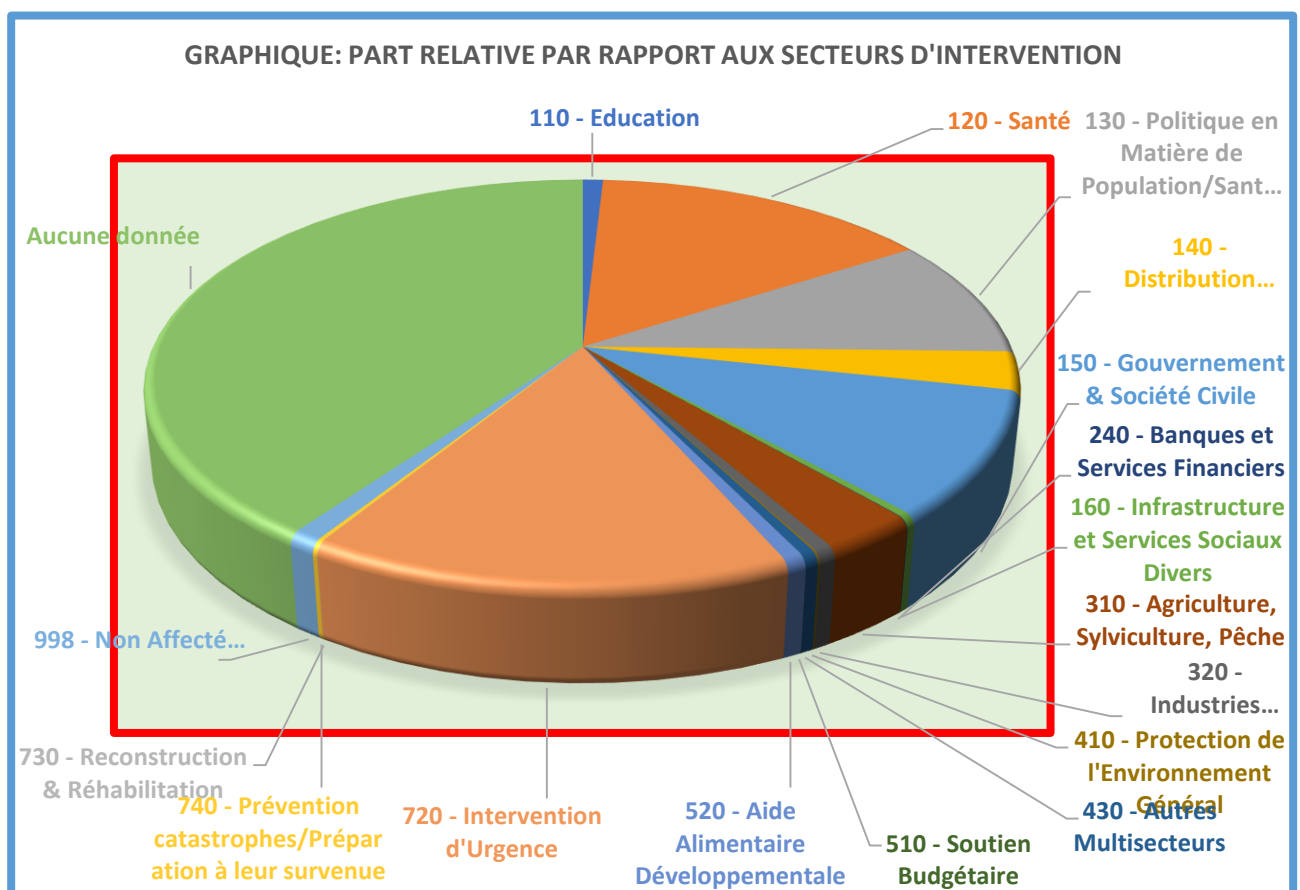
Secteurs	2019	2020	2021	2022	2023 (mi-octobre)	Cumul 2018-2023 (mi-octobre)	Part relative
110 - Education	4 259 557,45	2 438 403,95	1 255 829,51	435 867,56	233 114,44	8 622 772,91	0,89%
120 - Santé	25 736 252,99	43 881 751,17	34 756 446,06	28 128 596,05	12 531 284,15	145 034 330,42	14,99%
130 - Politique en Matière de Population/Santé et Fertilité	29 303 571,97	31 229 664,28	19 609 904,33	8 440 061,22	3 353 743,12	91 936 944,92	9,50%
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	6 862 535,34	9 621 362,49	9 258 365,62	3 387 116,66	425 335,34	29 554 715,45	3,05%
150 - Gouvernement & Société Civile	15 249 805,55	20 847 768,86	29 782 537,33	18 775 778,38	11 374 314,98	96 030 205,10	9,92%
160 - Infrastructure et Services Sociaux Divers	180 869,91	2 122 992,76	316 356,87	304 914,64	217 939,35	3 143 073,53	0,32%
240 - Banques et Services Financiers	27 881,00			227 577,98		255 458,98	0,03%
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	8 353 384,13	4 774 888,69	9 980 691,12	5 910 735,55	366 720,29	29 386 419,78	3,04%
320 - Industries Manufacturières, Extractives, Construction	235 060,27	1 263 327,07	2 325 573,36	1 478 208,23	297 773,83	5 599 942,76	0,58%
410 - Protection de l'Environnement Général	228 847,54	191 999,92	4 507,70		131 961,94	557 317,10	0,06%
430 - Autres Multisecteurs	1 714 528,63	1 024 872,71	547 927,07	624 870,11	404 577,65	4 316 776,17	0,45%
510 - Soutien Budgétaire					43 922,99	43 922,99	0,00%
520 - Aide Alimentaire Développementale	274 358,81	14 296,93	1 181 708,00	3 778 140,00	838 976,00	6 087 479,74	0,63%
720 - Intervention d'Urgence	21 553 888,20	51 062 945,61	29 647 868,64	39 458 604,33	6 536 406,07	148 259 712,85	15,32%
730 - Reconstruction & Réhabilitation	84 859,28					84 859,28	0,01%
740 - Prévention catastrophes/Préparation à leur survenue	252 592,05	14 337,13	291 844,53	929 206,74	161 167,12	1 649 147,57	0,17%
998 - Non Affecté / Non Spécifié	3 576 046,74	1 654 071,94	2 658 435,14	806 844,12	51 667,48	8 747 065,42	0,90%
Aucune donnée	83 957 918,87	83 776 523,34	93 276 908,15	67 104 276,87	60 437 083,21	388 552 710,44	40,15%
Total général	201 851 958,73	253 919 206,85	234 894 903,43	179 790 798,42	97 405 987,94	967 862 855,37	100,00%

Source: PGAI, Calcul de la DCRE, Ministère du Plan, site web ITIA, octobre 2023

241. Les Organisations non Gouvernementales, de droit étranger, assurent les financements de leurs projets, soit par les fonds reçus des Etats, des bailleurs de fonds privés ou des organisations internationales, soit au moyen de leurs fonds propres composés de dons des particuliers et/ou des entreprises privées, legs et collectes diverses. Ci-joint le tableau des financements décaissés en faveur des ONG internationales en République Démocratique du Congo.

242. Les décaissements cumulés pour le financement des interventions en faveur des ONG internationales en RDC, pour la période de 2019 à mi-octobre 2023, se

sont élevés à un coût global de 967,862 millions de dollars américains comme le renseigne le tableau n°6, relatif aux financements décaissés pour la période sus-évoquée. En effet, il est constaté que certains financements décaissés qui s'élèvent à 388,552 millions de dollars américains pour la rubrique « **Aucune donnée** », représentant ainsi 40,15% du montant cumulé, pour cette même période sous analyse, porteraient à croire que ce sont des frais de gestion pour le fonctionnement des ONG et une autre rubrique non négligeable « **non affecté/non spécifié** » aux différents secteurs a bénéficié de 8,747 millions de dollars américains, soit 0,90% du cumul, poseraient le problème de traçabilité.



243. Par ailleurs, les décaissements des interventions d'urgences ont atteint 15,32% du montant global, suivi de 14,99% pour le secteur de la santé, 9,92% pour la Gouvernance et société civile, 9,50% pour la Politique en matière de population (santé et fertilité) ainsi que 3,05% et 3,04% respectivement pour la distribution d'eau & Assainissement et le secteur d'agriculture, sylviculture et pêche. Pour les autres secteurs, ils sont chacun à moins de 1% du cout global des décaissements effectués pour la période sous analyse comme l'indique le tableau susmentionné, relatif aux financements décaissés par secteur.

244. Les Organisations non gouvernementales (ONG) sont définies comme des Associations à But Non Lucratif et ayant pour objet d'apporter leur appui au développement de la RDC et agréées en cette qualité par le Gouvernement.

245. En effet, la place assez importante que les ONG ont pris ces dernières décennies dans le processus de l'aide au

développement et leur rôle croissant dans le développement national les positionnent comme de véritables partenaires technique et financiers (PTF) à l'image des bailleurs multilatéraux ou bilatéraux.

246. C'est pourquoi, face au rôle de plus en plus important des ONG dans le développement du pays et à la nécessité d'une plus grande harmonisation et cohérence des règles et procédures, l'outil sur le Programme d'Investissement de deux ans s'avère important et nécessaire afin d'encadrer les interventions des ONG dans le territoire national et pour pallier à la difficulté de traçabilité de tous les flux des financements décaissés par les Organisations Non Gouvernementales en faveur de la République Démocratique du Congo. Ainsi, l'élaboration du Programme d'Investissement de l'ONG et ses procédures d'approbation et de suivi évaluation constituent des innovations pour le déroulement des activités des ONG.

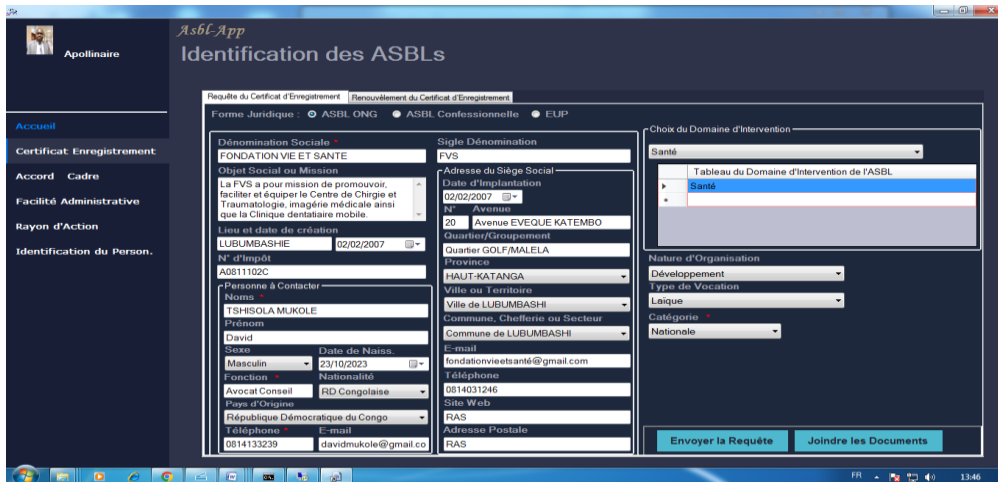
5- Implémentation des données des ASBL/EUP dans la base des données

247. Pour répondre aux préoccupations des acteurs publics qui s'interrogent sur la capacité réelle du Ministère du Plan à assurer le suivi des ASBL/EUP et leurs actions, la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE) avec l'appui de la Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC) du Plan

ont conçu et implémenté une application informatique dénommée : « Asbl.App » pour renforcer la gestion en matière d'interventions des ASBL/EUP en République Démocratique du Congo.

248. Le développement de cette application a déjà atteint à titre expérimental plus de soixante-dix (70) ASBL et EUP qui sont identifiés à travers cette application.

Tableau n° 7 : Identification des ASBL/EUP



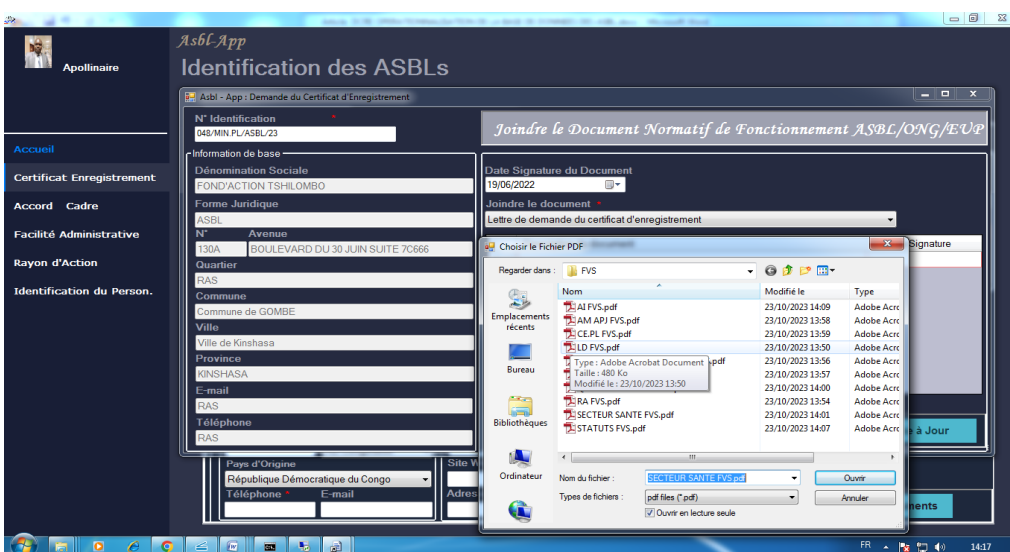
Source : DCRE, Ministère du Plan, octobre 2023

249. Les fonctionnalités expérimentées qui sont complètement opérationnelles sont les suivantes : (i) l'identification des ASBL/EUP par catégorie et domaine d'intervention suivant la commune, le secteur, la chefferie, la ville, le territoire et la province du siège social d'implantation ; (ii) l'archivage électronique des documents de la requête partant de la demande d'enregistrement en passant par l'ordre de mission et le rapport de visite sur terrain, la note de perception, l'attestation de paiement et le certificat d'enregistrement ; (iii) le suivi des

interventions des ASBL/EUP suivant la commune, le secteur, la chefferie, la ville, le territoire et la province de rayon d'action et (iv) l'identification du personnel pour permettre au Ministère du Plan d'assurer le suivi des ressources humaines des ASBL/EUP au prescrit de la Loi n° 004/2001 aux points 3 et 4 de l'article 37 et de l'article 42.

250. Le tableau ci-dessous illustre la demande d'enregistrement et l'archivage électronique de plus de soixante-dix (70) dossiers des ASBL/EUP numérisés et archivés à travers cette application.

Tableau n° 8 : Demande d'enregistrement et archivage électronique des documents



Source : DCRE, Ministère du Plan, octobre 2023

251. Cependant, cette application doit être complétée par quelques fonctionnalités mobiles qui permettraient de faciliter la collecte automatique des données notamment sur :

- *La demande d'enregistrement, d'accord cadre et des facilités administratives et fiscales ;*
- *L'intégration Interface de Programmation d'Application (API) avec DGRAD pour la génération des notes de perception consécutives à l'enregistrement d'une ONG ;*
- *Intégration API avec les banques et mobiles money pour le paiement des notes de perception.*

252. Parmi les innovations, l'Accord-cadre conclu sera accompagné d'un Programme d'Investissement de l'ONG déjà intégré dans l'Application API afin de permettre le suivi et l'évaluation à tout le niveau des parties prenantes. En outre, cette opérationnalisation de la base des données des ASBL/EUP va conduire le Ministère du Plan à élaborer la cartographie des interventions des ONG internationales afin de guider la décision des autorités.

Le tableau ci-après illustre le format de la liste des ASBL/EUP identifiés parmi les inputs de la base des données mise en place avec l'appui de la DANTIC.

Tableau n° 9 : Illustration de la liste des ASBL/EUP identifiés et leurs dossiers physiques numérisés issue de la base des données

Identifiant	Denomination	Sigle	Forme Juridique	N°	Avenue	Quartier	Commune	Province	Noms	Fonction	Telephone 1	Email 1
012/MIN.PL/ASBL/23	CONGO EN SAUT PAR L'AUTONOMISATION ET DE...	CESADEMA	ASBL	-	PANDANG'A	PAKWONG'A	Secteur de ...	ITURI	ALIANGO U...	Coordonnat...	0812411931	cesademah...
018/MIN.PL/ASBL/23	ASSOCIATION BANA MUTSHIA	ABM	ASBL	01	Avenue FO...	Quartier ONL	Commune de...	KINSHASA	NZUANGU	Présidente	RAS	RAS
020/MIN.PL/ASBL/23	PLATEFORME DES ORGANISATIONS DE SOLIDARI...	FORIM/RDC	ASBL	01	Avenue NZ...	Quartier DIC	Commune de...	KINSHASA	KAPATA M...	Président	0829460756	marymutang...
066/MIN.PL/ASBL/23	ACTION COMMUNAUTAIRE CONTRE LA POAUVRE...	ACOPA-ONGD	ASBL	02	Avenue du L...	Quartier HIMBI	Commune de...	NORD-KIVU	KANYAMU...	Président	0973420994	acopaongdc...
027/MIN.PL/ASBL/23	BRIDGEWAY CHARITABLE FOUNDATION	BCF	ASBL	03	Avenue Acc...	Quartier LES...	Commune de...	NORD-KIVU	MUTOMBO	Avocat Con...	0810555559	ntumbalawfir...
032/MIN.PL/ASBL/23	EXPERTISE DE CONSULTATION, D'EXECUTION, D...	ECESUCOMAD	ASBL	04	Avenue BU...	Quartier MA...	Commune de...	KINSHASA	MAFUTA FA...	Représenta...	0815888049	
045/MIN.PL/ASBL/23	CONGO ESPOIRE	COE	ASBL	07	Avenue KE...	Quartier MA...	Commune de...	KINSHASA	KIBIBI LUKI...	Fondatrice e...	0999908404	congoespoir...
067/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION SUISSE POUR LA COOPERATION TEC...	SUISSCONT...	ASBL	09	Avenue LUN...	Quartier MU...	Commune d'1...	SUD-KIVU	POULIOT	Représenta...	41444541797	info@suissc...
025/MIN.PL/ASBL/23	RESSOURCES MATTERS	RM	ASBL	1	Avenue DE ...	RAS	Commune de...	KINSHASA	OKENDA L...	Directeur ind...	0829781977	jp.okenda@...
044/MIN.PL/ASBL/23	COQUILHATVILLE SAIN	COQ SAIN	ASBL	1	Avenue RO...	Quartier MA...	Commune de...	EQUATEUR	NDJOKU N...	Fondatrice e...	0822340642	coqsain1@g...
049/MIN.PL/ASBL/23	REASEAU NATIONAL DES ACTIVITES DES DROIT ...	RNADESC-A...	ASBL	10770	Avenue DE L...	Quartier SAL...	Commune de...	KINSHASA	KATEMBO ...	Président	0856133393	papyluete@...
04/MIN.PL/ASBL/23	BUREAU DE FORMATION ET DE RECHERCHES PO...	BUFORDI	ASBL	12	Avenue AVE...	Quartier BAS...	Commune de...	KINSHASA	MUIKA KAT...	Présidente	0998169708	ngutubob@...
010/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION DIDIER LOLA	FODILO	ASBL	125 bis	Avenue TSH...	Quartier NG...	Commune de...	KINSHASA	LOLA OMO...	Président	0998420643	fodiloasbl@...
024/MIN.PL/ASBL/23	ONE ACRE FUND/FONDS D'UN ACRE	OAF	ASBL	13	Avenue des ...	Quartier des ...	Commune de...	KINSHASA	KABANGE ...	Avocat cons...	0819520333	secretariat@...
048/MIN.PL/ASBL/23	FOND'ACTION TSHILOMBO	RAS	ASBL	130A	BOULEVAR...	RAS	Commune de...	KINSHASA	KAMBALA T...	Directeur-ch...	RAS	RAS
017/MIN.PL/ASBL/23	ASSOCIATION DES ROTARY CLUB DU CONGO	ARCC	ASBL	131	Avenue KAS...	Quartier GOLF	Commune de...	KINSHASA	KALALA NT...	Président	0815004949	kalntumb@y...
054/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION JEAN SOKI	FJS	ASBL	143	avenue LUT...	quartier MO...	Commune de...	KWILU	SOKI KALAKI	PRESIDENT	RAS	jeansoki03...
019/MIN.PL/ASBL/23	MAENDELEO KWETU	MAEK	ASBL	15	Avenue KIG...	RAS	Commune de...	KINSHASA	MUSSA KA...	Président	0813505930	maendeleok...
023/MIN.PL/ASBL/23	PLATE FORME DES ARTISANTS DE KINSHASA	PAK	ASBL	15	Avenue MB...	Quartier UPN	Commune de...	KINSHASA	WAWA IBA...	Président	0813792601	Pakasbl@g...
068/MIN.PL/ASBL/23	NUOVI ORIZZONTI VIVERE L'ADOZIONE	NOVA	ASBL	165	Avenue AVE...	Quartier BAS...	Commune de...	KINSHASA	BAKEKIKI	Représenta...	0899534964	christianbak...
021/MIN.PL/ASBL/23	MERCI MAMAN	MM	ASBL	19	Avenue MO...	Quartier MO...	Commune de...	KINSHASA	MABIALA N...	Présidente	0817005555	sadymabiala...
09/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION YAMBA	FOYAM	ASBL	1998	Boulevard M'	Quartier GA...	Commune de...	HAUT-KATA...	YAMBA TS...	Président	0859293706	moiseyam7...
056/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION VIE ET SANTE	FVS	ASBL	20	Avenue EVE...	Quartier GOL...	Commune de...	HAUT-KATA...	TSHISOLA ...	Avocat Con...	0814133239	davidmukole...
015/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION LA TULIPE	FLT	ASBL	23/27C	Avenue GAL...	Quartier KIN...	Commune de...	KINSHASA	MBOMBO N...	Présidente	0822032855	fondationlat...
047/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION CHRISTELLE MUADI	FCM	ASBL	25	Avenue KAP...	Quartier LUB...	Commune de...	KASAI-ORIEN...	MUADI TSH...	Présidente	RAS	RAS
034/MIN.PL/ASBL/23	ACADEMIE NATIONALE PAYSANNE AU CONGO	ANPC	ASBL	274	Batiment KA...	Rue JULIEN...	Commune de...	NORD-KIVU	NZYAVAKE ...	Directrice N...	0814740446	anpc.rdc@g...
06/MIN.PL/ASBL/23	FONDATION ANDREAS	ANDREAS	ASBL	29	Avenue KIM...	Quartier BAO...	Commune de...	KINSHASA	BANGU MO...	Président	0820590090	andreascd...

Source : Base des données, DCRE, Ministère du Plan, octobre 2023

6- Des difficultés

253. Le fait que les missions d'évaluations des activités des ONG internationales, et même nationales ne sont effectuées qu'à la demande des ONG suivant les besoins exprimés par elles, constituent une difficulté, car ces missions sont limitées par notamment leur objet, leur durée, leur domaine d'intervention et le choix du site. Par ailleurs, elles ne constituent qu'un échantillon et cela ne permet pas, à titre illustratif, l'élaboration du rapport synthèse sur les interventions des ONG des droits étrangers.
254. Par ailleurs, la prise en charge des missions d'évaluation sur terrain par les ONG requérantes limite l'action du Ministère du Plan quant à collecte des données. Aussi, le manque du Programme d'Investissement de l'ONG ne donne pas accès aux informations ayant trait aux ressources mobilisées ou à mobiliser. Il ne favorise pas non plus un bon suivi des activités des ONG sur terrain en ce qui concernent leur contribution au développement du pays. Ce qui justifierait la non-exhaustivité des informations à recueillir par les missionnaires. D'où la difficulté pour le Ministère du Plan de contrevérifier et maîtriser certaines informations notamment sur les flux financiers des ONG des droits étrangers qui sont fournies par d'autres sources comme l'ITIA³.
255. Le manque de véhicule pour la mobilité du service entrave souvent son bon fonctionnement notamment dans le dispatching des courriers, des certaines visites de terrain dans la Ville-Province de Kinshasa et autres courses de service.
256. Enfin, à la suite de la non opérationnalisation du serveur et de la base de des données les deux dernières années, la Direction de la Coordination des Ressources extérieures a eu du mal à réunir à temps réel les informations sur les activités des ONG en ce concerne notamment sur l'enregistrement en ligne des ASBL (identification, adresse du siège et du bureau de représentation, coordonnées de contact, etc.), le nombre d'emplois du personnel national et expatriés, la gestion des accords-cadres, le certificat d'enregistrement et les arrêtés interministériels ainsi la gestion des projets et programmes exécutés par les ONG étrangères.

³ International Tennis Integrity Agency

7- Des recommandations et de la Conclusion

7.1 Des recommandations

257. Il est nécessaire, au regard de ce qui précède, que la base des données des ONG soit opérationnelle et continue pour permettre l'usage à tout moment par les utilisateurs et aussi faciliter l'élaboration de la cartographie des interventions des ASBL / EUP sur toute l'étendue du territoire national par le Ministère du Plan en vue de mesurer l'impact de leurs interventions au développement du Pays et d'en assurer une orientation de la décision pour le bien-être des populations locales.

258. Concernant la mobilité du service, il s'avère nécessaire et important de doter la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures d'un véhicule afin

de lui permettre de fonctionner optimalement dans le dispatching des courriers, des certaines visites de terrain dans la Ville-Province de Kinshasa et autres courses de service.

259. Aussi pour être efficace dans le suivi des activités des ASBL/EUP, il est demandé à toute ONG qui conclue l'Accord-Cadre avec le Gouvernement d'y joindre son Programme d'Investissement de deux ans selon le canevas-type joint en annexe.

260. L'organisation de la Table Ronde desdites ONG s'avère nécessaire et indispensable pour établir des nouvelles règles de fonctionnement et renforcer leur rapport et collaboration entre elles et entre les autorités gouvernementales.

7.2 De la conclusion

261. Il est tout à fait incontestable que les ASBL / EUP contribuent, certes, au développement du Pays mais, il est aussi vrai qu'il appartient à l'Etat de se rendre à l'évidence de la mise en œuvre des projets et programmes exécutés par les ASBL/EUP en vue de peaufiner des stratégies d'accompagnement

appropriées à chaque domaine d'intervention et à chaque structure pour plus de synergie et plus de redevabilité et de transparence de leur niveau de financement mobilisé ou à mobiliser en faveur des populations, conformément à leurs engagements souscrits dans leurs Accords-Cadres.

DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : PRESENTATION DU CANEVAS-TYPE D'ELABORATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'ONG

1- PRESENTATION DE L'ONG

- 1-1 Missions
- 1-2 Situation administrative (Date de création de l'ONG et d'obtention de l'agrément, Date de signature de l'accord-cadre au cas échéant)
- 1-3 Domaines d'intervention
- 1-4 Bilan des réalisations de l'année N-1

2- PRESENTATION DU PROGRAMME

- 2-1. Objectifs (veiller à ce que les objectifs fassent ressortir des indicateurs mesurables, observables, réalisables) ;
- 2.2. Résultats attendus du Programme (en cohérence avec les objectifs spécifiques, décrire de manière claire et précise les résultats attendus du projet) Résultats qualitatifs Résultats quantitatifs
- 2-3 Articulation et cohérence avec les politiques et les stratégies nationales de développement
- 2-4 Bénéficiaires (directs, indirects)
- 2-5 Localisation

3- MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

- 3-1. Description détaillée des activités (Décrire toutes les activités à réaliser pour l'atteinte des objectifs du Programme)
- 3-2. Stratégies de mise en œuvre (méthodologie d'approche ; durée sur le terrain ; organisme d'exécution)
- 3-3. Moyens humains (Moyens humains existants, Emplois à créer)
- 3-4 Moyens financiers (Source et Structure du financement, Structure du Budget)
- 3-5. Moyens matériels (Moyens matériels existants, Moyens matériels à acquérir)

4- CALENDRIER D'EXECUTION DU PROGRAMME

- 4-1-Durée du Programme d'investissement : deux (02) ans.
- 4-2-Planning d'exécution :

5- SUIVI EVALUATION

- 5-1. Suivi évaluation du Programme par l'ONG
- 5-2. Matrice de cadre logique
- 5-3. Suivi et évaluation du Programme par le Gouvernement

ANNEXE N°2 : RÉPERTOIRE DES ASBL & EUP NATIONAUX ET ÉTRANGERS ENREGISTRÉS AU MINISTÈRE DU PLAN AU COURANT DE L'ANNÉE 2023 (FIN AOÛT)

N°	DENOMINATION	Pays d'origine	Siège social	N° d'enregistrement	Secteur d'activités	Rayon d'action	Responsable		Date de signature
							Nom, Prénom & Qualité	Contact :Télé ph,E-mail	
MOIS DE JANVIER									
1	Action sociale et sanitaire "ASOS"	RDC	08, Avenue Moto mupendo, commune de Goma, province du Nord-Kivu	2076/PL/DCRE/2023	social, santé	Nord-Kivu	Désiré BONOME NTULO		18.06.2023
2	Association des parents d'élèves des écoles catholiques "APEC"	RDC	36,Avenue Bombo,Q/ONL,commune de Kasa-Vubu	2072/PL/DCRE/2023	éducation	Kinshasa	KINDUDI MBEMBA Faustin, président national	0813072995/ 0827284316; apecnational@gmail.com	18.01.2023
3	Association pour le soutien, l'éducation la promotion de la vie et les initiatives communautaires	RDC	09; avenue Mubi, quartier 3, commune de N'djili	2073/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	héritier WAGUE, président	999637750/0 811911616	18.06.2023
4	Cadre de secours pour le développement "CASD"	RDC	06 avenue kasa-vubu, Quartier joli parc,commune de ngalieme	2073/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	TSHIBANGU MULANGA Sarah	853836933	18.06.2023
5	Fondation dos-anjos "FDA"	RDC	08, bondoma, Quartier Socimat, commune de Gombe	2078/PL/DCRE/2023	Développement durable, social et environnement	Kinshasa	MOKAKO Lydia, coordonnatrice	850500000	18.06.2023
6	Fondation Kibungu pour le développement des marches et entretien des routes	RDC	Avenue Makongo, Masi Manimba	2074/PL/DCRE/2023	infrastructures	Kwilu	Kibungu Musanzi, président		18.06.2023
7	Fondation Raphaël Misala "FOMAM"	RDC	14bis, avenue Dianga, Quartier, commune de N'djili	2075/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	MASUAMA MUNZILA, coordonnateur	0890067544 /0815176546	18.06.2023
8	KAKASU Congo	RDC	72, Avenue Inongo, Quartier Mikonga 2, commune de N'sele	2079/PL/DCRE/2023	social, santé	Kinshasa	Solange BUKUMBA, vice-président	812621094	18.06.2023

MOIS DE FEVRIER

9	Action chretienne pour le developpement communautaire "ACDC"	RDC	Avenue Yamingu, Quartier Yakoma, yakoma	2080/PL/DCRE/2023	Develop. communautaire	Nord-ubangi	LILOLO MOTINGIEA ERIC		28.févr.23
10	Action communautaire pour le developpement integral "acdhi"	RDC	09 Saidi, Quartie Matonge2, commune de Kalamu	2083/PL/DCRE/2023	Social, Agric. et Env.	Kinshasa			18.févr.23
11	Action pour la justice et legalite sociale "AJES"	RDC	09 Avenue wnbe, songololo, kongo central	2078/PL/DCRE/2023	social et agriculture	Songololo	NGOY Sammy		28.févr.23
12	African initiative for relief and developpement "AIRD"	OUGANDA	10 Avenue de la Gombe, commune de gombe, kinshasa	295/PL/DCRE/2023	multisectoriel	Kinshasa	KONNEH Abraham	0815767054/ 0997453680	21.févr.23
13	Agro action allemande/welthungerhilph e aaa/whh	Allemagne	75 Avenue Bunagana, commune de Goma	399/PL/DCRE/2023	infrastructures	Nord-Kivu	MBO IPULA Judith		21.févr.23
14	Alarme pour la prise de conscience aux devoirs et droits humains "APCDDH"	RDC	Avenue Mgr Munzenda, Commune de ruwenzori,ville de beni	2076/PL/DCRE/2023	Droits Humains	Nord-Kivu	KATEMBO Isidore		21.févr.23
15	Alliance congolaise pour le contrôle du tabac "ACCT"	RDC	23 Avenue Ikelemba, Quartier Matonge 3, Commune de Kalamu	2070/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	MVILAMBI Jacquemin		13.févr.23
16	Association louis takoy wembandjonga	RDC	14, Avenue Kwilu, commune de mont-Ngafula, ville de Kinshasa	870/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	OLOWONYO TAKOY Thérèse		21.févr.23
17	Association rachelle	Belgique	05 Avenue horizon masamba,commune de ngaliema, kinshasa	2074/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KABEYA KABEMBA Hugues		16.févr.23
18	Association socio-culturelle bana'maa	RDC	25 OUA/GB, commune de Ngaliema, Kinshasa	2072/PL/DCRE/2023	Social, santé et Elevage	Kinshasa	AHINDO EFUNGU Hubert, secrétaire		21.févr.23
19	Aviation sans frontières	France	Avenue de Laeroport de Ndolo, commune de Barumbu	068/PL/DCRE/2023	Transport Aérien	Kinshasa	MPISULI MOYALE Constant		18.févr.23
20	Célébrons le courage de la femme "CCF"	RDC	Avenue residence,commune de lbanda	2077/PL/DCRE/2023	Gouv, Education, Santé	Sud-Kivu	KATEMBERA Armelle		21.févr.23
21	Cœur grand-petite main "CGPM"	RDC	88 Avenue colonel ebeya, commune de Gombe, Kinshasa	2071/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	BOTEDJWA MPONGO Jolie		13.févr.23
22	Concern wold wide	USA	15 Avenue Aru, commune Ngaliema, Kinshasa	387/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	ASAKOTO SAIDI WOHO Mamie		13.févr.23

23	Confederation des producteurs agricoles du congo "conapac"	RDC	28 Essandja, commune de Barumbu, Kinshasa	987/PL/DCRE/2023	Agricole	Kinshasa	KOKOLO MAKOTA Emmanuel		21.févr.23
24	Congolious fondation	RDC				Kinshasa			18.févr.23
25	Congrégation des pères des sacrés cœurs de jésus et de marie	RDC	11 Avenue Boulangerie, commune de Kimbaseka, kinshasa	1738/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	BUKASA NGELEKA Marcel		13.févr.23
26	Coopérative des agriculteurs et des producteurs de cacao en république démocratique du Congo	RDC	251 Avenue commercial, commune de N'djili, Kinshasa	2069/PL/DCRE/2023	agriculture et élevage	Kinshasa	KAVIRA KIVUYA Claris	994245889	13.févr.23
27	Cooperazione internazionale	Italie	01 Avenue Gopmbe, commune de Gombe, kinshsas	410/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	NZAZI Eugide		13.févr.23
28	Crossboundary	USA	65 Blvd Colonel tshasthi, commune de la Gombe, Kinshasa	2082/PL/DCRE/2023	Agriculture	Kinshasa	NGALAMULUME Emmanuel		28.févr.23
29	Dynamique femme rurale entrepreneure	RDC	37 Avenue Laurent, territoire de Nyunzu, Tanganyika	2079/PL/DCRE/2023	Développement comm.	Tanganyika	BAYAAA-berthe	821024445	28.févr.23
30	Fondation codespa	Espagne	140 Avenue du Lac, Goma	855/PL/DCRE/2023	Education	NORD-KIVU	MBEMBE Franck		13.févr.23
31	Fondation judith congo france	RDC	Avenue sansikine, commune de Lemba, Kinshasa	2077/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	L'abbé jean-Remy KOKAYA DALO	814778255	18.févr.23
32	Fondation ta damvu "ftd"	RDC	04 Avenue Lukusu, commune de Makala, Kinshasa	076/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	PHUATI MVUMBU Nicolas	810672701	28.févr.23
33	Global health systems solutios "ghss"	USA	34 Avenue du commerce, Quartier Gar, commune de gombe	1453/PL/DCRE/2023	Santé et Education	Kinshasa	TCHINDA Jean Pierre		21.févr.23
34	Impact centre chretienne "icc"	RDC	4449 Avenue de la liberation, commune kasa-vubu, kinshasa	2075/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	NABINTU KA JEJE Elisabeth		21.févr.23
35	International ngo safety organisation "inso"	GRANDE BRETAGNE	288 Avenue du Lac, Commune de Goma	336/PL/DCRE/2023	Social	Nord-Kivu	ASEKOTO SAIDI Mamie	(243)819200308 / 819166616	13.févr.23
36	Maendeleo grands lacs	RDC	671 Avenue keshyero, Goma	2073/PL/DCRE/2023		Goma	SHURUKU Emmanuel, PCA de MGL	992974065	21.févr.23
37	Malteser international	Allemagne	05 Mobutu, territoire de Aru, Ituri	776/PL/DCRE/2023	Santé	Ituri	KAKULE TSONGO Trésor	993097132	21.févr.23

38	Mama's for africa "mfa"	BELGIQUE	41 blvd du lac/acq/labotte, territoire Ibanda, Bukavu	340/PL/DCRE/2023	social	Sud-Kivu	MUWAL MAYOKO Fabrice	(243)815202 512 / 810064709	21.févr.23
39	Organisation neerlandaise de developpement "snv"	PAYS-BAS	1107 Avenue Landu Panzu, Kongo central	474/PL/DCRE/2023	Renforcement des capacités	Kongo Central			21.févr.23
40	Programme d'aprovionnement en eau pour les villages "paev"	RDC	12 Avenue de l'avenir, commune de Ngaliema, Kinshasa	187/PL/DCRE/2020	Eau et Énergie	Kinshasa	NZAMBA NZAMBA Robert		21.févr.23
41	Solidarite feminine pour la paix et developpement integral "sofepadi"	RDC		1393/PL/DCRE/2023	Social et Genre	Beni	LUSAMBA Sandrine	844083549, sandrinelusa mba@sofep adirdc,org	13.févr.23
42	Techno serve	USA	Avenue lundula, quartier Nyalukemba, territoire Ibanda, Sud-kivu	2081/PL/DCRE/2023	Agriculture	Sud-Kivu	MONA Blaise	815262391	28.févr.23
43	Wereld solidarite/ mondiale "wsm"	BELGIQUE	10 Avenue Mongala, Commune de Gombe	1444/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	TUMBA Blaise		21.févr.23
MOIS DE MARS									
44	Action communautaire pour le developpement integral "acchi"	RDC	09 Avenue Saidi, quartier matonge, commune de kalamu, Kinshasa	2083/PL/DCRE/2023	Social, Agriculture et Environnement	Kinshasa	BEIA YAMBA YAMBA Theo		07.mars.23
45	Action contre la faim "acf"	France	11 Avenue masamba, commune de ngaliema, Kinshasa	507/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	MFULU ZI-SUMBI Jean pierre		17.mars.23
46	Action pour le developpement des communautes rurales	RDC	3, Rue limete, limete, Kinshasa	2092/PL/DCRE/23	Développement communautaire	Kinshasa	NIANGISI UTUMO Abdias		21.mars.23
47	Action solidaire pour le developpement et la paix	RDC	141 Avenue Masisi, terriroire de Goma, Nord-kivu	2097/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	LUANDA MUNGABO Magellan		21.mars.23
48	Appui a la communaute rurale pour le developpement durable et la protection de l'environnement	RDC	40 Avenue lukusa, commune de Gombe, Kinshasa	244/PL/DCRE/23	Environnement	Kinshasa	KINGELA NTOTO Donatien		17.mars.23
49	Association d'appui aux initiatives démocratiques et du développement durable "AIDDEV"	RDC	Avenue gerberas 12, Limete, Kinshasa	2101/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	LUZOLO NSASI Christian		28.mars.23

50	Association des amis du développement dans le milieu rural "ADEMUR"	RDC	01 Avenue tsinsambi, Kananga	2102/PL/DCRE/23	Développement communautaire	Kasaï	LUZOLO NSASI Christian		28.mars.23
51	Association pour la protection des enfants abandonnées "APEA"	RDC	40 Avenue masimanimba, commune de kalamu, Kinshasa	2090/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	DIEU DONNE MUTAMBA		17.mars.23
52	Bethleem plus sept	RDC	102 Camp Mpizi, commune de Kalamu, Kinshasa	2086/PL/DCRE/23	social et agriculture	Kinshasa	KAVUAKA SEYAKWAKU Olivier		07.mars.23
53	Centre d'encadrement la maison de mon père assistance "cemapar"	RDC	72 Avenue boma, commune de selembao	2085/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	IKOMA BOTENDJU		07.mars.23
54	Dynamiques des groupes des peuples autochtones	RDC	04 Avenue manadines, commune de Gombe, Kinshasa	2092/PL/DCRE/30	Environnement	Kinshasa	KITOBO NGANDU Patrick		17.mars.23
55	Eglise neo apostolique de la republique democratique du congo sud-est "ena-rdc sud-est"	RDC	11 Avenue du poids lourd, commune de Limete, Kinshasa	1676/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	NKIASUMU SEKO Alphonse	810581655	17.mars.23
56	Emus de compassion "eco"	RDC	24 Avenue muene ditu, commune de Gombe, Kinshasa	661/PL/DCRE/23	Social et Agriculture	Kinshasa	KALENGA Micheline	812404462	21.mars.23
57	Fierment geniac	RDC	04 Avenue sambrakat	2087/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	ZOLA DINAYAKU Christophe		07.mars.23
58	Fondation astrid tshibuaya tshienda tshias	RDC	51 Avenue du force publique	2092/PL/DCRE/28	Social	Kinshasa	MUSAU MADIYA Alphonsine		07.mars.23
59	Fondation nzuzi mavungu "fn mav"	RDC	09 Avenue wamba, commune de mont-ngafula, Kinshasa	209/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	MAVUNGU NZUZI NZUZI	847120623	17.mars.23
60	Fondation voix de la femme congolaise	RDC	14 Av, mandariner, commune de Gombe	2084/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	KILESI NSEKA Christelle	850000016	07.mars.23
61	Food for the hungry "fh"	USA	14 Avenue sergent moke, commune de Ngaliema, Kinshasa	450/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	SFARI MULUME Dem		17.mars.23
62	Kalalo fondation	RDC	12 Avenue lusambo, commune de Kitambo, Kinshasa	2088/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	LISIMO marcel		07.mars.23
63	Logisticiens sans frontieres	RDC	01 OUA? Commune de Ngaliema, Kinshasa	281/PL/DCRE/2023	Formations et études	Kinshasa	MAFUTALA KAMBALE Gabriel	8124114303	13.mars.23
64	Physicians for human rights "phr"	USA	27 Avenue cieciel Horizon, territoire de Ibanda, sud-kivu	1407/PL/DCRE/23	Santé et droits humains	Sud-Kivu	MUSHEKURU MUGENI Joyeux	812939716	28.mars.23

65	Search common ground/centre lokole	USA	05 Avenue bandoma, commune de Ngaliema, Kinshasa	391/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	MUZALIA WIMYE Anselme	813182883	07.mars.23
66	Union pour la promotion protection la defense des droits humains et l'environnement	RDC	07 Avenue orchidees, goma, Nord-kivu	2098/PL/DCRE/23	Droits humains et environnement	Nord-Kivu	MAKANYWENGE MAZINGONOKO Meschac	9988022841	21.mars.23
MOIS D'AVRIL									
67	Antwerp zoo foundation "azf"	Belgique	13, avenue des cliniques, commune de la Gombe	2114/PL/DCRE/2023	environnement	Kinshasa, Tshopo, Tshuapa	valentin omasombo, coordonnateur des programmes	813249632	28.04.2023
68	Association des femmes pour le developpement du congo "afdc"	RDC	20, Av Ntualani, Commune de selembao, kinshasa	693/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	lydia manzayayi		11.04.2023
69	Association pour le progres et le developpement des personnes vivant avec handicap à kinshasa	RDC	11, Av mabele Q/matadi, C/Masina Kinshasa	2106/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	kindima lundengu	998974362	28.04.2023
70	Fondation al'maktoum	EAU	07, Rue: Omekongo, C/Lingwala	1255/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	ZIA ALI BEN ZIA		28.04.2023
71	Fondation andreas	RDC	29, Avenue kimbao kinshasa commune de ngaba	2104/PL/DCRE/2023	social, éducation	Kinshasa			28.04.2023
72	Fondation jacques kalume mambo	RDC	9, Nguala, Q/CPA Mushie, Commune de mont-ngafula	2109/PL/DCRE/2023	social, santé	Kinshasa	jacques kalume, president		28.04.2023
73	Fondation panzi "fp"	RDC	24, Avenue Jean Miruho 3, Commune d'Ibanda, ville de bukavu, Sud-kivu	2110/PL/DCRE/2023	santé, social	Sud-Kivu	sivahera varondi		04.05.2023
74	Fondation volontaires d'afrique		54, Avenue Blvd du 30 juin kinshasa/gombe	2112/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	muwala mayoko		28.04.2023
75	Jeunesse en action pour le progres	RDC	97, Av Kutu, C/ Ngaliema, kinshasa	2108/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa			26.04.2023
76	Living peace institute	USA	09, Avenue Nyiragongo à Karisimbi, Nord-Sud	1774/DCRC/2023	social	Nord-Kivu	rutagayingabo anfelme		28.04.2023
77	Ophelinat marie reine de la paix "ormp"	RDC	19, Avenue okito, Q/pigeon	2113/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	sœur annie musenga, coordonatrice		28.04.2023
78	War child "uk"	GRANDE - BRETAGNE	316, Avenue colonel Lukusa kinshasa/gombe	616/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	bernardin kakundika		24.04.2023

MOIS DE MAI

79	Action pour le developpement communautaire de la tshuapa "adct"	RDC	36, Avenue lokole, ville de boende	2128/PL/DCRE/2023	social, dev Com et infrastructures	Tshuapa	NGOY Christ-vie		26.mai.23
80	Assistante sociale et humanitaire aux personnes vulnérable	RDC	19, rue kimwenza, C/ Mont-ngafula	535/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	APENDEKI BAKITA ALICE	840384663	26.mai.23
81	Africa renaissance initiative republique democratique du congo "afri-co"	RDC	04,Av du port, C/ Gombe	1759/PL/DCRE/2034	social	Nord-Kivu	audace mbula, Fin& adm. Officer	815171539	22.05.2023
82	African wildlife foundation "awf"	USA	16, Avenue lukusa, C/ Gombe, Kinshasa	534/PL/DCRE/2023	Environement	Kinshasa	MBOYO LELE Charlene		26.mai.23
83	Amani global works "agm"	RDC	Avenue Blvd kanyamuhunga, Goma	2112/PL/DCRE/2023	santé	Nord-Kivu	nkoboy ntombe	811908760	03.05.2023
84	Asbl caritas developpement isiro-niangara "cdin"	RDC	179,Commune de nsele,ville d'isiro	2119/PL/DCRE/2023	social	haut-Uélé			23.05.2023
85	Groupe d'amis constructeurs et enironnementalistes "grace"	RDC	10,Rue Misenga,ommune de Lukeni,ville de kikwit	2135/PL/DCRE/2023	social	Kwilu	kimukeni sukami dario,president		26.05.2023
86	Assistances sociale et humanitaire aux personnes vulnérables	RDC	19 Avenue kimuenza, commune de mont-ngafula, Kinshasa	535/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	APENDEKI BAKITA ALICE	840384663	29.mai.23
87	Association des jeunes ingenieurs du congo"ajiko"	RDC	04, Avenue tabora, commune de makiso, ville Kisangani	2132/PL/DCRE/2023	infrastructures	Tshopo	KANDA NDUPOLOKITE Gracia		26.mai.23
88	Association des personnes victimes des troubles, deplacees et vulnérables de l'est de la rdc"	RDC	01, Avenue central, commune de shari, ville de Bunia	1732/PL/DCRE/2023	social, developpement et comm	Ituri	KAMBALE CHAMUNANE Justin		26.mai.23
89	Association des techniciens du grand kasai"atekas"	RDC	02 ,avenue baku, Q/ plateaux, ville de kananga	2131/PL/DCRE/2023	infrastructures	Kasaï-central	MASINI LUNGUMA Gabriel		26.mai.23

90	Association des volontaires services international"avsi"	RDC	134 De bis, commune de gombe, Goma	343/PL/DCRE/2023	Social	Nord-Kivu	NZAKIMUEMA TUYAMBULA Hugues	837177697	26.mai.23
91	Association pour le developpent communautaire et le bien etre social "adeco"	RDC	06 Avenue pio-pio, q/ masamba, commune de nzinda, ville de Kikwit	2127/PL/DCRE/2023	social, dev comm	Kwilu	LUMBU CHINDANO Melchior		26.mai.23
92	Bureau diocésain caristas-developpement kenge "bcd"	RDC	05 bis blvd lumumba, ville de Kenge	2126/PL/DCRE/2023	Infrastructures et social	Kwango	LUMBU CHINDANO Melchior		26.mai.23
93	Centre d'impulsion et d'encadrement des organisations de developpement du congo "ciod"	RDC	42 Avenue lumumba, commune de kasusu, ville de kindu	2137/PL/DCRE/2023	Santé, développement et comm	Maniema	KAMBALE CHAMUNANE Justin		26.mai.23
94	Centre for interculturel missions and research "cimr"	RDC	214, Avenue Lusaka,ville de Goma	2118/PL/DCRE/2023	social	Nord-Kivu	kambale kighoma eraston,	994245889	03.05.2023
95	Centre medico social saint joseph "cemesoj"	RDC	5,Avenue Mbenza,commune de ngaliema	2116/PL/DCRE/2035	social, santé	Kinshasa	moleko lonenge,President e	816160260	03.05.2023
96	Construction, reconstruction et rehabilitation des batiments "corereba"	RDC	Avenue de la source, q/ unikis, Commune de makiso, Ville de kisangani	2133/PL/DCRE/2023	Infrastructures	Tshopo	MASSINI Gabriel		26.mai.23
97	Coq sain	RDC	1,Av royal, Q/mambenga,ville de mbandaka	2120/PL/DCRE/2023	social	Equateur			23.05.2023
98	Fondation christ-roi"fcr"	RDC	37 By-pass, Q/masanga mbila, commune de mont-ngafula	2121/PL/DCRE/2023	Social, santé et éducation	Kinshasa	Dominique Litanda Losembe, Président	819890818	26.mai.23
99	Fondation elias duba ndjango "fedn"	RDC	1640, Av bova bokoe, Q/ ndibe, C/ Shari, ville de Bunia	2136/PL/DCRE/2023	Social	Ituri	KAMBALE CHAMUNANE Justin	854591395	26.mai.23
100	Fondation kleis"fk"	RDC	262, Avenue By pass, commune de selembao, Kinshasa	2123/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	MUKOKO malangut,préside nt	822972476	26.mai.23
101	Fondation manzonzo pour la protection de l'enfant "fomape"	RDC	115 rue kabambare, commune de kinshasa, kinshasa	727/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KADIMA MUTOMBO Symphorien	999926162	26.mai.23

102	Fondation rapha "fora"	RDC	54 Avenue du territoire, territoire de kaniama, haut-lomami	2134/PL/DCRE/2023	Social	Haut-Lomami	BWANA MOMA		26.mai.23
103	Groupe des initiatives pour le developpement integral au congo "gidico"	RDC	63,Avenue de la paix,ville de Goma	665/PL/DCRE/2023	education, santé, social	Nord-Kivu	kihwo ndonga, President du CA		11.05.2023
104	Hulda hope foundation "hhf"	RDC	15,Av Kokolo ,Q/Pigéon, C/ Ngaliema, kinshasa	1612/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa			23.05.2023
105	Initiative pour un leadership cohesif "ilc"	RDC	47 Av de la gombe, Q/ batetela, C/ Gombe, Kinshasa	1187/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	SUKAMI MASIALA Israel	812727989	26.mai.23
106	Internews network rd congo	USA	App.Ab 11&12, Avenue de la science,commune de la gombe	536/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	traoré lalaicha		22.05.2023
107	Kulungu corporation	RDC	07,Av kwango, C/ Ngaliema, kinshasa	2115/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	kulungu bienvenu	817102654	03.05.2023
108	Pathfinder international	USA	4630,Avenue de la science kinshsa/gombe	397/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	jacques bambole		03.05.2023
109	Rcn justice et democratique	Belgique	02,avenue des etoiles, C/ Gombe	441/DCRC/2023	social	Kinshasa	josé lelo	808383713	03.05.2023
110	Sos village d'enfants	Belgique	17,Avenue lundula ,ville de bukavu	779/PL/DCRE/2023		Sud-Kivu, Kinshasa			11.05.2023
111	Terre sans frontieres	CANADA	1,Avenue Mputu Q/Mbunya,ville de Bunia	127/PL/DCRE/2023	social	Ituri	benoit ngadjole,directeur regional afrique centrale	(242)557824 86, b.ngadjole@terresansfrontieres.ca	22.05.2023
112	Trademark africa limited	KENYA	287, Av Itaga,Q/singa mopepe, C/ kinshasa	1796/PL/DCRE/2023	multisectoriel	Sud-Kivu, Tanganyika			11.05.2023
113	Fondation virunga	USA	n°17 ,Rue des pelicans, C/de Goma, Nord-kivu	182/PL/DCRE/2023	environnement	Nord-Kivu			26.05.2023
114	United front against riverblendness inc "ufar"	GRANDE - BRETAGNE	5084 Avenue Gemena,Commune de la Gombe,ville de kinshasa	874/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	ngeketa chantal	810531157	23.05.2023
115	World vision international	USA	3888,crois. Ave. Cercle & Blvd du 30 juin, commune de la gombe	385/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	Umba julien, responsable juridique		22.05.2023

MOIS DE JUIN									
116	Action des volontaires unis pour le developpement et la sante "avuds"	RDC	47 Avenue du plateau, ville de Bukavu, sud-kivu	1409/PL/DCRE/2023	Santé	Sud-Kivu	LWANGI KAKUYA Victor		05.juin.23
117	Action pour le bien-etre communautaire"abcom"	RDC	03, Avenue du Gouverneur, Q/ les volcans, C/Goma	1793/PL/DCRE/2023	Social	Nord-Kivu	AHOSI VONGA Grace		05.juin.23
118	Action pour le developpement des infrastructures au mulieu rural"adir"	RDC	1963 ,Poids lourds, commune de gombe, Kinshasa	2169/PL/DCRE/23	Infrastructures	Kinshasa	LUEMBO FAILA Mireille		14.juin.23
119	Action vision	RDC	50 Avenue bosango, Quartier 3, commune de masina	544/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	BAKAJIKI marcel		05.juin.23
120	Amis des personnes en detresse	RDC	102,blvd Lumumba/Mazi, commune de Nd'jili, Kinshasa	193/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KAUKA KOM-BISI Hubert		05.juin.23
121	Amour divin kinshasa"adk"	RDC	10 Avenue carla, quartier Kimbuta, commune mont-ngafula, Kinshasa	2142/PL/DCRE/2023	Social, Santé	Kinshasa	LUYEYE Gerard		01.juin.23
122	Architecture construction et etudes: la terre paie"arcone tp"	RDC	02 Blvd mobutu, commune de makiso,ville de kisangani	2130/PL/DCRE/2023	Infrastructures	Tshopo	MASSINI Gabriel		01.juin.23
123	Association boyokani	RDC	14, Avenue Kwama, commune de N'Djili, Kinshasa	2158/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	SWAKU MUKELANGE José	813792601	08.juin.23
124	Association congolaise d'appui au developpement communautaire "acadec"	RDC	Avenue du village du mutiene, commune de maluku, kinshasa	1053/PL/DCRE/23	Social, Dev et Comm	Kinshasa	BAMIRIYO KALOMA	906964715	08.juin.23
125	Association de potary clubs du congo"arcc"	RDC	30 Avenue maman sese, binza pigeon, Gombe, Kinshasa	2153/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	KABEYA kabeya Venant		05.juin.23
126	Association des ingenieurs constructeurs"aico"	RDC	20Bis Avenue kitona, Q/ yolo-sud, commune de Kalamu, Kinshasa	2147/PL/DCRE/2023	construction, Social et Agricole	Kinshasa	MUNDAY MBENGINA	990664484	05.juin.23
127	Association des jeunes congolais pour le developpement integral"ajcdi"	RDC	04 Avenue kitima, commune de makiso, Kisangani	2145/PL/DCRE/2023	développement communautaire	Tshopo	LUKUNDU BISINI Claudelle		01.juin.23

128	Association des paysans pour le developpement communautaire	RDC	02,Avenuekinzenzengo,commune de Makala	2168/PL/DCRE/2023	developpement communautaire	Kinshasa	paul kilapi		14.juin.23
129	Association des rotary clubs du congo "arcc"	RDC	30, Rue maman sese,Q/binza,commune de ngaliema	2153/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	valentin mutombo,project manager	0815004949/ 0815035976	06.06.2023
130	Association pour le developpement et la promotion des initiatives des paysans "adpip'	RDC	16A Avenue revolution, commune de limete, Kinshasa	2158/PL/DCRE/2023	developpement communautaire	Kinshasa	NGANGA GIZENGA Roger		05.juin.23
131	Association regionale d'approvisionnement en essentiels "asrames"	RDC	01 mes anges, Goma, nord-kivu	826/PL/DCRE/2023	Santé	Nord-Kivu	NYAMAMBICH NGALULA Jean	997769835	13.juin.23
132	Bureau d'etude et de coordination des actions pour le developpement de mai-ndombe"becaim"	RDC	16, Avenue de la paix, commune de Gombe, Kinhasa	2160/PL/DCRE/23	Social, Dev et Comm	Kinshasa	NIMI NDUDI Charles		09.juin.23
133	Centrale d'approvisionnement et de distribution des medicaments essentiels de bunia et uele	RDC	06,Rue nyarambe,ville de bunia	2154/PL/DCRE/2023	santé	Ituri	calvin djantho		05.juin.23
134	Centre chretien la redemption "ccr"	RDC	18,Avenue masina,commune de ngaliema	1374/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	DIALEMBO TEZUA Thomas		14.juin.23
135	Centre d'action pour le developpement integral et promotionnel"cadip"	RDC	ville de Kananga	2144/PL/DCRE/2023		Kasaï-central	BIJAMU KABAMUSU Bernard		01.juin.23
136	Christian aid	Grande Bretagne	01, Avenue Ngongo Lutete, commune de Gombe, Kinshasa	255/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KENGIBE Léonard	970001551	09.juin.23
137	Collectif d'encadrement communautaire pour la protection de l'environnement"cecoppen "	RDC	09 Avenue de la paix, commune de Gombe, Kinshasa	2155/PL/DCRE/2023	environnement et social	Kinshasa	VUNGBOTE NZENGE Samuel		05.juin.23
138	Community action projet "cap"		Avenue bateke, commune de matete, Kinshasa	1252/PL/DCRE/23	social	Kinshasa	KAZADI TSHIADI Augustin		08.juin.23

139	Congo d'avenir	RDC	30 Avenue du port, Q/ volcan, commune de goma	2146/PL/DCRE/2023	social, developpement et comm	Nord-Kivu	KAMBALE CHAMUNANE Justin		05.juin.23
140	Congo espoir	RDC	217, Avenue Kasongo lunda, commune de Ligwala, Kinshasa	2152/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KABENAKULUILA Vicky		05.juin.23
141	Congo recycle	RDC	277 Avenue nyangwe, commune de lingwala	2155/PL/DCRE/23	Environnement	Kinshasa	KINKAMBILE MALANGU Toussaint		08.juin.23
142	Contribution au developpement des secteurs agricole et rural"codesar"	RDC	41 ,Oshwe,Q/ salongo, commune de Kasa-vubu, Kinshasa	2170/PL/DCRE/2023	Agricole	Kinshasa	KABEYA NTUMBA Kennedy		14.juin
143	Convergence chretienne pour la paix et le developpement"ccpd"	RDC	01 bis Blcd Laurent désiré kabial, territoire de Diulu, Kasai-oriental	2140/PL/DCRE/20223	Social	Kasai-central	NKONGOLU CIBAKA Josecasimir		01.juin.23
144	Developpement agricole pisciculture et elevage au secours de la population "dapesp"	RDC	40 Avenue ingende, quartier kimbangu, commune kalamu, Kinshasa	2138/PL/DCRE/2023	Agricole rt infrastructures	Kinshasa			01.juin.23
145	Diku dilenga	RDC	46 Avenue tabora, ville de Tshikapa	2151/PL/DCRE/2023	Social	Kasai	BEYA Michel	998781148	01.juin.23
146	Dynamique je suis patriote	RDC	1967, Avenue enseignement, commune de kasa-vubu, Kinshasa	2165/PL/DCRE/23	Social	Kinshasa	ILOKO BOSENGE José,president national		12.juin.23
147	Femmes actives pour le developpement du congo "fadc"	RDC	17,Avenue kimbili, commune de limete, kinshasa	2167/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	bembo lyly,PCA		04.juin.23
148	Femmes engagees pour la promotion de la sante integrale	RDC	Butembo, Nord-kivu	2108/PL/DCRE/	santé	Nord-Kivu	KAKULA MUREFU	999329230	13.juin.23
149	Fondation alliance	RDC	1286 Avenue tombalbaye, commune de Gombe, kinshasa	152/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	BELANILA MUSWAHILI Guelord	992810929	29.juin.23
150	Fondation athigo lofimbo wonya komba	RDC	14 Tchad, commune degombe, Kinshasa	1412/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	ATHIGO LOFIMBO	816591410	05.juin.23
151	Fondation bayukita"fobayu"	RDC	24 ,Avenue de la presse, commune de Gombe, Kinshasa	2159/PL/DCRE/32	Social	Kinshasa	james bayukita ,président	810 830 992	09.juin.23

152	Fondation bintene	RDC	3835, Avenue de la douane, commune de Gombe, Kinshasa	2107/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	BINTENE LUMENGU	818101879	29.juin.23
153	Fondation carmel	RDC	03 parc virunga, lemba, kinshasa	2156/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	KALONDA Freddy		05.juin.23
154	Fondation didier lola "fodilo"	RDC	128 bis, Avenue tshuapa, commune de Kinshasa, Kinshasa	2122/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	didier lola	904461157	26.mai.23
155	Fondation osiris inter "foi"	RDC	01? Avenue equateur, commune de Ngaliema, Kinshasa	1664/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KABRYA CIBI Crispin	897390000	26.juin.23
156	Fondation yamba	RDC	1998,Rue Blud msiri,Q/gambela	2157/PL/DCRE/2023	social	HAUT-KATANGA	moise yamba		05.juin.23
157	Foret pour le developpement integral "fodi"	RDC	12 Avenue itebero centre, territoire de walikale, nord-kivu	131/PL/DCRE/2023	environnement	Nord-Kivu	KILUFYA CHOLA Charlotte		01.juin.23
158	Ganyigu developpement "gade"	RDC	93 bis Avenue ngagwele, commune de kimbaseke	2143/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	LUMBU CHINDANO		01.juin.23
159	Heartland alliance international	USA	03 Avenue corniche muhumba, territoire de Ibanda, sud-kivu	867/PL/DCRE/2023	Social	Sud-Kivu	RWIZIBUKA NEEMA Nathalie		05.juin.23
160	Initiative ecologique et biodiversite pour le congo	RDC	Avenue Ouganda, commune de Gombe, kinshasa	1817/PL/DCRE/2023	Environnement	Kinshasa	NKAMEN NZILO Gaylord		05.juin.23
161	Institut saint joseph	RDC	29 Avenuenmarechal, commune de N'jili, Kinshasa	2105/PL/DCRE/2023	éducation	Kinshasa	YUMBU LUMUMBU Jean	810207063	29.juin.23
162	La carte	RDC	03, avenue aviation, commune de barumbu	2164/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	nzengu tenday	818896262	12.juin.23
163	La vie pour tous "vipot"	RDC	18 Avenue orientale 1, commune de masina	2139/PL/DCRE/2023	Agriculture, Env, Social et Santé	Kinshasa	KOMPANI		01.juin.23
164	Les batisseurs ede la republique democcratique du congo "batico"	RDC	08,Avenue wemboloa, tshumbe, territoire de Lubefu, Sankuru	940/PL/DCRE/2023	développement communautaire	Sankuru	LOKADI OTETE OPETA Pierre	817005122	05.juin.23
165	Ligue des filles femmes instruites pour le developpemnet	RDC	Ville de Kananga, Kasai central	2119/PL/DCRE/2023	Social	Kasaï central	KASONGA LUSHIMA Pascal		07.juin.23
166	Matshi	RDC	45 avenue emerece, commune de Muya, Kasai oriental	2114/PL/DCRE/2023	Socila	Kasaï oriental	PELASIMBA KALEKA MARTHE		13.juin.23

167	Medecins sans frontieres-france"msf-f"	France	07 Avenue panzi, commune de Ngaliema, Kinshasa	1053/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	NKUNKU KAPATA TARESOR		01.juin.23
168	Medical care developpement internetional "mcdi"	RDC	commune de Kinshasa	553/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	MUPITA NAYa Hervé	823231010	01.juin.23
169	Mituelle de reflexion et d'entraide pour lr developpement	RDC	23 Avenue Funa, commune de Ngaliema, Kinshasa	2156/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	NDANGI Francinne		08.juin.23
170	Monde ami des nourissons et des enfants "manoure"	RDC	57, Avenue kalembe lembe, commune de lingwala, Kinshasa	2163/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	luabeya martin,PCA	823329704	02.juin.23
171	Mutuelle de reflexion et d'entraide pour le developpement "mured"	RDC	23, Avenue Funa,commune de ngaliema	2156/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	eddy blanchard mabiala,président		08.juin.23
172	Observation des droits humains	RDC	10 de la frontière, goma, Nord-kivu	1808/PL/DCRE/2023	droits humains, santé, éducation Wash, protection	Nord-Kivu	KAMBALE CHAMUNANE Justin	854591395	13.juin.23
173	Personnes synchronisees pour le developpement social"psds"	RDC	76 Avenue mole, commune de lemba, Kinshasa	2150/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	bAMBEDI ISHOBI Daddy,president		05.juin.23
174	Piroguiers sans frontieres	RDC	04 Avenue bumna, commune de lemba, kinshasa	2098/PL/DCRE/2023	Social, agriculture, maritime	Kinshasa	MUEPÜ KAPENGA	0820082328/0998742678	05.juin.23
175	Progres sante sans prix	RDC	1431,Avenue charpentier, Commune de limete, Kinshasa	1697/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	KAMANDA KILUNDU Derrick	819801511	14.juin.23
176	Promotion claretaine de developpement au congo "procladev"	RDC	15/766 ue 4, quartier industriéi, dans la commune limete, kinshasa	2161/PL/DCRE/2023	social, santé, formation professionnelle	Kinshasa	UYUNGU ANEDU	998243312	12.juin.23
177	Restaurer l'espoir communautaire	RDC	Avenue sapin, vile de kananga, Kasai central	2157/PL/DCRE/2023	Social	Kasaï central	KUDIA NDAKA Juvenal		08.juin.23
178	Sante en milieu rural"samir"	RDC	06 Avenue mambu, commune de Ngaliema, Kinshasa	2166/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	TSHILUMBA BWAMUKANA Dieudonné	998275786	14.juin.23
179	Save lives international "sli"	RDC	12, commune de karisimbi,ville de goma	2104/PL/DCRE/2023	santé, social	Kinshasa	kasereka katina		29.juin.23

180	Service d'encadrement et développement communautaires des opprimés "sedco"	RDC	26, Kalemie, Q/ centre urbain, Kolwezi	1002/PL/DCRE/2023	social	Lualaba	LITEKIA Heritiér		09.juin.23
181	Société civile de maindombe et plateau "socimap"	RDC	14 rue poids lourd, commune de limete, kinshasa	2141/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	BOPOMI BOBOY Moïse		01.juin.23
182	Solidarité commune	RDC	13 Avenue paka, commune de lemba, kinshasa	608/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	KONGO zacharie	811820857	05.juin.23
183	Special onction petrol	RDC	19 Boulevard, commune de la Nsele, kinshasa	2154/PL/DCRE/2023	Social	Kinshasa	MASHITA LUWOMBO Daniél		08.juin.23
184	Stichting radio benevolencia	PAYS-BAS	24, Blvd Kanyamuhunga, commune de goma, nord-kivu	499/PL/DCRE/2023	communication et media	Nord-Kivu	KAMBA KAMBA Cephass	821908222	09.juin.23
185	Union nationale des paysans congolais	RDC	14, Avenue tchad, commune de Gombe, Kinshasa	2148/PL/DCRE/2023	Multisectoriel	Kinshasa	LOFIMBO		09.juin.23
MOIS DE JUILLET									
186	Ligue des filles et femmes instruites pour le développement	RDC	ville de Kananga,	2119/PL/DCRE/2023	social	Kasaï central	kasonga pascal		07.07.2023
187	Union des Français de l'étranger	France	01, Rue des forces armées, commune de la Gombe	111/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	firmin nkake		13.07.2023
188	Femmes engagées pour la promotion de la santé intégrale	RDC		2108/PL/DCRE/2023	santé	Nord-Kivu	kakule lukogho	994329230	13.07.2023
189	Association régionale d'approvisionnement en médicaments essentiels	RDC	01, rue mes anges, ville de goma	826/PL/DCRE/2025	santé	nord/ Kivu	john nyamambichi	9907769835	14.07.2023
190	Matshi	RDC	45, rue émerance, ville de mbutji-mayi	2114/PL/DCRE/2023	social	Kasaï oriental	pelasimba marthe		14.07.2023
191	Observatoire des droits humains	RDC	10, rue: de la frontière	1808/PL/DCRE/2023	droits humains, santé, éducation, lavage à l'eau et protection	Nord-Kivu	justin vambalo	854591395	14.07.2023
192	Fondation alliance	RDC	1286, rue: tombalbaye	152/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	belalinila muswahili guelord	992810929	04.07.2023
193	Institut saint Joseph	RDC	29, rue: ndjili	2105/PL/DCRE/2023	infrastructures et travaux publics	Kinshasa		810207063	04.07.2023

194	V-day	USA	24, rue: jean miruho	246/PL/DCRE/2023	humanitaire et développement	Kinshasa	sivahera varondi	997166647	24.07.2023
195	Fondation professeur guy	RDC	01, rue : luthelo	530/PL/DCRE/2023	humanitaire	Ituri			14/07/02023
196	Vision africana 2000 cultural group	RDC	01, rue mpozo	2178/PL/DCRE/2023	social, culture et economie	Kinshasa	muamba moteba		25.07.2023
197	Action pour le bien être environnemental et social	RDC	03, rue:boboza	2173/PL/DCRE/2023	environnement, social	Sud-Kivu	roger sadiki		25.07.2023
198	Elongo tobatela mokili	RDC	1085, rue: ipolo	2115/PL/DCRE/2023	développement	Kinshasa	luzolo	995554592	25.07.2023
199	Cadre idéal pour le développement social	RDC	06, rue: mbuji-mayi	2177/PL/DCRE/2023	social	Mbuji-Mayi	jean andre ntumba kalonji	815047966	25.07.2023
200	La termitière	RDC	06,rue: mbama	2174/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	kasongo moïse		25.07.2023
201	Antoine ghonda	RDC	46, rue: mawana	2171/PL/DCRE/2023	social et agriculture	Ituri	dimbi binda roger	822950411	25.07.2023
202	Conseil danois pour les refugies	DANEMARK	01, rue: walikale	506/PL/DCRE/2023					25.07.2023
203	Jeannika milambu	RDC	145, rue: masengi/Q/ lubidi	2172/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	mvubu ngoyi		
204	Fondation jeannika milambu "fojkm"	RDC	145, Rue masengi, Q/Lubudi, commune de selembao	2172/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	katangi milambo,president	998243312	25.07.2023
205	Eglise des saints de Jésus-Christ au monde	RDC	ville de butembo, commune de kimeni	2120/PL/DCRE/2023	social	Nord-Kivu	richard kambale		17.07.2023
206	Kheth impilo	RDC	15-17, avenue colonel ebeya, commune de la gombe	2116/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	MALU MALU VALENTIN,president		20.07.2023
207	Fondation leon et josephine mukwanga "f.l.e.jo.m"	RDC	4286,Rue caniveau,Commune de Barumbu	2109/PL/DCRE/2023	social, santé & agriculture	Kinshasa	gabriel shokombala,president	815992162	13.07.2023
208	Lukuru wildlife research foundation	USA	1235,Rue Poids,commune de limete	2110/PL/DCRE/2023	environnement et conservation de la nature	Kinshasa	terese hart,chef de mission	821150920	13.07.2023
209	Association pour la promotion de minorité qualitative "APMQ"	RDC	49,Rue muene ditu,Cville mbanza ngungu	2117/PL/DCRE/2023	social	kongo central	dinanzeyi dina	892300291	13.07.2023
210	Centre professionnel pour le developement social mogujo "cpds"	RDC	Rue Lubefu, Q/Foire, commune de Lemba	681/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	mavuemba jacques	0815007195/0992901085	13.07.2023

211	Helping hands drc "hh-rdc"	RDC	25,Rue Blvd lumumba, commune de nsele	1217/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa			13.07.2023
212	Fondation agriterrra		04, Rue Butembo,ville de goma	1347/PL/DCRE/2023	agriculture, pêche & élevage	Nord-Kivu	muhindo mulimbi		13.07.2023
213	Fédération des familles pour la paix mondiale et l'unification	RDC	443,Rue 11ème Rue,commune de limete	2113/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	nzuzi khonde	899191069	13.07.2023
214	Protection international	Belgique	Rue Blvd Kanyamuhanga,Ville de Goma	1125/PL/DCRE/2023	droits humains	Nord-Kivu	Edouard BIRINGANINE	(243)995750345; (243)990281813	13.07.2023
215	Diocese de dungu doruma	RDC	Q/uye,Chefferie wando,territoire de Dungu	1632/PL/DCRE/2023	social, éducation & agri	haut-Uélé	hilaire bwana		13.07.2023
216	Caritas developpement idiofa "cdid"	RDC	01,Avenue deputé,territoire d'idiofa	1827/PL/DCRE/2023	social	Kwilu	sœur elisabeth	812438030	20.07.2023
217	Sœur de la sainte famille de bordeaux	RDC	01,avenue noailles,territoire d'idiofa	1833/PL/DCRE/2023	social	Kwilu	sœur elisabeth	812438030	20.07.2023
MOIS D'AOUT									
218	Maendeleo kwetu "maek"	RDC	01,rue miba bloc Rva,Q/basoko, commune de kasuku,ville de kindu	2183/PL/DCRE/2023	social	Maniema			11.08.2023
219	Merci maman	RDC	19,rue mobutu,Q/motel fikin,commune de limete	2179/PL/DCRE/2023	environnement	Kinshasa	mabiala nzuzi	817005555	11.08.2023
220	Graine de moutarde	RDC	03,Rue nsiete,commune de mont-ngafula	2175/PL/DCRE/2023	social & formation	Kinshasa	kembo luboya		11.08.2023
221	Bonkoko	RDC	26,Rue Abattoir,commune de masina	2180/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	Nyima victor	815489420	11.08.2023
222	Association pour la reconstruction et développement "ARD"	RDC	13,rue inga,commune de mont-ngafula	216/PL/DCRE/2023	développement communautaire	Kinshasa	jean bulanga	999310999	11.08.2023
223	Association paysanne d'isbuma "apis"	RDC	25,Rue nzundu,comune de lukolela,ville de kikwit	2182/PL/DCRE/2023	agricole	Kwilu	nkete nicaise	812730096	11.08.2023
224	Médecins d'Afrique "MDA"	République du Congo	21,Rue kilimani,commune de ngaliema	256/PL/DCRE/2023	Santé	Kinshasa	mulundu fabrice		04.08.2023

225	Mission d'évangélisation protestante au Congo "MEPCO"	RDC	35,Avenue mushie, commune de Lingwala	2176/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	ali kabongo	815941629	04.08.2023
226	Land o'lakes venture 37 "Iolv 37"	USA	600, Rue Blvd du 30 juin,commune de la Gombe	1671/PL/DCRE/2023	agricole	Kinshasa	mamboleo alain	892650318	11.08.2023
227	The johns hopkins university	USA	04,Rue citronnier, commune de la Gombe	/PL/DCRE/2023	santé éducation	Kinshasa	Didier Mbayi	844593460	11.08.2023
228	Organisation pour la gestion de l'environnement "OGEC"	RDC	36,avenue des forces armées,commune de la gombe	025/PL/DCRE/2023	environnement	Kinshasa			17.08.2023
229	Vijana ya panda tudjengeni	RDC	Rue Blvd de l'indépendance,ville de likasi	1805/PL/DCRE/2023	social	haut-Katanga	banza maloba	978000783	28.08.2023
230	Sœurs des saint vincent de paul "servantes des pauvres de GUIZEGEN ssp"	RDC	209,/B, 6 ème rue ,commune de kinshasa	199/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	onesime masengo	825966968	28.08.2023
231	Association paysanne pour le développement du village langa "APDI"	RDC	Rue langa, cité de mbanza - ngungu	1848/PL/DCRE/2023	Développement communautaire	kongo central	kalanga etienne		28.08.2023
232	Tulane international	USA	14,Rue sergent moke,commune de la Gombe	322/PL/DCRE/2023	éducation & santé	Kinshasa	binanga arsene,directeur pays	813035013	28.08.2023
233	Nsele bopeto	RDC	03, Rue Etshitshi,commune de limete	2185/PL/DCRE/2023	environnement	Kinshasa	walter kuzekemena	895848060	30.08.2023
234	Benelux afro center	Belgique	8480,Rue des cliniques,commune de la gombe	2187/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	exaucée kimbondo	897474813	30.08.2023
235	Atari ya baadaye	RDC	62, Rue marie ,Q/UPN,commune de ngaliema	2190/PL/DCRE/2023	éducation & social	Kinshasa	ngalula nancy,présidente	814517331	30.08.2023
236	Médecins du monde Belgique	BELGIQUE	02, Rue 11 ème rue,commune de limete	531/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	kiambi aziza	829784558	30.08.2023
237	Médecin du monde France	France	07, Rue OUA,commune de Ngaliema	522/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	kiambi aziza	829784558	30.08.2023

238	Help a child	Pays-Bas	69, Rue acacia Q/les volcans, commune de goma	1278/PL/DCRE/2023	social	Nord-Kivu	Jean-Pierre Kamate	(243) 822244764; (243) 821036237	04.08.2023
239	Association mbumba kimansangacpour le travail et le développement	RDC	07, Avenue aerodrome, commune de barumbu	2186/PL/DCRE/2023	social & agriculture	Kinshasa	neneth masangi, coordinat rice		30.08.2023
240	Sante vie pour tous "savit"	RDC	200, rue enseignement, commune de kasa-vubu	2181/PL/DCRE/2023	santé	Kinshasa	erick lukala, président	813627033	11.08.2023
241	Fondation mpinda kasenga	RDC	24, Rue equateur, commune de la Gombe	335/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	musampa muzenga	852686490	28.08.2023
242	Chaine chrétienne de solidarité "ccs"	RDC	41, Rue rivière, commune de la gombe	1705/PL/DCRE/2023	social	Kinshasa	jean jacques kabuya	997097610	28.08.2023

ANNEXE N° 3 : FLUX DE FINANCEMENTS DÉCAISSÉS EN FAVEUR DES ONGI EN RDC

Libellé	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	Cumul 2018-2023 (Août) (en USD)
Action contre la Faim Royaume-Uni				7 762 381,33	2 614 837,07	10 377 218,40
120 - Santé				7 762 381,33	2 614 837,07	10 377 218,40
Action Aid Royaume-Uni	674 838,00	411 693,52	1 079 257,38	416 165,09		2 581 953,99
150 - Gouvernement & Société Civile				138 946,55		138 946,55
720 - Intervention d'Urgence	674 838,00	411 693,52	1 079 257,38	277 218,54		2 443 007,44
Agriterra			692 506,95	990 350,90		1 682 857,85
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche			692 506,95	990 350,90		1 682 857,85
Alliance pour une révolution verte en Afrique					25 340,19	25 340,19
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche					25 340,19	25 340,19
Amis de la Terre International	2 456,27	2 636,13				7 817,83
Aucune donnée	2 456,27	2 636,13				7 817,83
Auschwitz Institute for the Prevention of Genocide and Mass Atrocities		114 149,20	51 284,76	23 115,33		188 549,30
150 - Gouvernement & Société Civile		114 149,20	51 284,76	23 115,33		188 549,30
CANADEM	265 687,23	230 949,21	211 248,60	287 104,43	140 566,74	1 335 943,98
720 - Intervention d'Urgence	265 687,23	230 949,21	211 248,60	287 104,43	140 566,74	1 335 943,98
CARE International Royaume-Uni		242 795,03	117 067,15	-3 172,27		398 585,62
130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité						41 895,71
720 - Intervention d'Urgence		242 795,03	117 067,15	-3 172,27		356 689,91
CARE Pays-Bas	914 529,37	2 275 553,03	3 277 682,05	2 664 797,32	1 178 196,86	10 904 028,64
120 - Santé				329 134,71	305 310,55	634 445,25
140 - Distribution d'Eau et Assainissement				329 134,71	305 310,55	634 445,25
150 - Gouvernement & Société Civile			251 925,00	182 654,83		434 579,83
320 - Industries Manufacturières, Extractives, Construct		1 137 068,00	2 221 935,55	1 372 774,60	253 013,38	4 984 791,53
520 - Aide Alimentaire Développementale	274 358,81	14 296,93				288 655,75
720 - Intervention d'Urgence	640 170,56	1 124 188,10	803 821,50	451 098,49	314 562,38	3 927 111,03
Catholic Agency For Overseas Development (CAFOD)	1 697 777,02	3 171 855,44	4 176 450,11	4 142 545,00	2 147 162,49	17 392 149,92
110 - Education	203 240,62	76 118,36	90 989,90	192 563,76	91 823,17	882 447,27

120 - Santé	39 054,17	2 389,52	62 359,15	30 455,00		135 727,17
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	119 965,44	676 626,46	403 500,02	272 947,30	15 884,91	1 839 467,75
150 - Gouvernement & Société Civile	278 711,93	581 162,62	1 921 572,24	1 334 920,81	661 410,83	5 225 893,16
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	213 742,09	208 093,65	134 303,50	396 018,59	155 177,53	1 290 898,10
320 - Industries Manufacturières, Extractives, Construct	235 060,27	126 259,07	103 637,81	105 433,63	44 760,45	728 830,90
430 - Autres Multisecteurs	6 089,00		4 203,63			21 772,13
720 - Intervention d'Urgence	164 856,06	1 410 063,85	1 120 908,69	1 349 699,93	1 053 309,95	5 652 596,22
730 - Reconstruction & Réhabilitation	79 818,00					92 316,34
740 - Prévention catastrophes/Préparation à leur survenue	252 592,05	14 337,13	291 844,53	278 296,06	73 128,18	1 057 406,15
998 - Non Affecté / Non Spécifié	47 262,18	21 249,55	38 101,48	83 714,52	51 667,48	248 329,74
Aucune donnée	57 385,20	55 555,22	5 029,15	98 495,40		216 464,98
Center for Civilians in Conflict	870 030,26					1 111 635,94
150 - Gouvernement & Société Civile	436 733,83					550 817,92
998 - Non Affecté / Non Spécifié	433 296,43					560 818,02
Chance for Childhood	55 731,67					72 869,65
150 - Gouvernement & Société Civile	19 665,33					36 803,32
160 - Infrastructure et Services Sociaux Divers	36 066,34					36 066,34
Christian Aid Irlande					442 476,65	442 476,65
120 - Santé					90 706,79	90 706,79
150 - Gouvernement & Société Civile					87 845,98	87 845,98
410 - Protection de l'Environnement Général					131 961,94	131 961,94
510 - Soutien Budgétaire					43 922,99	43 922,99
740 - Prévention catastrophes/Préparation à leur survenue					88 038,95	88 038,95
Comité néerlandais de l'Union internationale pour la conservation de la nature	552 692,70	467 330,73	582 200,13	167 552,60	181 759,88	2 630 669,86
150 - Gouvernement & Société Civile			570 930,87	167 552,60	181 759,88	920 243,36
410 - Protection de l'Environnement Général	221 077,08	186 932,29	4 507,70			684 170,60
Aucune donnée	331 615,62	280 398,44	6 761,56			1 026 255,90
Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale						2 576,25
410 - Protection de l'Environnement Général						2 576,25
Concern Worldwide	178 301,64	3 644 974,71	2 266 598,38	3 444 057,51	325 054,88	12 568 923,93
120 - Santé	53 490,49					866 471,54
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	124 811,15	360 140,94	780,44			2 382 688,29
150 - Gouvernement & Société Civile		36 014,09	78,04			36 092,14

720 - Intervention d'Urgence		3 248 819,68	2 265 739,89	3 444 057,51	325 054,88	9 283 671,96
Concern Worldwide Royaume-Uni	203 699,53	3 763 040,16	358 709,13	2 763 672,01		10 022 464,57
120 - Santé	61 109,86					941 112,98
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	142 589,67	376 304,02	176 677,63	567 741,46		3 316 653,39
150 - Gouvernement & Société Civile		37 630,40	182 031,50	584 945,75		804 607,64
720 - Intervention d'Urgence		3 349 105,74		1 610 984,81		4 960 090,55
Cordaid	5 607 140,16	5 685 870,94	11 609 135,62	5 466 862,30	4 958 883,29	38 069 719,30
120 - Santé	788 507,94	620 473,31	8 632,30			2 193 710,94
130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité	3 154 031,77	2 481 893,22	1 421 239,24	520 154,37	1 257 786,24	11 939 494,40
150 - Gouvernement & Société Civile	1 664 600,45	2 583 504,41	10 179 264,08	4 946 707,93	3 701 097,05	23 936 513,97
Croix-Rouge britannique	5 500 093,35	4 756 850,63	1 517 205,00	109 245,76		12 348 524,49
Aucune donnée	5 500 093,35	4 756 850,63	1 517 205,00	109 245,76		12 348 524,49
Croix-Rouge néerlandaise	1 224 441,24	109 396,55	572 719,66			3 121 773,22
720 - Intervention d'Urgence	1 224 441,24	109 396,55	572 719,66			3 041 396,59
740 - Prévention catastrophes/Préparation à leur survenue						80 376,62
Danish Refugee Council (conseil danois pour les réfugiés)	138 146,32	213 822,29	215 480,84	430 988,58	270 221,64	1 268 659,66
150 - Gouvernement & Société Civile		158 487,55	165 920,35	236 713,78	148 621,90	709 743,58
430 - Autres Multisecteurs		44 775,74	49 560,48	194 274,80	121 599,74	410 210,77
720 - Intervention d'Urgence	138 146,32	10 559,00				148 705,32
Drugs for Neglected Diseases initiative (Initiative Médicaments pour les maladies négligées)	5 182 405,42	4 877 355,92	7 616 160,43			21 708 549,86
Aucune donnée	5 182 405,42	4 877 355,92	7 616 160,43			21 708 549,86
Elrha			279 690,72			279 690,72
120 - Santé			279 690,72			279 690,72
Fondation Bill et Melinda Gates	27 430 427,38	27 946 677,42	35 583 421,52	25 650 333,65	9 692 095,64	159 964 521,69
110 - Education	117 719,94	60 149,18		64 123,94		241 993,06
120 - Santé	13 030 689,54	17 069 266,46	23 523 846,98	19 281 800,14	9 257 701,16	96 992 130,42
130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité	13 829 701,78	10 576 416,42	11 271 574,54	5 049 124,62	319 394,48	58 545 887,89
140 - Distribution d'Eau et Assainissement				260 000,00		260 000,00
150 - Gouvernement & Société Civile			20 000,00	85 000,00		105 000,00
240 - Banques et Services Financiers				198 702,98		198 702,98
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	284 027,84	240 845,36	368 000,00	60 671,29	115 000,00	1 673 608,38
430 - Autres Multisecteurs	168 288,28					396 288,28
720 - Intervention d'Urgence			400 000,00			900 000,00

740 - Prévention catastrophes/Préparation à leur survenue				650 910,68		650 910,68
Fondation Edukans	75 015,56	25 692,33	7 811,65			216 774,35
110 - Education	75 015,56	25 692,33	7 811,65			216 774,35
Free Press Unlimited				266 563,15		266 563,15
150 - Gouvernement & Société Civile				266 563,15		266 563,15
Handicap international Royaume-Uni		94 209,97	22 535,83			116 745,80
720 - Intervention d'Urgence		94 209,97	22 535,83			116 745,80
Health Development Initiative	168 901,13	113 799,54	161 344,12	295 348,02	165 037,04	904 429,85
150 - Gouvernement & Société Civile	168 901,13	113 799,54	161 344,12	295 348,02	165 037,04	904 429,85
HelpAge International	117 974,43	254 361,01	865 999,23			1 247 002,79
720 - Intervention d'Urgence	117 974,43	254 361,01	865 999,23			1 247 002,79
HelpAge International Royaume-Uni		133 035,00				133 035,00
720 - Intervention d'Urgence		133 035,00				133 035,00
IMA World Health	11 197 249,89	29 882 482,59	5 927 336,05			47 007 068,53
120 - Santé	8 355 387,87	22 298 308,51	4 422 978,16			35 076 674,54
130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité	2 411 887,63	6 436 686,75	1 276 748,19			10 125 322,56
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	429 974,40	1 147 487,33	227 609,70			1 805 071,43
IMPACT Initiatives					134 017,78	134 017,78
Aucune donnée					134 017,78	134 017,78
Initiative Clinton pour l'accès à la santé (Clinton Health Access Initiative)	825 513,85	718 831,02	708 150,49	635 521,07	262 728,58	3 774 402,65
120 - Santé	825 513,85	718 831,02	708 150,49	635 521,07	262 728,58	3 774 402,65
Institut international de l'eau de Stockholm	23 291,55	5 764,04	16 428,06			45 483,66
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	23 291,55	5 764,04	16 428,06			45 483,66
International Alert	8 876,80	957 476,38	2 243 197,27	3 453 252,24	159 439,96	6 822 242,65
110 - Education					159 439,96	159 439,96
150 - Gouvernement & Société Civile	8 876,80	957 476,38	2 243 197,27	3 453 252,24		6 662 802,69
International Disability Alliance			44 615,38			44 615,38
150 - Gouvernement & Société Civile			31 230,77			31 230,77
430 - Autres Multisecteurs			13 384,61			13 384,61
International Planned Parenthood Federation	1 298 431,60	2 672 274,83	1 597 581,02	372 458,38		6 037 081,39
130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité	1 298 431,60	2 672 274,83	1 597 581,02	372 458,38		6 037 081,39
International Rescue Committee Royaume-Uni	6 606 257,57	2 420 392,72	6 727 247,96	472 901,08		26 136 451,29
110 - Education	320 015,58					320 015,58

130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité						388 923,00
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	1 994 984,80		2 320 566,52	179 702,41		7 744 230,94
150 - Gouvernement & Société Civile	2 815 243,56	2 420 392,72	2 696 790,31	160 786,37		11 958 683,38
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	1 469 988,80		1 709 891,12	132 412,30		5 706 275,43
430 - Autres Multisecteurs	6 024,83					18 322,97
Internews Europe	152 228,07	916 300,88	1 131 326,31	57 116,47		2 256 971,74
150 - Gouvernement & Société Civile	152 228,07	916 300,88	1 131 326,31	57 116,47		2 256 971,74
Interpeace	2 821 827,40	4 847 449,74	2 193 188,84	2 193 407,02	5 379 538,85	19 243 591,44
150 - Gouvernement & Société Civile	2 821 827,40	4 847 449,74	2 193 188,84	2 193 407,02	5 379 538,85	19 243 591,44
MAG [GB-CHC-1083008]	483 117,64	380 558,57				2 197 693,20
150 - Gouvernement & Société Civile	483 117,64	380 558,57				2 197 693,20
MDF Global [NL-KVK-56821743]	1 639 749,41	2 875 154,71	2 613 581,31	832 119,90		10 397 227,91
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	1 639 749,41	2 875 154,71	2 613 581,31	832 119,90		10 397 227,91
Mensen met een Missie			917 809,30	445 761,56	192 658,81	1 556 229,67
150 - Gouvernement & Société Civile			917 809,30	445 761,56	192 658,81	1 556 229,67
MSI Reproductive Choices	8 609 519,19	9 062 393,05	4 042 761,34	2 498 323,85	1 776 562,40	27 962 547,41
130 - Politique en Matière de Population/Santé&Fertilité	8 609 519,19	9 062 393,05	4 042 761,34	2 498 323,85	1 776 562,40	27 962 547,41
None			44 615,38	103 306,61		147 921,99
150 - Gouvernement & Société Civile			31 230,77	72 314,63		103 545,39
430 - Autres Multisecteurs			13 384,61	30 991,98		44 376,60
None			597 783,28	141 857,75	71 202,57	810 843,60
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche			597 783,28	141 857,75	71 202,57	810 843,60
Norwegian Refugee Council (conseil norvégien pour les réfugiés)	1 205 308,31	17 159 627,08	3 928 330,69	61 622,65	30 941,73	22 385 830,47
720 - Intervention d'Urgence	1 205 308,31	17 159 627,08	3 928 330,69	61 622,65	30 941,73	22 385 830,47
Opportunity International Royaume-Uni	97 642,15	233 696,78	352 637,44	6 636,00		985 252,87
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	97 642,15	233 696,78	352 637,44	6 636,00		985 252,87
Oxfam Novib	83 933,60	59 700,00	1 147,48			243 510,81
120 - Santé			-			43,97
150 - Gouvernement & Société Civile	56 682,38		1 147,48			115 699,79
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	27 251,23		-			35 675,88
720 - Intervention d'Urgence		59 700,00	-			92 091,17
Partenariat mondial sur la recherche-développement en matière d'antibiotiques (GARDP)	182 630,46					182 630,46

120 - Santé	182 630,46					182 630,46
PAX			964 800,78	658 358,85		1 623 159,63
150 - Gouvernement & Société Civile			964 800,78	658 358,85		1 623 159,63
Peace Direct	32 925,79	270 288,75	254 189,26			557 403,80
150 - Gouvernement & Société Civile	32 925,79	270 288,75	254 189,26			557 403,80
Rainforest Foundation Royaume-Uni	885 967,70	199 722,00	123 280,97	55 071,20		3 862 962,38
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	885 967,70	199 722,00	123 280,97	55 071,20		3 862 962,38
Red een Kind	17 055,42	160 316,85	1 225 489,82	16 431 673,98	260 349,71	18 094 885,79
140 - Distribution d'Eau et Assainissement			385 706,22	513 566,92	104 139,88	1 003 413,02
720 - Intervention d'Urgence	17 055,42	160 316,85	839 783,61	15 918 107,06	156 209,82	17 091 472,77
Results for Development		449 211,56	925 468,59	596 738,75		1 971 418,90
998 - Non Affecté / Non Spécifié		449 211,56	925 468,59	596 738,75		1 971 418,90
Rikolto	727 704,18	757 814,35	1 034 041,62			3 458 901,91
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	727 704,18	757 814,35	1 034 041,62			3 458 901,91
Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF)			478 425,50	450 569,69	215 873,84	1 144 869,03
110 - Education			33 489,79	31 539,88	15 111,17	80 140,83
150 - Gouvernement & Société Civile			444 935,72	419 029,81	200 762,67	1 064 728,20
Sightsavers	2 399 868,80	3 322 077,67	5 750 788,27	89 303,80		11 919 732,54
120 - Santé	2 399 868,80	3 172 482,35	5 750 788,27	89 303,80		11 770 137,22
720 - Intervention d'Urgence		149 595,32				149 595,32
SouthSouthNorth	10 360,61	6 756,84				17 117,45
410 - Protection de l'Environnement Général	7 770,46	5 067,63				12 838,09
998 - Non Affecté / Non Spécifié	2 590,15	1 689,21				4 279,36
Stichting Beheer Subsidiegelden DRA	1 201 736,72	925 683,00	1 158 027,17	13 072 640,22		17 178 160,75
720 - Intervention d'Urgence	1 201 736,72	925 683,00	1 158 027,17	13 072 640,22		17 178 160,75
Stichting fondsbeheer DGGF lokaal MKB	27 881,00			28 875,00		56 756,00
240 - Banques et Services Financiers	27 881,00			28 875,00		56 756,00
Stichting Vluchteling (fondation pour les réfugiés aux Pays-Bas)		1 082 637,50	880 424,80		41 162,23	2 613 826,36
720 - Intervention d'Urgence		1 082 637,50	880 424,80		41 162,23	2 229 777,20
730 - Reconstruction & Réhabilitation						384 049,15
Tearfund Pays-Bas	5 719 281,75	6 355 766,41	4 679 938,47	2 622 722,62	2 745 902,38	22 273 510,46
720 - Intervention d'Urgence	5 719 281,75	6 355 766,41	4 679 938,47	2 622 722,62	2 745 902,38	22 273 510,46
International Rescue Committee	8 345 990,87	9 024 645,70	4 968 091,79	636 623,18		26 548 361,62

110 - Education	170 697,77					170 697,77
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	2 026 635,63	2 631 192,23	1 838 102,01	241 916,81		7 707 955,04
150 - Gouvernement & Société Civile	3 786 080,02	4 454 680,25	1 775 598,83	216 451,88		11 467 298,06
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	1 493 310,46	1 938 773,22	1 354 390,95	178 254,49		5 679 545,82
430 - Autres Multi secteurs	869 266,99					1 522 864,94
Vision du Monde International	72 883 963,00	73 803 727,00	84 131 752,00	66 896 535,71	60 303 065,43	415 268 557,14
Aucune donnée	72 883 963,00	73 803 727,00	84 131 752,00	66 896 535,71	60 303 065,43	415 268 557,14
Vision du Monde Pays-Bas	6 042 267,04	10 875 734,47	8 567 401,10	556 922,43	55 752,94	29 649 503,40
140 - Distribution d'Eau et Assainissement	360 533,31	767 628,56	989 642,00	189 987,14		2 307 791,01
720 - Intervention d'Urgence	5 676 692,45	10 108 105,91	7 565 804,88	366 520,35	55 752,94	26 702 477,29
730 - Reconstruction & Réhabilitation	5 041,28					626 865,94
998 - Non Affecté / Non Spécifié			11 954,22	414,94		12 369,16
Vision du Monde UK	3 399 433,98	3 245 394,74	4 250 984,06	5 191 230,83	748 354,78	18 090 628,96
110 - Education	3 087 728,44	2 102 671,39	1 087 811,33	137 332,13	-35 391,88	7 635 381,98
140 - Distribution d'Eau et Assainissement		781 064,20	285 771,70			1 066 835,90
150 - Gouvernement & Société Civile	311 705,54	361 659,15	1 695 693,03	1 275 758,70	-55 229,34	3 589 587,09
520 - Aide Alimentaire Développementale			1 181 708,00	3 778 140,00	838 976,00	5 798 824,00
War Child Holland	2 277 691,87	1 894 950,17	1 833 570,93		1 672 943,01	9 534 981,14
110 - Education	21 005,92					193 573,38
150 - Gouvernement & Société Civile	463 030,43	587 859,43	246 532,66			2 124 357,91
160 - Infrastructure et Services Sociaux Divers	115 757,61	146 964,86	61 633,16			751 383,24
720 - Intervention d'Urgence	1 677 897,91	1 160 125,88	1 525 405,10		1 672 943,01	6 461 158,57
998 - Non Affecté / Non Spécifié						4 508,04
War Child Royaume-Uni	3 349 345,80	4 050 481,86	2 323 086,24	468 763,32	270 600,90	10 462 278,12
110 - Education				10 307,85	2 132,03	12 439,88
150 - Gouvernement & Société Civile	84 718,09	390 330,98	385 451,69	27 564,92	50 529,53	938 595,21
160 - Infrastructure et Services Sociaux Divers	29 045,96	1 976 027,90	254 723,70	304 914,64	217 939,35	2 782 651,55
430 - Autres Multi secteurs		502 201,35				502 201,35
720 - Intervention d'Urgence	142 683,78					142 683,78
998 - Non Affecté / Non Spécifié	3 092 897,98	1 181 921,62	1 682 910,84	125 975,91		6 083 706,35
Women Engage for a Common Future (WECF)			36 126,54	31 774,01		67 900,56
150 - Gouvernement & Société Civile			36 126,54	31 774,01		67 900,56
Women for Women International Royaume-Uni	744 814,94	668 445,09	757 514,65	569 325,41		3 356 864,52
150 - Gouvernement & Société Civile	79 955,41	311 401,03	507 457,37	569 325,41		1 468 139,22

430 - Autres Multi secteurs	664 859,53	357 044,06	250 057,28			1 888 725,30
ZOA	7 689 803,07	6 097 401,71	6 199 254,03	5 281 474,10	943 259,70	29 863 743,44
110 - Education	264 133,63	173 772,70	35 726,85			556 960,03
150 - Gouvernement & Société Civile	1 584 801,76	1 324 623,15	721 479,46	932 407,75	660 281,79	5 723 555,04
310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche	3 153 749,68	1 195 943,32	3 613 855,28	3 949 463,03		13 269 146,14
430 - Autres Multi secteurs		120 851,55	217 336,45	399 603,32	282 977,91	1 020 769,23
720 - Intervention d'Urgence	2 687 118,00	3 282 211,00	1 610 856,00			9 293 313,00
Total général	201 851 958,73	253 919 206,85	234 894 903,43	179 790 798,42	97 405 987,94	1 117 379 191,22

Source : Données de l'ITIA



Contact: +243 815937429 - 814888471
Av. des coteaux n°4155 Q. Petit Pont c. gombe
skitnduwa@gmail.com